



DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE  
**COMMUNE DE VELANNE**

# **PLAN LOCAL D'URBANISME APPROUVÉ**

## **PIÈCE N°1 : RAPPORT DE PRÉSENTATION**

Vu pour être annexé à la délibération  
du Conseil Municipal du 14 février 2014,

Visa de la Sous-Préfecture

Le maire,



Adresse :

Immeuble "33 Street"  
33 Route de Chevennes  
74960 CRAN-GEVRIER

Téléphone : 04 50 52 81 43

Télécopie : 04 50 52 47 76

Email : [irconcept@irconcept.fr](mailto:irconcept@irconcept.fr)

**Date**  
14 février 2014



# SOMMAIRE

<b>PRÉSENTATION DE L'ÉTUDE .....</b>	<b>7</b>
<b>PARTIE I : ETAT DES LIEUX.....</b>	<b>9</b>
<b>CHAPITRE I : ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT.....</b>	<b>10</b>
<b>1. Présentation du territoire.....</b>	<b>10</b>
1.1. Situation de la commune .....	10
1.2. Intercommunalité et supra-communalité .....	11
1.3. Syndicats intercommunaux .....	12
1.4. Le choix de l'élaboration du PLU.....	12
<b>2. Histoire et patrimoine de Velanne .....</b>	<b>13</b>
2.1. Historique de la commune.....	13
2.2. Patrimoine historique et architectural.....	13
<b>3. Le milieu physique .....</b>	<b>14</b>
3.1. Géologie .....	14
3.2. Contexte hydrologique.....	15
3.3. Topographie .....	24
3.4. Les milieux naturels.....	26
<b>4. Analyse paysagère .....</b>	<b>30</b>
4.1. Les grandes trames paysagères .....	30
4.2. Territoire et développement urbain .....	36
<b>5. Analyse urbaine et analyse de la consommation de l'espace.....</b>	<b>38</b>
5.1. Logique d'implantation du bâti.....	38
5.2. L'analyse de la consommation de l'espace.....	44
5.3. Le rythme de construction de ces dernières années .....	46
5.4. Bilan de la carte communale .....	46
5.5. Les critères de constructibilité des normes et documents supra-communaux .....	47
<b>6. Les réseaux de transport et les déplacements .....</b>	<b>49</b>
6.1. Les axes de circulation et de desserte .....	49
6.2. Accès et stationnement .....	49
6.3. Accidentologie .....	49
6.4. Transports en commun.....	50
6.5. Les déplacements doux .....	50
6.6. Grands axes de communication.....	50
<b>7. Risques et nuisances .....</b>	<b>51</b>
7.1. Nuisances .....	51
7.2. Risques technologiques .....	51
7.3. Risques naturels .....	51
7.4. Pollutions .....	52
<b>CHAPITRE II : DIAGNOSTIC SOCIO-ECONOMIQUE .....</b>	<b>53</b>
<b>1. La population.....</b>	<b>53</b>
1.1. Une augmentation rapide de la population.....	53
1.2. Un tissu social en mutation .....	53
1.3. Des ménages plus nombreux et diversifiés.....	54
<b>2. Logement .....</b>	<b>55</b>
2.1. Des logements de toutes époques et relativement diversifiés .....	55
2.2. Une croissance continue du nombre de résidences principales.....	56
2.3. Une vacance immobilière courante .....	56
2.4. Des logements de grande taille en majorité .....	56
2.5. Analyse de l'offre et de la demande .....	57
<b>3. L'économie et l'emploi.....</b>	<b>58</b>

3.1. Un taux d'activité stabilisée .....	58
3.2. Un taux de chômage en diminution .....	58
3.3. Une répartition des actifs équilibrée .....	58
3.4. Plusieurs pôles d'attraction .....	58
3.5. Une répartition des secteurs d'activité déséquilibrée .....	59
3.6. Activités agricoles .....	59
3.7. Artisanat et commerces .....	62
3.8. Tourisme, marchés .....	62
<b>4. Les équipements .....</b>	<b>63</b>
4.1. Espaces publics, équipements et services .....	63
4.2. Rejets et gestion des déchets .....	63
4.3. Réseaux .....	66
4.4. Servitudes .....	67

## **PARTIE II : JUSTIFICATION DU PARTI D'AMENAGEMENT .....70**

### **CHAPITRE I : DEFINITION DES BESOINS ..... 71**

1. Définition de l'objectif de développement démographique.....	71
2. Les orientations du PLU au travers du Projet d'Aménagement et de Développement Durables.....	73
2.1. Orientation n°1 : La volonté de préserver le terroir agricole et naturel de Velanne .....	73
2.2. Orientation n°2 : Permettre un développement urbain maîtrisé .....	75
3. Les orientations du PLU au travers du zonage et du règlement.....	78
3.1. Les zones urbaines .....	78
3.2. La zone à urbaniser AU .....	81
3.3. La zone agricole .....	82
3.4. Les zones naturelles.....	83
3.5. La carte d'aléas et sa traduction réglementaire .....	86
3.6. Les composantes particulières des documents graphiques et du règlement .....	93
3.7. Comparaison entre les objectifs affichés et le zonage du PLU : gestion économe de l'espace pour le logement .....	95
3.8. Vérification de la compatibilité du PLU avec les normes et documents supra-communaux.....	97

## **PARTIE III : INCIDENCES ET PRISE EN COMPTE DE L'IMPACT DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT .....99**

### **CHAPITRE I : LES IMPACTS DU PLAN LOCAL D'URBANISME SUR L'ENVIRONNEMENT ..... 100**

1. Une augmentation des surfaces imperméables.....	100
2. Une augmentation des émissions de gaz à effet de serre.....	100
3. Une réduction de la superficie des espaces naturels.....	101
3.1. La protection des milieux écologiques majeurs .....	101
3.2. La protection des espaces boisés .....	103
3.3. La distinction nette entre ville et campagne .....	103
3.4. La protection des zones agricoles et de leur paysage identitaire .....	103
4. Une transformation des paysages .....	104

### **CHAPITRE II : LES IMPACTS DU PLAN LOCAL D'URBANISME SUR LA ZONE NATURA 2000 ..... 105**

1. Rappel du contexte juridique .....	105
2. Les impacts du PLU de Velanne sur les Zones Natura 2000.....	105
2.1. Caractéristique du site « Marais du Val d'Ainan » .....	107
2.2. Incidences du PLU de Velanne sur le Site Natura 2000 .....	110

### **CHAPITRE III : LA PRESERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT ..... 113**

<b>1. La gestion de l'eau .....</b>	<b>113</b>
1.1. Assainissement .....	113
1.2. SDAGE Rhône Méditerranée .....	114
<b>2. La Loi relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement .....</b>	<b>114</b>
<b>3. La protection des paysages, milieux et écosystèmes .....</b>	<b>115</b>
3.1. La protection des paysages .....	115
3.2. La protection des milieux et écosystèmes.....	116
<b>ANNEXE : Surface par zones.....</b>	<b>117</b>



# PRÉSENTATION DE L'ÉTUDE

La finalité de la présente étude est l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de **Velanne**, conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, notamment de ses articles L.121-1, L.110 et L.111-1-1.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre des lois SRU du 13 décembre 2000 et Urbanisme, et Habitat du 2 juillet 2003, qui tendent à répartir le pouvoir décisionnel, en attribuant principalement le pouvoir réglementaire aux autorités régionales tandis que le pouvoir exécutif est rendu aux autorités locales. La procédure remplit également les attentes de la loi Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010.

Conformément à l'article L.121-1 du code de l'urbanisme, les communes ou leur groupement déterminent dans leur plan local d'urbanisme les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable :

« 1° L'équilibre entre :

a) *Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la mise en valeur des entrées de ville et le développement rural ;*

b) *L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;*

c) *La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;*

2° *La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements et de développement des transports collectifs ;*

3° *La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature. »*

Ce véritable document d'urbanisme a pour objectif de fournir aux élus un outil d'aménagement foncier visant à déterminer la destination des sols au détour d'un projet politique global et cohérent à l'échelle de la commune. Le territoire est ainsi partagé entre espace urbanisé (zone U), secteurs à urbaniser (zone AU), zones agricoles (A) et naturelle (N). Il respectera les directives de développement durable et de préservation des ressources existantes.

De plus, conformément aux dispositions de la loi Montagne, le PLU de la commune doit respecter les principes suivants :

- La préservation des terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles pastorales et forestières : L.145-3-I
- La préservation des espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard : L.145-3-II
- La réalisation de l'urbanisation en continuité des bourgs, villages, hameaux et groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants : L.145-3-III
- L'interdiction dans les zones de montagne situées au-dessus de la limite forestière de créer des routes nouvelles : L.145-6
- La préservation de l'environnement, sachant que l'approche doit tenir compte des diversités locales : L.145-7



## **PARTIE I : ETAT DES LIEUX**

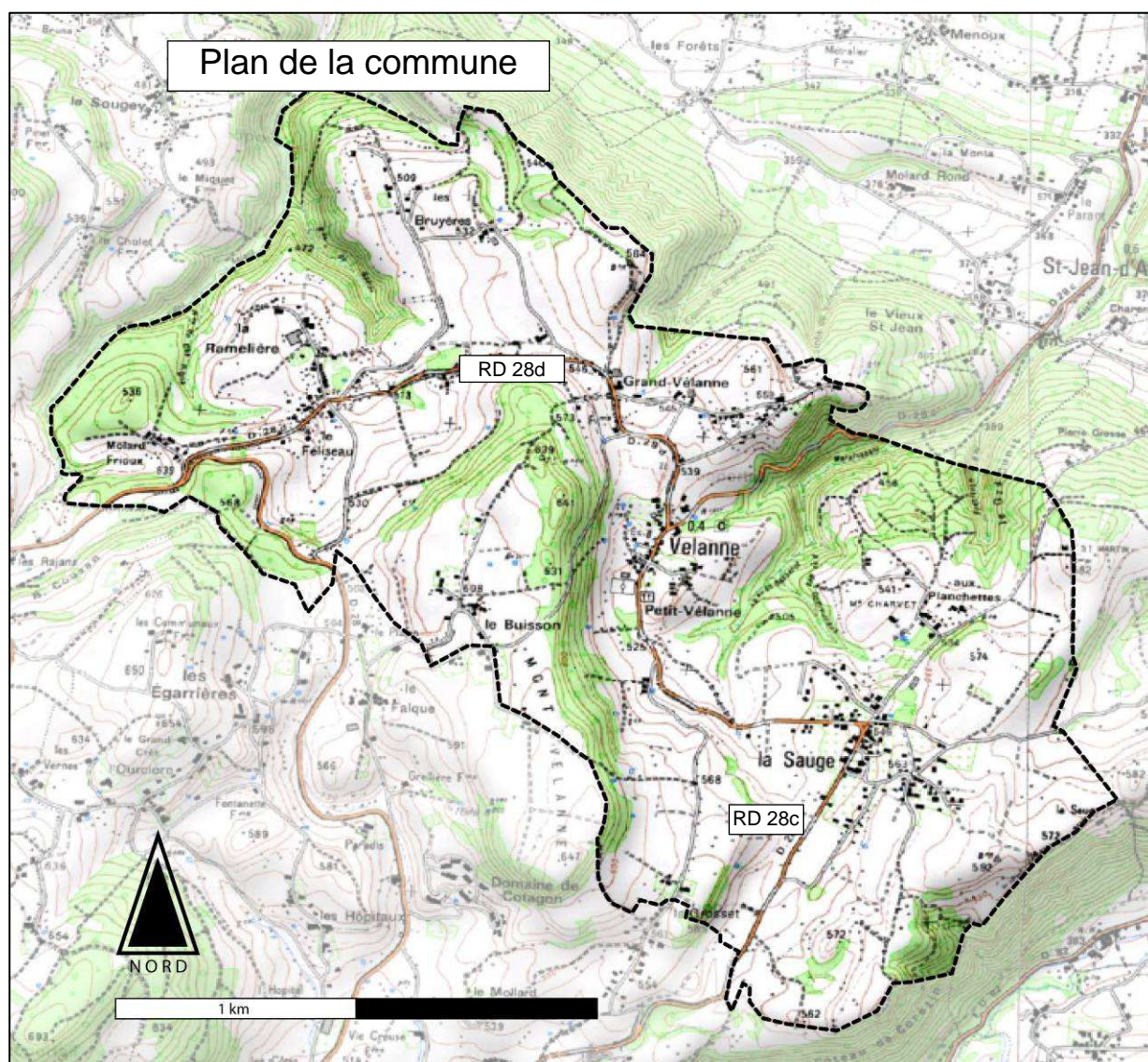
# CHAPITRE I : ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

## 1. Présentation du territoire

### 1.1. Situation de la commune

La commune de Velanne se situe à la « frontière » de l'Isère et de la Savoie, à 25 km à l'ouest de Chambéry, et à 35 km au nord de Grenoble. D'une superficie de 804 ha, elle appartient au canton de Saint-Geoire-en-Valdaine et à l'arrondissement de La Tour-du-Pin.

La commune est voisine de petites villes du Pays Voironnais (Les Abrets, St-Geoire-en-Valdaine, Le Pont-de-Beauvoisin). L'accès y est facilité grâce à la desserte d'axes routiers départementaux et régionaux sur la commune ou à proximité (A43, D1006, D1075, D82).



D'après cartes IGN n°3233 O (1994) ;



## 1.2. Intercommunalité et supra-communalité



La commune de Velanne fait partie de la Communauté d'Agglomération du Pays Voironnais regroupant actuellement 34 communes, soit environ 92 000 habitants. Créé en 1974, le Syndicat Mixte d'Aménagement du Voironnais se transforme en Communauté de communes en 1994 et devient la Communauté d'Agglomération du Pays Voironnais le 1<sup>er</sup> janvier 2000.

### Les compétences sont :

- **Développement économique**
  - L'aménagement et l'implantation économique
  - L'animation économique
  - Le tourisme
  - L'agriculture
- **Environnement**
  - La gestion des déchets ménagers
  - L'approvisionnement en eau potable
  - La collecte et le traitement des eaux usées
- **Aménagement et transports**
  - La politique de l'habitat
  - Les déplacements et les transports
  - L'aménagement de l'espace
  - L'aménagement numérique

- **Equilibre Social**

- L'aide aux personnes âgées et handicapées
- Les associations d'insertion par l'économie
- La politique de la Ville

### **1.3. Syndicats intercommunaux**

Velanne est membre des coopérations intercommunales suivantes :

- Syndicat Interdépartemental d'Aménagement du Guiers et de ses Affluents (SIAGA),
- Syndicat Intercommunal des Eaux du Guiers et de l'Ainan (SIEGA°)
- Syndicat des Énergies du Département de l'Isère (SEDI),
- SIVU Gymnase du lycée Pravaz à Pont-de-Beauvoisin,
- SIVU Gymnase du collège Le Guillon à Pont-de-Beauvoisin.

### **1.4. Le choix de l'élaboration du PLU**

La commune de Velanne dispose actuellement d'une carte communale, qui a été approuvée par arrêté préfectoral le 1<sup>er</sup> octobre 2004. Par une première délibération du 3 juin 2005, le Conseil municipal a décidé d'engager l'élaboration d'un plan local d'urbanisme, conformément aux dispositions de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) et de la loi Urbanisme et Habitat (UH). Par une seconde délibération, en date 17 décembre 2009, le conseil municipal a confirmé sa volonté de poursuivre l'élaboration de ce PLU.

En effet, la carte communale, trop schématique du fait de son zonage binaire (deux seules zones : U et N) et de l'absence de règlement spécifique, ne correspond plus aux besoins de maîtrise du développement de la commune. Le PLU permet en effet un zonage plus fin, l'élaboration d'un règlement approprié aux besoins et aux contraintes du territoire communal.

Le PLU respecte les principes énoncés aux articles L. 110, L. 111-1-1 et L. 121-1 du code de l'urbanisme.

## **2. Histoire et patrimoine de Velanne**

### **2.1. Historique de la commune**

Deux hypothèses ont été avancées quant à l'origine du nom de la commune. Velanne viendrait du latin *nux abellana* qui désigne une grosse noisette allongée, fruit de l'avelinier. Selon une tout autre hypothèse (avancée par André Plank), Velanne tirerait son nom d'une « villa » latine. Cette racine se retrouve clairement dans le toponyme qui qualifiait le village au XII<sup>e</sup> siècle : « Villana », qui aurait ainsi donné plus tard Velanne.

Les plus anciennes traces d'activités humaines datent des Romains, ceux-ci auraient érigé un camp, sur l'actuel lieu-dit les Bruyères, où se seraient succédé une commanderie des templiers et une abbaye de bénédictines. Des souterrains encore à prospecter ont été découverts vers 1972.

Ce n'est que le 16 avril 1884 que naquit la commune de Velanne, par détachement de la commune de Saint-Geoire-en-Valdaine.

Selon le dictionnaire géographique et administratif de la France et de ses colonies, en 1890, la commune portait également le nom de Saint-Étienne-de-Velanne.

Enfin, au Mont de Velanne se trouve la « Tour O'Mahony », dont il ne reste plus de nos jours que des vestiges au milieu des bois. Il s'agirait d'un pavillon de chasse construit au XIX<sup>e</sup> siècle qui servit notamment à abriter un petit détachement de soldats pendant la Première Guerre mondiale.

### **2.2. Patrimoine historique et architectural**

L'identité rurale de Velanne s'appuie sur son paysage, ses richesses naturelles mais également sur ses éléments de petit patrimoine rural :

- une bascule au Bourg,
- un calvaire au Bourg,
- une croix au Donnier,
- une croix à la Ramelière,
- un lavoir à la Sauge,
- une prise d'eau au-dessus du terrain de sports,
- un puits fermé aux Planchettes,
- un bassin à la Platière,
- des bassins à la Ramelière,
- un bassin aux Bruyères.

L'église de Velanne fut achevée en 1877. Construite sur l'emplacement d'un vieux château, elle aurait été, ainsi que le presbytère, érigée par tous les habitants de Velanne.

L'église fut préalablement bénie en 1845. Trois ans plus tard, l'abbé du village créa l'école de filles et, en 1850, l'école de garçons.

### **Monuments historiques**

La commune ne recense aucun monument historique, ni site inscrit sur son territoire.



## 3. Le milieu physique

### 3.1. Géologie

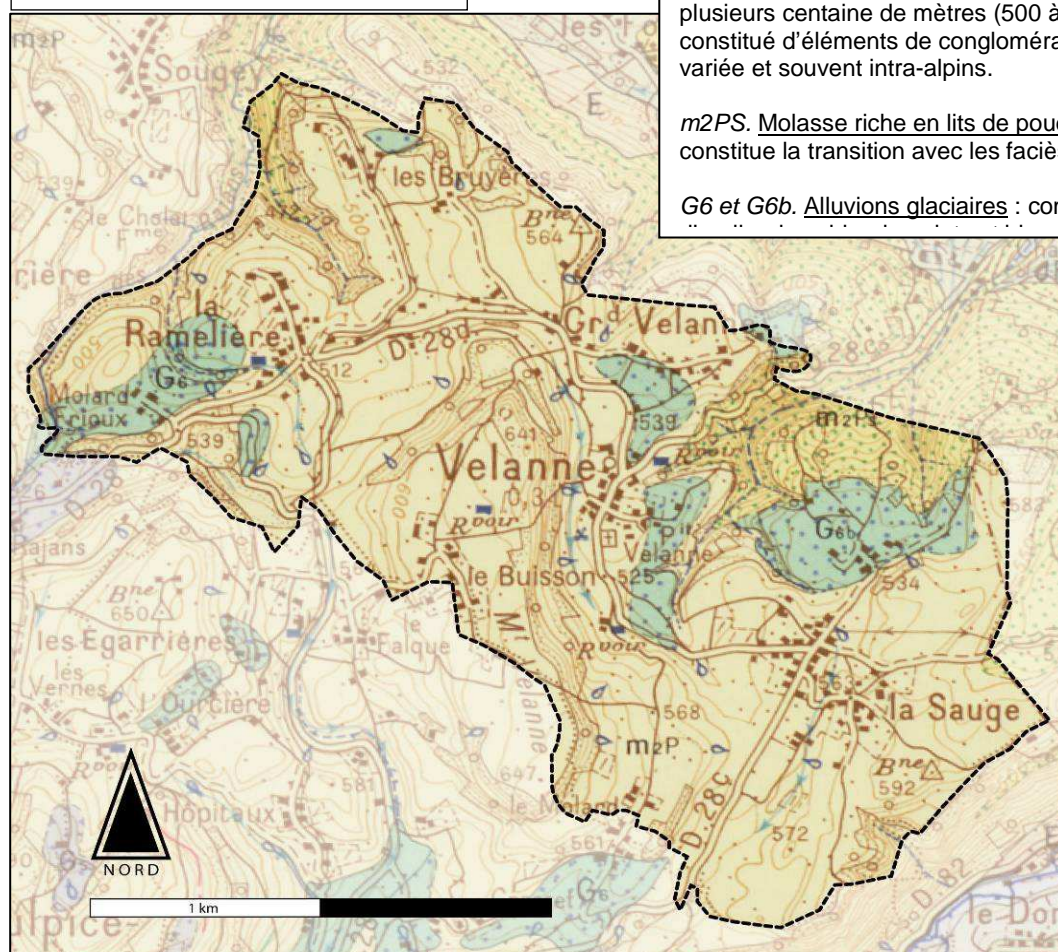
Velanne est une petite commune rurale du nord de l'Isère. Elle se situe à mi-distance entre la plaine du Rhône au nord et celle de l'Isère au sud en direction de Voiron. Localisée sur les contreforts du massif de la Chartreuse, la commune se situe au cœur de l'ensemble géographique du bassin molassique miocène du Bas-Dauphiné.

Le Bas-Dauphiné est une vaste région déprimée, bordée par 4 massifs distincts : le massif subalpin de la Chartreuse à l'est, le Jura et le plateau de Crémieu au nord-est, la bordure orientale du Massif central et du Rhône à l'ouest et la vallée de l'Isère et le Vercors au sud.

Au cours de l'ère tertiaire, le socle molassique, qui compose l'essentiel du territoire communal, est généré par des amas conglomeratiques déposés par de puissants fleuves. Ce conglomérat molassique abonde de poudingues polygéniques. Ce sont des roches sédimentaires détritiques consolidées, constituées de galets de roches diverses cimentés par une matrice sablo-gréseuse et calcaire.

Les vallons ont ensuite été creusés dans le plateau par les langues du glacier du Rhône, à l'origine des alluvions glaciaires.

#### **Carte géologique de la commune de Velanne**



#### **• Composition géologique du territoire de Velanne :**

**m2P. Conglomérat molassique** : socle profond de plusieurs centaines de mètres (500 à 600m), constitué d'éléments de conglomérats d'origine variée et souvent intra-alpins.

**m2PS. Molasse riche en lits de poudingues** : elle constitue la transition avec les faciès sableux.

**G6 et G6b. Alluvions glaciaires** : composés

Source : <http://infoterre.brgm.fr>

### 3.2. Contexte hydrologique

Velanne appartient au bassin versant du Rhône.

Toutefois, le territoire peut être divisé en trois sous-bassins versants :

- le sous-bassin versant des Rajans,
- le sous-bassin versant de Malafossant,
- le sous-bassin versant de l'Ainan.

Le sous-bassin versant des Rajans est situé au nord-ouest du territoire communal. Alimenté par les ruisseaux temporaires de Combe Pigna, du Gazon et de Côte Rondet, le ruisseau des Rajans constitue la limite administrative avec la commune de La Bâtie-Divisin. A la confluence avec le ruisseau de Côte Rondet, le ruisseau des Rajans devient le ruisseau de la Corbière puis le ruisseau et la rivière de la Bièvre et se jette dans le Rhône.

Le sous-bassin versant de Malafossant s'écoule au cœur de la commune depuis le Mont de Velanne et le coteau de Corézin. Les ruisseaux temporaires de Bassarot, des Communaux et de Frétisson alimentent le ruisseau de Malafossant affluent de la rivière du Guiers et du Rhône. Le ruisseau de Malafossant s'écoule dans une combe très encaissée, ponctuée de plusieurs cascades

D'autres ruisseaux temporaires, appartenant à ce sous-bassin versant, s'écoulent du coteau. Il s'agit du ruisseau de la Combe de Pierre Cherd et de la Combière. Ce dernier s'écoule ensuite dans le ruisseau de Saint Martin de Vaulserre pour gagner le ruisseau de Malafossant.

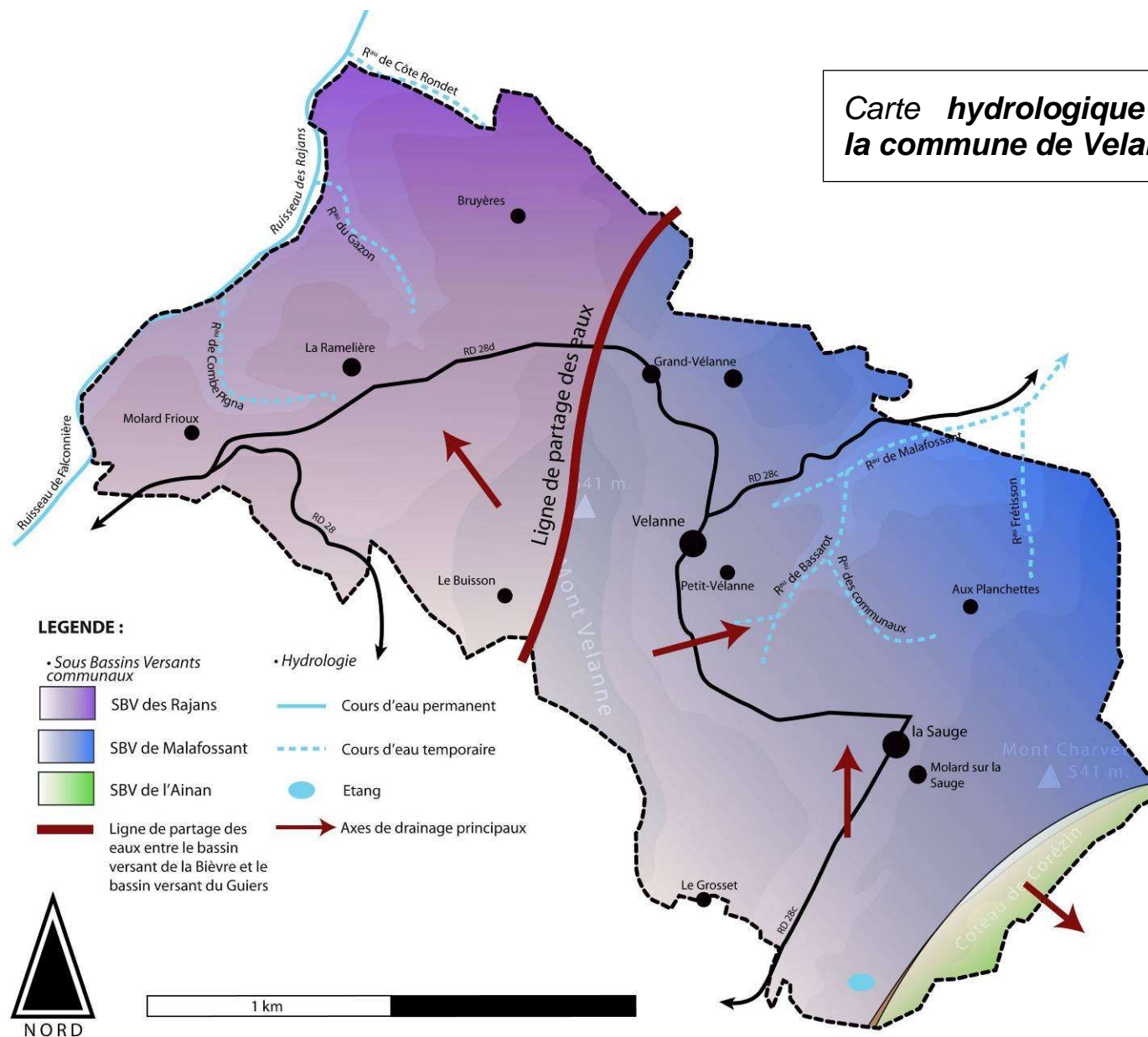
Le sous-bassin versant de l'Ainan est relativement restreint sur Velanne. Il occupe le versant sud-est du coteau de Corézin à l'extrémité du territoire. L'Ainan est un affluent du Guiers puis du Rhône.

L'histoire géologique de la commune a contribué à la formation de vallons encaissés au nord et à l'est de la commune. Plus de 9 ruisseaux naissent sur le territoire communal. Ces vallons présentent généralement des pentes moyennes et régulières.

Le reste du territoire présente de nombreuses zones humides nichées dans des dépressions du relief. Un étang est recensé au sud de la commune.

De ce fait, la commune a une certaine responsabilité (rôle de tête de bassin) en matière de qualité des eaux.

## Carte hydrologique de la commune de Velanne





## Aspect qualitatif

L'eau s'écoulant sur la commune fait l'objet d'un suivi par le SDAGE du bassin Rhône Méditerranée. Les contrôles effectués à l'échelle des sous-bassins versants et des masses d'eau permettent d'établir la qualité des eaux à diverses échelles.

Velanne appartient ainsi à l'ensemble appelé « Molasses miocènes du Bas-Dauphiné entre les Vallées de l'Ozon et de la Drôme et leurs complexes morainiques ». L'état quantitatif de la masse d'eau a été jugé bon en 2009 et l'objectif de bon état est fixé à l'horizon 2015. En revanche, son état chimique a été jugé mauvais la même année suite à la détection de nitrates et de pesticides dans les eaux de ce grand ensemble. Toutefois la concentration des polluants liés à l'activité humaine est à la baisse et l'objectif de bon état a été fixé à 2021.

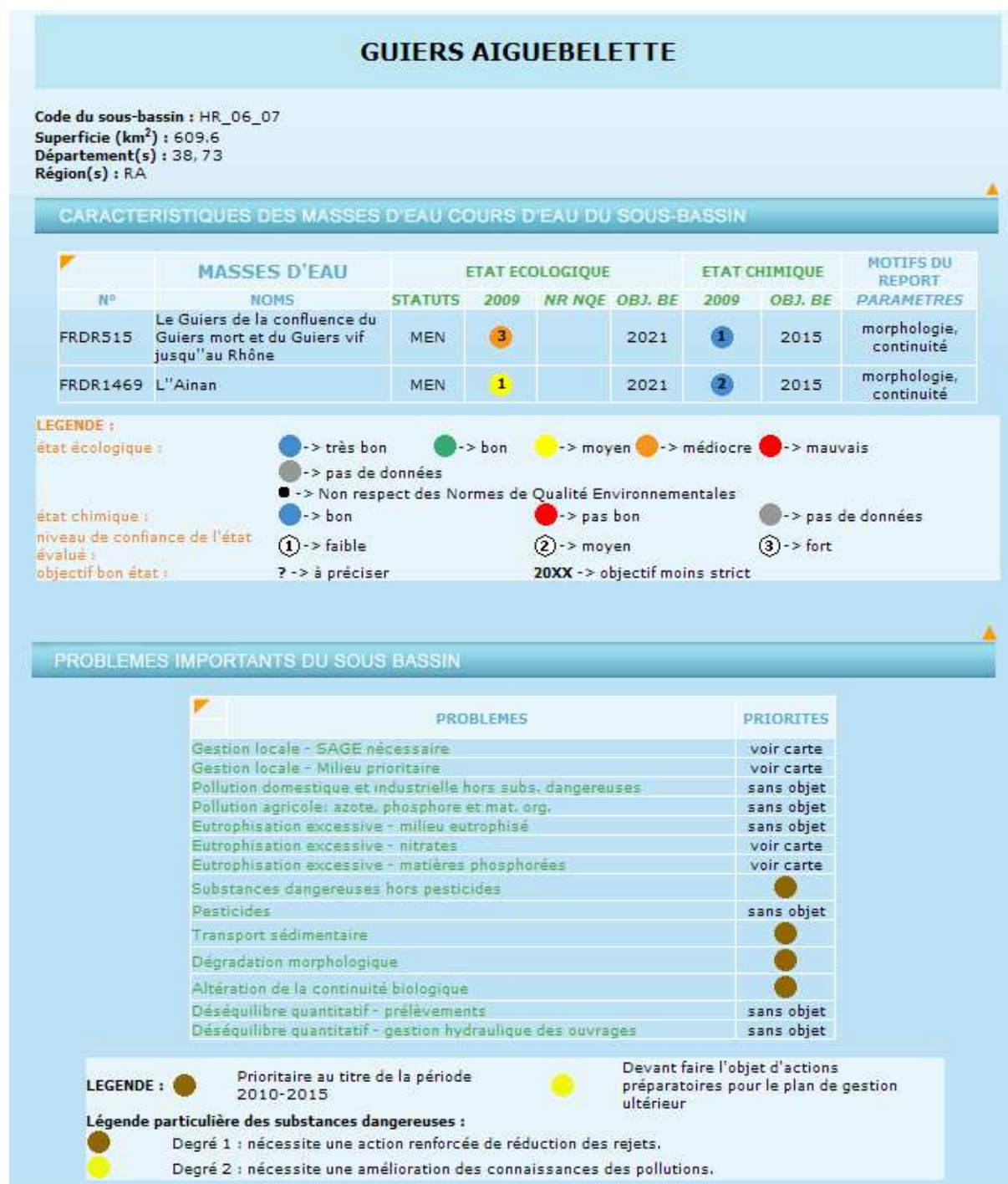


Source : SDAGE Rhône Méditerranée

Des contrôles à l'échelle des sous-bassins versants permettent également d'apprécier la qualité des ruisseaux de la commune.

Ainsi les contrôles effectués dans l'Ainan permettent d'estimer la qualité du sous-bassin de l'Ainan présent sur la commune. En 2009, l'état écologique de la rivière est jugé de qualité moyenne. L'objectif de bon état est fixé à 2021. En revanche, son état chimique est jugé bon.

En 2005, des études effectuées à la station de Saint Bueil (code station n°06580566) offrent une analyse détaillée de l'état écologique des eaux. Le bilan de l'oxygène, la température et l'acidification sont jugés bons. Toutefois l'analyse concernant les nutriments est jugée médiocre.



Source : SDAGE Rhône Méditerranée

**Fiche état des eaux : Ainan à Saint Bueil  
(code station : 06580566)**

**État des eaux de la station**

**État des eaux de la station**

Années	Bilan de l'oxygène	Température	Nutriments	Acidification	Salinité	Polluants spécifiques	Invertébrés benthiques	Diatomées	Poissons	Hydromorphologie	ÉTAT ÉCOLOGIQUE	POTENTIEL ÉCOLOGIQUE	ÉTAT CHIMIQUE
2005	B	B	MÉD	B	?								

**Légende**

**État écologique**

TB	Très bon état
B	Bon état
MOY	État moyen
MÉD	État médiocre
MAUV	État mauvais
?	État indéterminé : absence actuelle de limites de classes pour le paramètre considéré ou absence actuelle de référence pour le type considéré (biologie). Pour les diatomées, la classe d'état affichée sera "indéterminé" si l'indice est calculé avec une version de la norme différente de celle de 2007 (Norme AFNOR NF T 90-354)
NC	Non Concerné
	Absence ou insuffisance de données

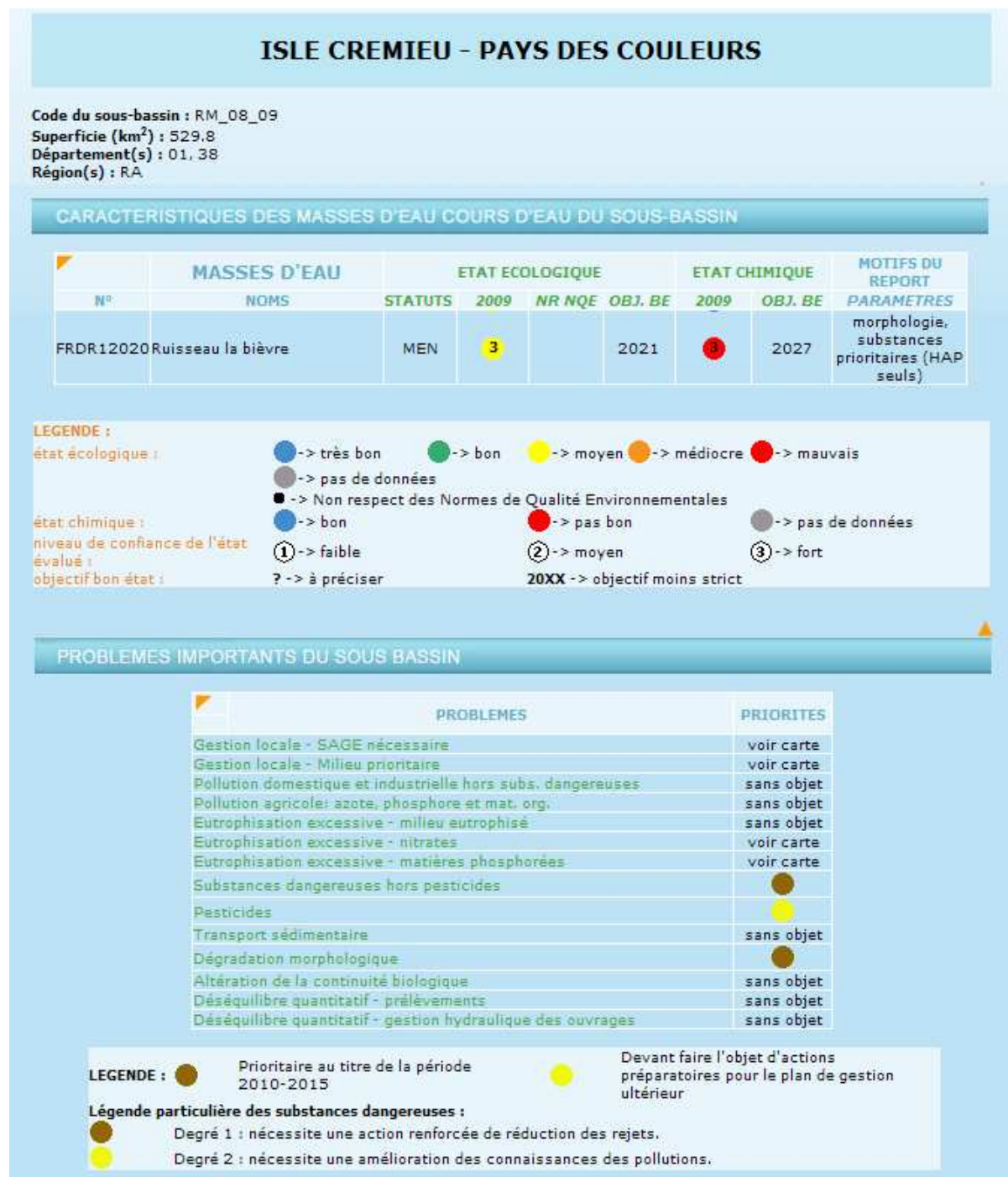
**État chimique**

B	Bon état
MAUV	Non atteinte du bon état
?	Information insuffisante pour attribuer un état
	Absence de données

*Source : SDAGE Rhône Méditerranée*

En aval, les analyses réalisées en 2009 dans le Guiers, de la confluence du Guiers mort et du Guiers vif jusqu'au Rhône, constituent des indicateurs de la qualité du bassin versant de Malafossant et de l'Ainan. L'état écologique de la rivière est jugé médiocre. L'objectif de bon état a été reporté à 2021 en raison d'une dégradation morphologique des milieux et d'une altération de la continuité biologique. L'état chimique est toutefois jugé de bonne qualité.

Enfin le sous-bassin versant des Rajans appartient à celui du ruisseau de la Bièvre. L'état écologique de ce dernier a été jugé de moyenne qualité (avec un indice de confiance des résultats fort) en 2009. L'objectif de bon état a été reporté à 2021. Par contre, son état chimique a été jugé mauvais (indice de confiance fort) en raison d'une dégradation morphologique et de la détection de substances dangereuses (hors pesticides). Son objectif de bon état a été reporté à 2027.



**Source :** SDAGE Rhône Méditerranée



## **Aspect quantitatif**

S'agissant de ruisseaux non pérennes, aucune donnée n'est disponible.

## **Délimitation du bassin versant naturel – Eaux pluviales**

L'ensemble de la commune de Velanne appartient au bassin versant du Rhône. L'orientation des sous-bassins versants qui commandent l'écoulement naturel des eaux alimente les 9 ruisseaux qui prennent leur source à Velanne vers le nord-est pour rejoindre les rivières du Guiers et de la Bièvre, affluents du Rhône. Le Mont de Velanne et le carrefour Voie Communale/RD28d constituent la ligne de partage des eaux entre le sous-bassin versant de la Bièvre et celui du Guiers.

Les 8 ruisseaux temporaires apparaissent à une altitude moyenne de 500 mètres. Seul le ruisseau des Rajans est permanent.

## **Les contrats de rivières**

La commune est répertoriée dans le 2<sup>e</sup> contrat de rivière du Guiers et de ses Affluents. Il est porté par le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Guiers et de ses affluents (SIAGA). Le premier contrat de rivière Guiers et affluents a été signé en juillet 2000 pour une durée de 5 ans. Les actions de ce contrat répondaient à deux objectifs :

- restaurer et gérer les potentialités naturelles du Guiers tout en assurant la protection contre les risques naturels ;
- mettre en valeur le Guiers dans l'optique d'un tourisme vert tout en sensibilisant sur la gestion des milieux aquatiques.

Ces actions étaient prévues en trois volets :

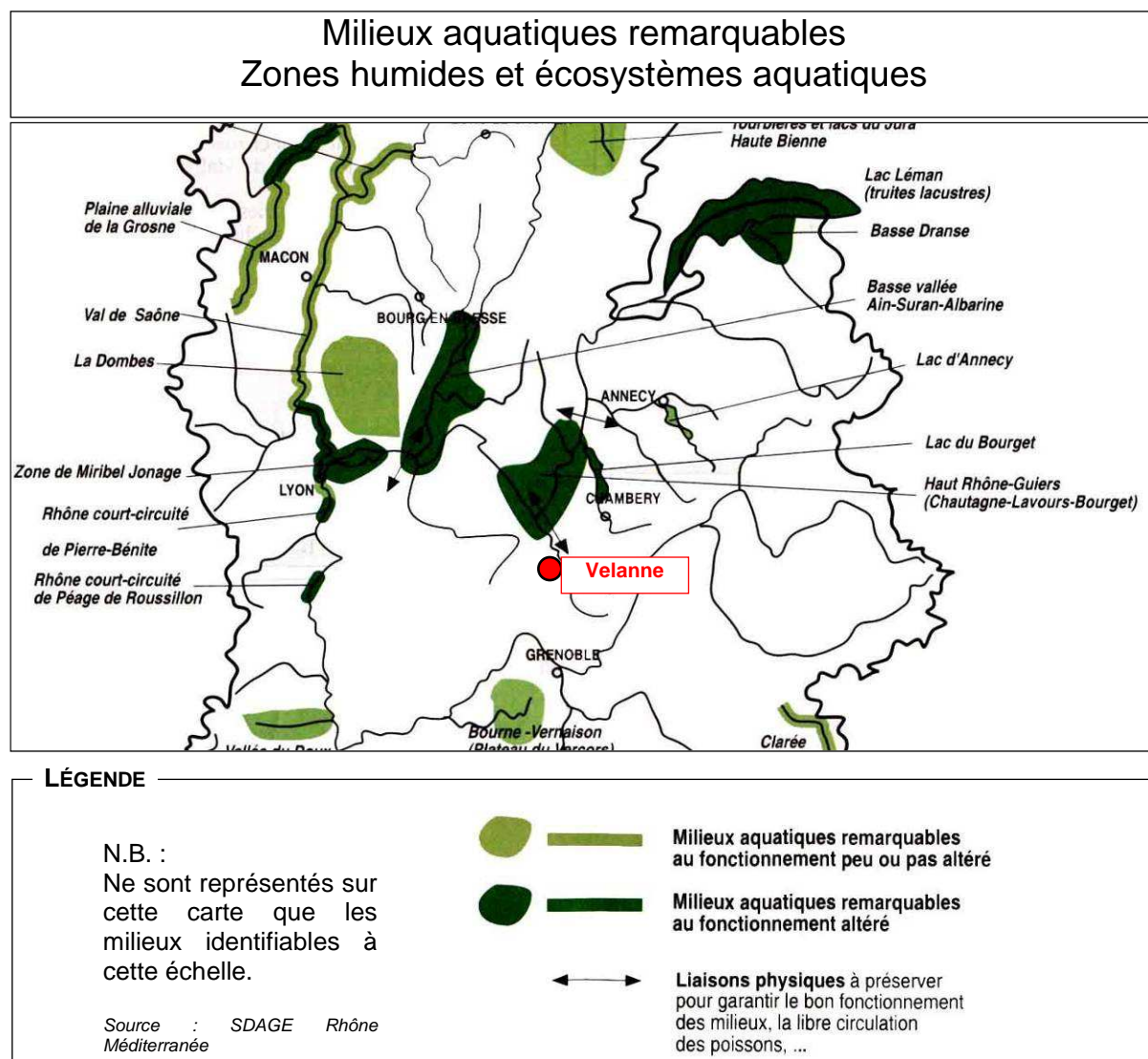
- l'amélioration de la qualité des eaux par des opérations d'assainissement domestiques, industrielles et agricoles ;
- la restauration et la mise en valeur des cours d'eau avec notamment des actions d'entretien des berges ;
- l'animation, la coordination, la sensibilisation et la communication autour des cours d'eau.

Le bilan de ce premier contrat de rivière fut positif et mit en évidence la nécessité de réaliser un deuxième contrat afin de répondre aux nouveaux enjeux identifiés. Ce nouveau contrat a évolué en un contrat de bassin.

Ces nouveaux enjeux s'articulent autour de 5 objectifs stratégiques mis en évidence au sein d'une charte d'objectifs signée en janvier 2008 par les 42 communes adhérentes du SIAGA et valable 10 ans :

- Initier une gestion quantitative raisonnée, durable et concertée de la ressource en eau ;
- Maintenir ou restaurer la bonne qualité de l'eau (en ciblant notamment les sources de pollution) ;
- Passer d'une logique de protection à une logique de gestion globale des risques ;
- Promouvoir une politique plus ambitieuse de préservation/restauration « physique » et de mise en valeur des milieux naturels aquatiques et humides du bassin versant ;
- Pérenniser la gestion globale de l'eau et des milieux aquatiques à l'échelle du bassin versant.

## Le SDAGE Rhône-Méditerranée



La zone d'étude se situe dans le bassin Rhône Méditerranée qui a fait l'objet d'un SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) dont les travaux d'élaboration ont été engagés en 2004. Ce document a été adopté par le comité de bassin et approuvé par le préfet coordonnateur de bassin en novembre 2009. Le PLU de la commune doit être compatible avec le SDAGE.

Le SDAGE élaboré en application de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, a pour ambition, à travers la gestion équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques, de contribuer à promouvoir un développement social et économique durable. Ses orientations sont déclinées de la façon suivante :

- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques
- Intégrer les dimensions sociales et économiques dans la mise en œuvre des objectifs environnementaux
- Organiser la synergie des acteurs pour la mise en œuvre de véritables projets territoriaux de développement durable

- Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé
- Préserver et redévelopper les fonctionnalités naturelles des bassins et des milieux aquatiques
- Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
- Gérer les risques d'inondation en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau

Il représente le cadre de référence pour la politique de l'eau dans le bassin pour les 6 années à venir soit un horizon 2015.

Ainsi, les dispositions prises par la collectivité et transcrites dans le Plan Local d'Urbanisme prennent en compte les orientations particulières du S.D.A.G.E., concernant Velanne :

- prise en compte du risque inondation et gestion des eaux pluviales,
- affectation des sols suivant les zones humides,
- préservation des espaces de liberté des cours d'eau,
- préservation de la ressource en eau.

### **Contexte hydrogéologique**

Les conglomérats molassiques composent l'essentiel du territoire communal. De par leur rôle de substratum imperméable, ils peuvent constituer des aquifères conséquents qui sont peu sensibles aux pollutions de surfaces. L'eau parvient toutefois à s'infiltrer par les fissures ou les niveaux perméables du conglomérat molassique ce qui explique la présence de nombreuses sources, notamment au pied du Mont de Velanne.

Les études du SDAGE ont démontré un bon état quantitatif de la nappe souterraine du bassin miocène du Bas-Dauphiné. Elle présente cependant un mauvais état chimique lié à la présence de pollutions d'origine agricole et de pesticides.

Les dépôts fluviaux glaciaires, composés de galets et de sables, sont quant à eux très perméables ce qui les rend plus sensibles aux pollutions.

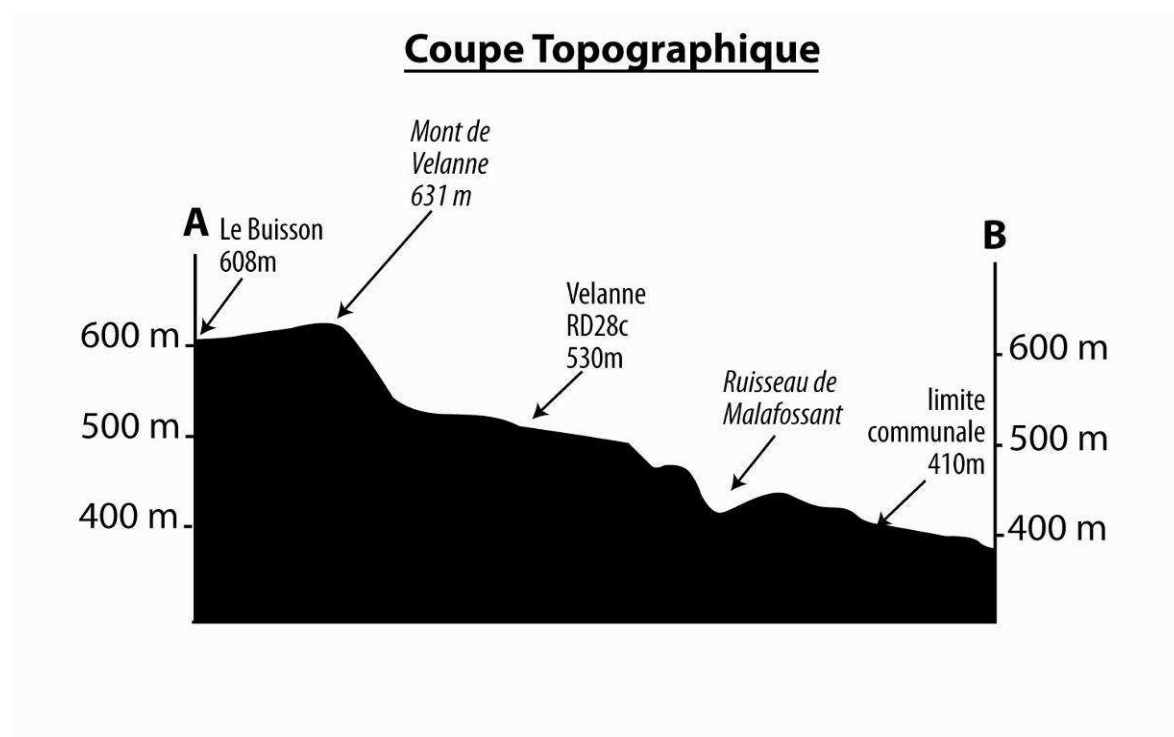
La situation géographique se prête mal à une exploitation de la ressource en eau potable par forage profond, même si elle est plus abondante. Les ressources en eau de la commune sont donc d'origine superficielle et par conséquent plus faibles et sensibles à toute pollution.

### 3.3. Topographie

Le Bas-Dauphiné est une vaste région déprimée, bordée par 4 massifs distincts : le massif subalpin de la Chartreuse à l'est, le Jura et le plateau de Crémieu au nord-est, la bordure orientale du Massif central et du Rhône à l'ouest et la vallée de l'Isère et le Vercors au sud.

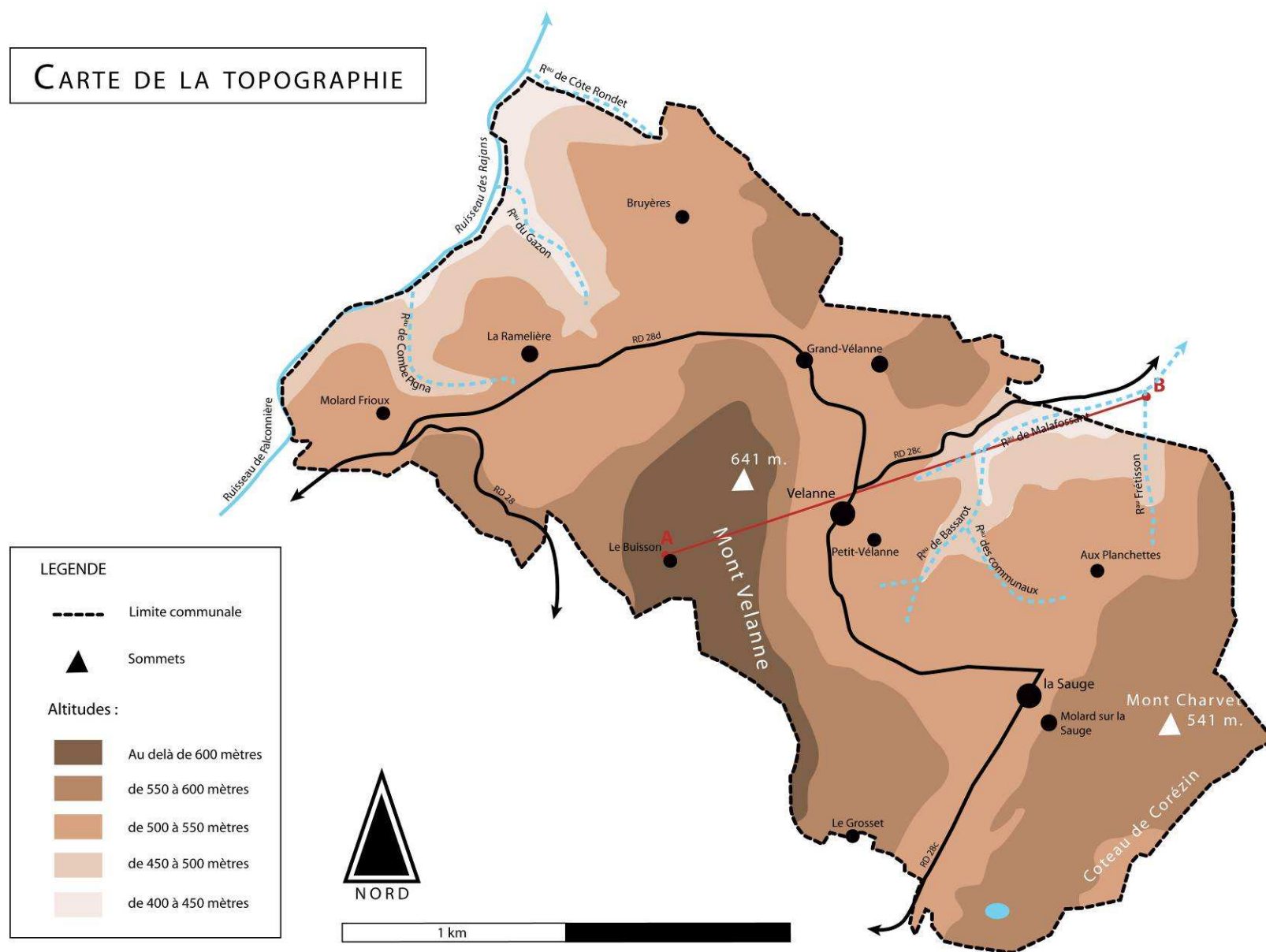
La commune se localise à l'est de la Région du Bas-Dauphiné, sur les contreforts du massif de la Chartreuse. Le territoire communal repose sur un vaste plateau vallonné dominé par le Mont de Velanne. Il est bordé au sud-est, au nord-est et au nord-ouest de coteaux à fortes pentes dans lesquels se sont inscrites de légères combes boisées où s'écoulent des ruisseaux.

L'altitude varie de 370 m (au nord de la commune à la confluence du ruisseau de Côte Rondet avec le ruisseau des Rajans) à 641 m (sur le Mont de Velanne), avec une moyenne de 500 à 550 m. Le dénivelé de 271 m n'est pas représentatif du relief de la commune puisqu'il comprend les pentes du Mont de Velanne et celles des coteaux bordant le plateau.





## CARTE DE LA TOPOGRAPHIE



### 3.4. Les milieux naturels

#### Le climat de l'Isère

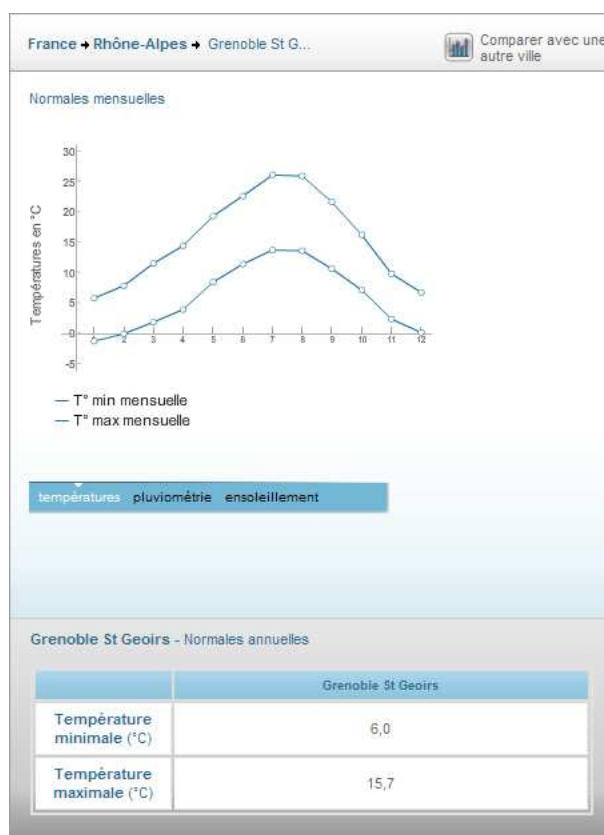
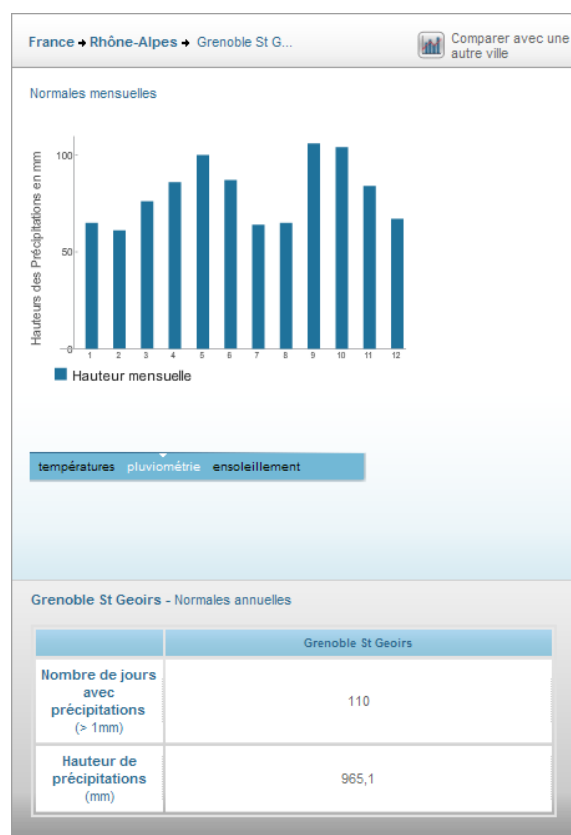
L'Isère est soumise à un climat continental sous influence montagnarde. Le climat est fortement contrasté selon l'altitude et l'exposition. Il se partage entre des hivers froids vifs et secs et des étés chauds et orageux. Le printemps et l'automne sont en moyenne des saisons plus humides.

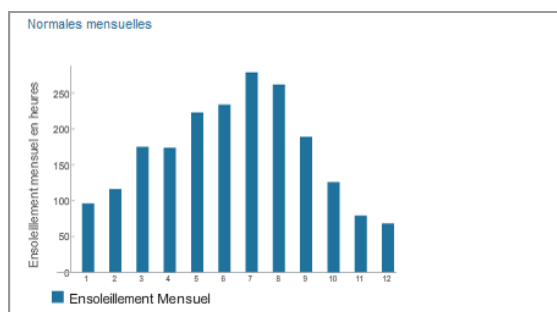
Le département subit l'influence océanique et ses perturbations bien qu'elles soient moins constantes que sur le reste de la France en raison de l'éloignement et de la barrière que constitue le Massif central. Le climat est tout de même humide à Velanne où les précipitations sont équitablement réparties tout au long de l'année. Les précipitations moyennes annuelles normales sont comprises entre 1050 et 1200 mm/an à la station de Charavines.

Les Terres Froides, bien que d'altitude modeste, sont connues pour subir un nombre assez élevés de jours de gel (jusqu'à 70 jours par an), de neige et de brouillard.

Le relief montagnard avec ses forts dénivelés et ses versants accentués impliquent des variations de températures extrêmement marquées d'un point à l'autre de l'Isère. Elles sont en moyenne comprise entre -1°C en janvier et +26°C en juillet sur la station de Grenoble St Geoirs.

L'Isère bénéficie également d'un important ensoleillement qui atteint en moyenne 2020 heures par an.





Grenoble St Geoirs - Normales annuelles	
	Grenoble St Geoirs
Durée d'insolation (heures)	2020
Nombre de jours avec faible ensoleillement	126
Nombre de jours avec fort ensoleillement	84

Source : <http://climat.meteofrance.com>

## **Le milieu**

Les végétaux trouvent dans le climat et la nature du sol deux facteurs essentiels de répartition. Le climat local perçu par la plante se caractérise essentiellement par la pluviosité, la température, l'ensoleillement, le vent, la neige et le gel. Dans des conditions climatiques identiques, la nature du sol deviendra un facteur prépondérant : taille des éléments, comportement vis-à-vis de l'eau, teneur en calcaire, teneur en azote... Tous ces facteurs écologiques sont étroitement interdépendants.

L'Isère abrite une biodiversité exceptionnelle comme en témoigne la proportion élevée d'espaces protégés sur son territoire.

## **Les différents types de milieux**

La commune de Velanne s'inscrit dans le milieu naturel plus large de la Valdaine. Cet ensemble regroupe un certain nombre de milieux différenciés en fonction de la topographie et donc du climat, de l'orientation, de la nature des terres et de la présence et du travail de l'homme.

Ainsi, plusieurs types de milieux se côtoient sur la commune :

- Les coteaux et combes boisés : Le plateau sur lequel repose Velanne s'achève selon un axe nord-nord-ouest / sud-est-est par un vaste coteau boisé orienté nord-nord-est présentant entre 150 et 200 m de dénivelé. Le coteau est entaillé par de multiples ruisseaux. Ces vallons occupent des espaces peu larges et pentus. Ils constituent des milieux relativement fermés et difficiles d'accès qui peuvent dissimuler une ripisylve intéressante. La végétation et les pentes importantes contribuent à restreindre la portée de la visibilité dans cet espace. Entre les vallons figurent des poches agricoles, elles-mêmes desservies par un unique accès relié au plateau par des routes sinueuses et étroites.

- Le plateau agricole : Velanne est caractérisée par un paysage façonné et géré par l'activité agricole. Les pentes les plus douces offrent un paysage ouvert sur le Mont de Velanne notamment. Le paysage alterne entre prés, champs cultivés, bocages discontinus et parfois à l'abandon, et hameaux de petite taille.

- Les zones humides : le plateau de Velanne est ponctué de nombreuses zones humides (phragmitaie, roselières) implantées au sein de dépressions du relief et souvent à proximité des hameaux. Elles sont riches d'essences faunistiques et floristiques à préserver.

## **Les inventaires naturels**

Deux ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique) de type 1 et une ZNIEFF de type 2 sont présentes sur le territoire de la commune de Velanne.

### **« Zones humides de la vallée de la Bièvre » ZNIEFF de type 2 n°3809**

Ce grand ensemble (1 106 ha) correspond à un large réseau de zones humides relictuelles en interaction. Il réunit divers milieux naturels tels que l'aulnaie-frênaie des fleuves medio-européens, les bas-marais alcalins, les bas-marais à *Schoenus nigricans* ainsi qu'une végétation à *Cladium mariscus*.

Cet ensemble constitue une zone d'alimentation ou de reproduction, ainsi qu'un corridor écologique connecté au Rhône, pour de nombreuses espèces d'intérêt floristique (Rossolis à longues feuilles, Orchis à fleurs lâches, Prêle d'hiver, Ophioglosse commune...), mais aussi faunistique : poissons (Lamproie de Planer, Chabot ...), batraciens (crapaud Sonneur à ventre jaune), oiseaux rapaces (busards notamment) ou chiroptères.

En outre, le réseau constitué de ces zones humides exerce tout à la fois des fonctions de régulation hydraulique (champs naturels d'expansion des crues) et de protection de la ressource en eau à préserver.

### **« Boisements humides du Malafossant » ZNIEFF de type 1 n°38000121**

Cette zone de 64,11ha correspond à la ripisylve du ruisseau de Malafossant. Celle-ci abrite en effet des espèces floristiques d'intérêt à la recherche de la fraîcheur et de l'ombrage des sous-bois. Trois petites plantes de la famille des saxifrages y sont recensées: la Dorine à feuilles alternes et celle à feuilles opposées, ainsi que la Saxifrage variable. Les plantes saxifrages, issues du latin *saxum*, le rocher et *frangere*, briser se caractérisent par leur capacité à s'installer dans des fissures de rochers, d'où leur surnom de « Casse-pierre » ou « Perce-pierre ». On y recense également deux fougères, le Polystic à aiguillons et le Polystic à soies, ainsi que la Germandrée d'eau, le Phégoptéris vulgaire et le Millepertuis androsème.

### **« Forêts riveraines des ruisseaux des Rajans, du Caron et de la Combe Pigna » ZNIEFF de type 1 n°38090001**

D'une superficie de 74,27ha, cette zone correspond aux abords des ruisseaux des Rajans, du Caron et de la Combe Pigna. Boisés, frais et humides, ils présentent les conditions favorables aux plantes de la famille des saxifrages (la Dorine à feuilles alternes et celle à feuilles opposées), aux Prêles (les plus anciens végétaux vasculaires fondamentalement liés aux milieux humides) dont la Prêle d'hiver, à deux fougères (le Polystic à aiguillons et le Polystic à soies) ainsi qu'à la Scrofulaire auriculée.

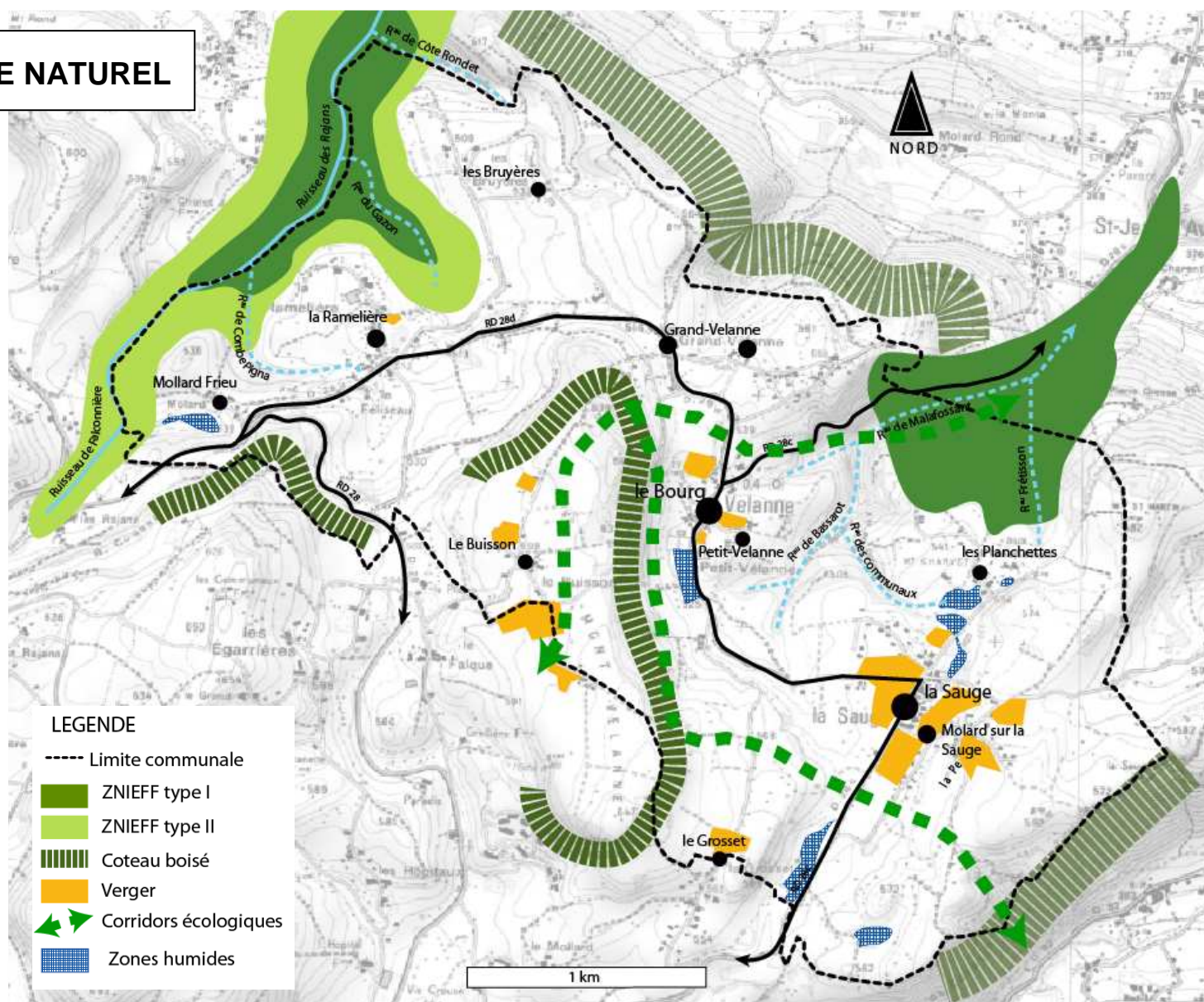
## **Les corridors écologiques**

Un corridor écologique désigne un couloir d'échange entre deux écosystèmes ou deux secteurs d'habitats favorables à une espèce. Ils permettent la dispersion et la migration de la faune et de la flore (pour la reproduction, le nourrissage, le repos, la migration, etc.). Deux corridors écologiques de passage de faune ont été repérés sur la commune :

- un corridor nord-sud reliant le Mont de Velanne au secteur du Grand Velanne et Malafossant vers la vallée du Guiers ;
- un corridor est-ouest reliant le coteau de Corézin vers le sud de la Sauge au corridor précédent en longeant le coteau du Mont de Velanne.



## PATRIMOINE NATUREL



## 4. Analyse paysagère

### 4.1. Les grandes trames paysagères

Velanne est juchée sur un plateau agricole surplombant la vallée du Guiers à l'ouest et plus généralement la vallée du Rhône au nord. Sa position forme également un formidable balcon sur le massif de la Chartreuse à l'est. Elle profite ainsi d'ambiances paysagères originales à l'intérieur même de son territoire mais également des paysages qui l'entourent et qui composent son cadre de vie.

Trois entités paysagères caractérisent ainsi les paysages de Velanne dans son ensemble.

#### Le plateau vallonné autour du Mont de Velanne

Cette entité paysagère constitue la majeure partie de la surface communale et est caractérisée par un paysage de plateau agricole vallonné. La topographie de cette entité est chahutée. Il se compose de petits plateaux perchés à différentes altitudes, de monts aux reliefs doux et de légères combes au caractère humide. Cette organisation en étages forme dans le paysage des *compartiments* ou *cellules* homogènes de paysage, distinctes entre-elles à échelle d'un ou deux hameaux. L'effet de terrasses successives dû à la topographie est conforté par la végétation qui borde et encadre ces *cellules de paysage*.

Le paysage du plateau, centré sur le Mont de Velanne, point culminant de la commune, est morcelé par ces *compartiments de paysage* qui forment une mosaïque originale où l'on découvre chaque hameau les uns après les autres.

La position géographique originale du plateau, en hauteur, permet de dégager des points de vue lointains sur le massif de la Chartreuse à l'est et ceux du Bugey et de l'Épine au nord.



***Le plateau vallonné entre le Mont de Velanne et la Sauge, le massif de la Chartreuse au fond***



***Le plateau vallonné au nord du Mont de Velanne, vers la Ramelière***

### **Les combes et coteaux surplombant la plaine du Guiers**

Au nord de la commune, le paysage présente un rebord de plateau dominant la plaine du Guiers. Cette entité paysagère est caractérisée par un coteau boisé et des combes profondes incisant le plateau par endroits.

Ces combes sont parcourues par des ruisseaux qui ravinent leurs flancs. La majeure partie des ruisseaux du territoire s'écoulent vers le nord au sein de ces combes.

Le paysage est fermé et sombre, hostile à toute installation humaine (pas de bâti, route de montagne aménagée, glissement de terrain).

### **Le Mont Charvet et la vallée de l'Ainan**

Cette entité borde le sud-est du territoire communal. Le Mont Charvet forme la limite est du plateau agricole en surplomb de la vallée de l'Ainan. Cette vallée, orientée nord-sud et située hors du territoire communal est encaissée et rectiligne.

La partie communale de cette entité est caractérisée par le Mont Charvet aux formes douces et aplaties et par la partie amont du coteau boisé de Corézin.



## Les modes de perception

Le paysage communal est perceptible de différentes manières selon le point d'observation et le type de vue que l'on s'attache à analyser. Le paysage de Velanne est d'abord perceptible depuis les routes départementales et communales qui sillonnent le territoire. D'autre part, la présence de nombreux itinéraires de randonnée complète la perception du paysage communal.

### • *Caractères sensibles (codes visuels)*



- Contraste et luminosité (zone d'ombre dans les combes/zone découverte plus lumineuse)
- Sensation d'intimité (« cellules ») mais aussi d'ouverture (panoramas lointains)
- Harmonie de formes douces et variées (plateau vallonné au relief légèrement accidenté)
- Couleurs chaudes et vives (terre ocre du bâti, prairie verdoyante et fleurie, champs de maïs).



- Mosaïque de textures (champ cultivé, bois, prairie) agrémentée de motifs isolés (arbre, verger, hameau, ferme)



- Paysage largement façonné par l'homme : fragmentation par le parcellaire agricole (clôtures).

• **Les points de vue lointains**

Les points de vue lointains permettent de percevoir les repères géographiques du territoire : massif de Chartreuse et de Savoie (Mont Blanc), vallée de l'Ainan, vallée du Rhône.



*Depuis le Grand-Velanne vers le sud*



• ***Les points de vue rapprochés ou covisibilités***

Les points de vue rapprochés rendent compte de l'inscription des hameaux dans leur environnement direct : dans la pente, ou perchés sur le haut des plateaux, ou bien dans les dépressions et combes.

Des covisibilités entre zones d'habitat apparaissent dans le paysage communal, et définissent des vues entre certains hameaux :

- Mollard de la Sauge – la Sauge – les Planchettes ;
- la Ramelière – les Bruyères ;
- Velanne – Petit Velanne-Grand Velanne.



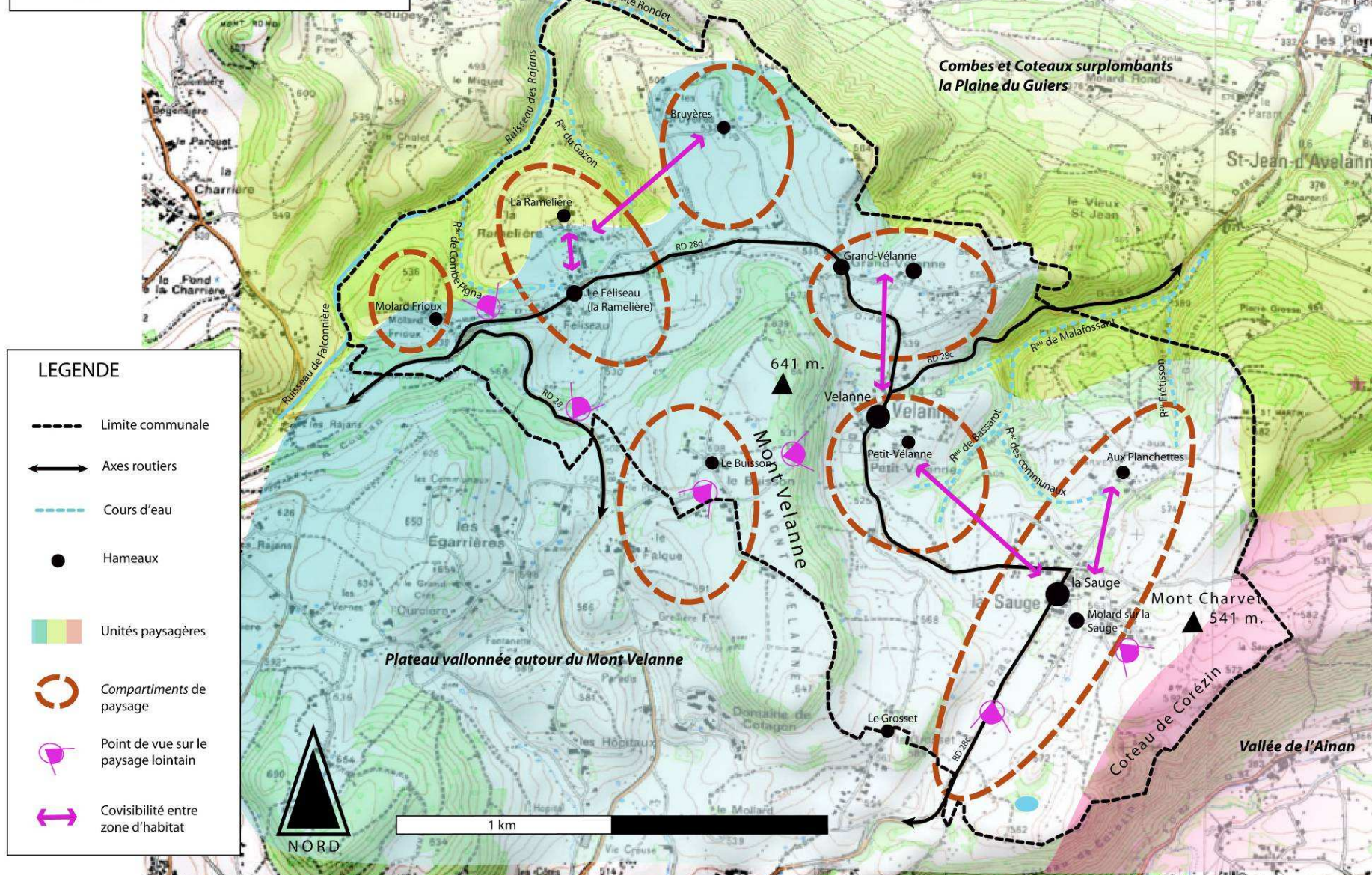
***Cône de vue sur la ferme au sud du Bourg depuis la Sauge***



***Covisibilité entre la Sauge et les Planchettes***



## COMPOSANTES DU PAYSAGE





## 4.2. Territoire et développement urbain

Bien qu'elle soit assez diversifiée, l'architecture traditionnelle de Velanne est typique des pays de pisé.

Les constructions traditionnelles sont principalement des bâtiments d'architecture agricole, et présentent quelques traits communs caractéristiques tels que :

### 4.2.1. – un bâtiment en longueur abritant l'habitation et les pièces nécessaires à l'exploitation agricole (granges) ;

- des murs en pisé recouvert d'enduit à la chaux, avec des ouvertures dans un des murs gouttereaux, les autres murs étant aveugles ;
- des volumes imposants composés de trois niveaux : rez-de-chaussée, un étage puis les combles (R+1+ combles).

La toiture est un élément de distinction au sein du parc de logements traditionnels. On trouve des toitures en tuiles soit à deux pans avec deux croupes imposantes, soit à quatre pans, chacun doté d'un important débord formant auvent au-dessus de la grange.

#### *Constructions agricoles isolées, la Sauge, les Planchettes*



Les habitations plus récentes se désolidarisent du bâtiment d'activité. La constructions garde une forme rectangulaire plus restreinte et s'accompagne d'une toiture en tuiles à deux pans et léger débord. De nombreuses ouvertures viennent agrémenter les façades.

#### *Constructions de cœur de hameau, la Sauge*



Des maisons bourgeoises se distinguent dans le tissu bâti grâce à leur toiture à quatre pans ainsi qu'aux agréments de façades : nombreuses ouvertures, cheminées, pierre apparente...



***Maison bourgeoise, le Bourg***

De nouvelles constructions à l'architecture plus contemporaine sont venues se greffer au sein des différents hameaux.

Certaines s'éloignent fortement des caractéristiques locales : petit volume, façades de teintes claires, constructions sur des buttes de remblais, maisons de type méditerranéen de plain-pied...



***Maison sur butte, la Sauge***



***Maison de style méditerranéen, la Ramelière***

D'autres réinterprètent la typologie du bâti traditionnel. Elles conservent les volumes (R+1+combles) et les formes rectangulaires, les toitures en tuiles plates (dont les couleurs s'étendent du rouge au marron) ou parfois d'ardoise. Les toits sont à double pans avec croupes et légers débords.

Il apparaît depuis quelque temps des réhabilitations de bâtiments volumineux transformés en logements collectifs ou semi-collectifs qui conservent quelques caractéristiques du style traditionnel.



## 5. Analyse urbaine et analyse de la consommation de l'espace

### 5.1. Logique d'implantation du bâti

#### *La composition*

L'urbanisation de Velanne s'est réalisée jusqu'à présent de façon relativement dispersée sur le territoire, organisée à partir de nombreux hameaux, desservis par des axes routiers et constituant aujourd'hui des entités bien distinctes.

La commune est composée de trois principaux pôles de construction : le Bourg, la Sauge et la Ramelière, ainsi que de nombreux hameaux.

#### 5.1.1. Les principaux hameaux



***Vue sur le Bourg***

**Le Bourg :** le Bourg se situe au cœur du plateau et au pied du Mont de Velanne. Son paysage est constitué du coteau boisé du Mont de Velanne à l'ouest et des vallons boisés creusés par les ruisseaux de Bassaret et de Malafossant à l'est. Les environs immédiats du Bourg, en pente, sont constitués de vergers et de champs cultivés.

Le Bourg est issu du regroupement des hameaux de Velanne et de Petit Velanne. Son origine peut être attribuée à l'activité agricole ainsi qu'à la présence du carrefour où se croisent deux axes importants de circulation, la RD28c et la RD28d. Le Bourg est caractérisé par un tissu bâti plus dense abritant des bâtisses aux volumes imposants. Il abrite l'église du village, en position dominante sur les hauteurs.

Les abords immédiats de l'église se composent d'un espace de stationnement, de quelques maisons d'habitation, dont la cure, et d'un espace naturel préservé permettant de mettre en valeur l'édifice depuis la RD28d. Le Bourg rassemble la totalité des équipements publics de la commune. La mairie, la salle des fêtes et le terrain de sport sont venues s'implanter de manière judicieuse à l'extrémité sud, à proximité du cimetière sans perturber la silhouette originelle du Bourg. L'école est au cœur du village et l'église au nord, en limite du bâti.



***Église Saint-Étienne***



***Vue sur le terrain de sport, la salle des fêtes et la mairie***

La composition du Bourg suit la trame traditionnelle en milieu rural : entouré d'espaces naturels et agricoles, il s'organise à la jonction de plusieurs voies.

Le bâti est essentiellement composé de maisons individuelles traditionnelles à deux voire trois étages (R+1 + combles). Les plus anciennes d'entre elles sont des bâtiments d'architecture agricole vernaculaire caractérisés par des toitures en tuile rouge-marron avec débord et des façades conçus avec des matériaux locaux (pisé, galets).

Le tissu offre de grandes ouvertures sur le paysage environnant, notamment du parking de l'école grâce à la présence du parking. Entre Velanne et le Donnier, vergers et prés forment une coupure verte.

À ce bâti ancien se sont greffées quelques maisons individuelles plus récentes, généralement en périphérie des parties actuellement urbanisées du Bourg. Leur composition présente un caractère moins traditionnel, à savoir une emprise au sol moindre, des hauteurs plus faibles, des toitures en tuiles rouges ou en ardoise, et des revêtements de façades clairs.

**La Sauge :** ce hameau est localisé sur un replat du plateau, au sud-est du territoire communal, au pied du coteau du Corézin.

L'étalement du hameau a dilué sa silhouette originelle et modifié le paysage traditionnel.

L'origine du hameau repose sur l'activité agricole et sur son positionnement au carrefour des voies de circulation (RD28c et voies communales). Son fort développement lui valut le statut

de pôle principal au début du 20<sup>e</sup> siècle. À cette époque, la Sauge représentait une superficie d'environ 11 ha pour moins de 50 constructions. Aujourd'hui, le hameau s'étale sur environ 22 ha avec moins de 80 constructions. La Sauge a en effet connu une forte période d'étalement urbain dans les années 1970-1980. Il concentre la majorité du bâti récent de la commune.



***Vue vers la Sauge depuis le Pavillon***

À son origine, le hameau de La Sauge se compose de bâtiments d'architecture agricole vernaculaire. Les bâtiments traditionnels sont conçus avec des matériaux locaux (pisé, galets). Le fort développement des années 1970-1980 s'est traduit par l'implantation de nouvelles maisons dans des « dents creuses » et en extension du bâti existant.

Le potentiel de réhabilitation reste assez faible, mais quelques vieilles bâtisses à réaménager subsistent au centre du hameau.

**La Ramelière** : ce hameau se situe au nord-ouest du territoire communal. Son paysage est marqué par la présence de deux vallons encaissés abritant les ruisseaux temporaires du Gazon et de Combe Pigna. Leur classement en ZNIEFF de type 1 et 2 témoigne de la richesse faunistique et floristique de ces espaces. Encerclant le hameau, ces vallons boisés constituent de véritables frontières physiques renforçant le caractère isolé de la zone d'habitation. L'important dénivelé positionne le hameau sur un promontoire dominant la vallée du ruisseau des Rajans.

***La Ramelière***



Son urbanisation s'organise de part et d'autre d'un axe unique en impasse, caractéristique du village-rue. Si l'habitat y est relativement groupé sur cet axe, la partie située en léger retrait le long de la RD28c, présente des constructions plus isolées.

Comme les autres hameaux de la commune, la Ramelière était composée, à l'origine, de bâtiments d'architecture agricole vernaculaire conçus avec des matériaux locaux (pisé, galets).



De nombreuses réhabilitations ont été réalisées et quelques nouvelles constructions sont venues s'implanter dans le cœur du hameau sans véritablement porter préjudice aux bâtiments déjà en place.

### **5.1.2. Les autres hameaux**

Quelques constructions se sont implantées en divers secteurs du territoire communal. Se sont ainsi formés plusieurs hameaux, majoritairement en bordure des chemins communaux.

Le développement de ces zones est parfois plus récent et souvent initié par la présence d'une exploitation agricole ou d'un ancien corps de ferme. De par leur origine agricole, les hameaux se composent de bâtiments d'architecture agricole vernaculaire conçus avec des matériaux locaux (pisé, galets, pierre). Les habitations récentes sont de type individuel, de superficie importante (d'environ 150 m<sup>2</sup>) et de faible hauteur (R et R+1).

**Le Grand Velanne** : le Grand Velanne s'est implanté en bordure du vaste plateau vallonné. Les champs cultivés composent l'environnement immédiat du hameau. Les arbres isolés et les vergers s'insèrent dans le tissu urbain tandis que les boisements du coteau constituent une limite du paysage. Véritable belvédère, le hameau se présente comme un balcon dominant et offre de multiples points de vue panoramiques sur le plateau (vers le Bourg), la vallée du Guiers et le grand paysage (massif de la Chartreuse et Savoie).

Le hameau peut être scindé en deux espaces distincts. À l'ouest, à proximité de la RD 28d, les deux exploitations agricoles témoignent de la destination passée du lieu. Le cœur du hameau est aéré et rassemble des maisons d'habitations anciennes et récentes. Les constructions récentes ont pris place en continuité du bâtiment ancien.

Les nouvelles habitations ne respectent que très peu les composantes traditionnelles du bâti mais elles ne posent pas véritablement de problème d'intégration paysagère grâce aux éléments paysagers nombreux.

**Le Mont de Velanne (le Buisson)** : situé à plus de 600 m d'altitude, le Buisson constitue le plus haut hameau de la commune. Les environs immédiats du hameau sont constitués de vergers, de champs cultivés et d'arbres isolés tandis que le boisement du coteau constitue une limite visuelle. Au-delà, son caractère de promontoire offre des vues lointaines remarquables, en particulier sur la Chartreuse.

Le Buisson se compose d'anciennes constructions agricoles auxquelles sont venues se greffer des constructions plus récentes.

Bien qu'il soit relativement groupé, l'habitat est peu dense dans ce hameau.

**Les Bruyères** : ce hameau se situe au nord du territoire communal et au bord du plateau. Le paysage est marqué par la forte pente du coteau donnant sur la vallée du Guiers et par la présence de deux vallons encaissés abritant les ruisseaux temporaires du Gazon et de Côte Rondet. Ces derniers ont été inventoriés en ZNIEFF de type 1 et 2 pour leur richesse faunistique et floristique.

Les fortes pentes qui limitent le hameau au nord lui confèrent un statut de belvédère avec ses vues panoramiques sur les vallées des Rajans et du Guiers. Enfin, le paysage immédiat du hameau se compose de champs cultivés et de vergers à proximité des espaces habités.

Les Bruyères se caractérise par un habitat dispersé, constitué de quelques fermes et de constructions plus récentes parfois isolées, et se définit plus comme un mitage que comme par un véritable hameau.

**Le Grosset :** le Grosset se caractérise par son emplacement en limite avec la commune de Saint-Geoire-en-Valdaine. Deux habitations de ce hameau essentiellement saint-geoirien se situent sur le territoire de Velanne.

Il bénéficie de vues intéressantes sur le grand paysage et notamment le massif de la Chartreuse.

Il existe une légère rupture d'urbanisation entre la partie sur St-Geoire et la partie sur Velanne.

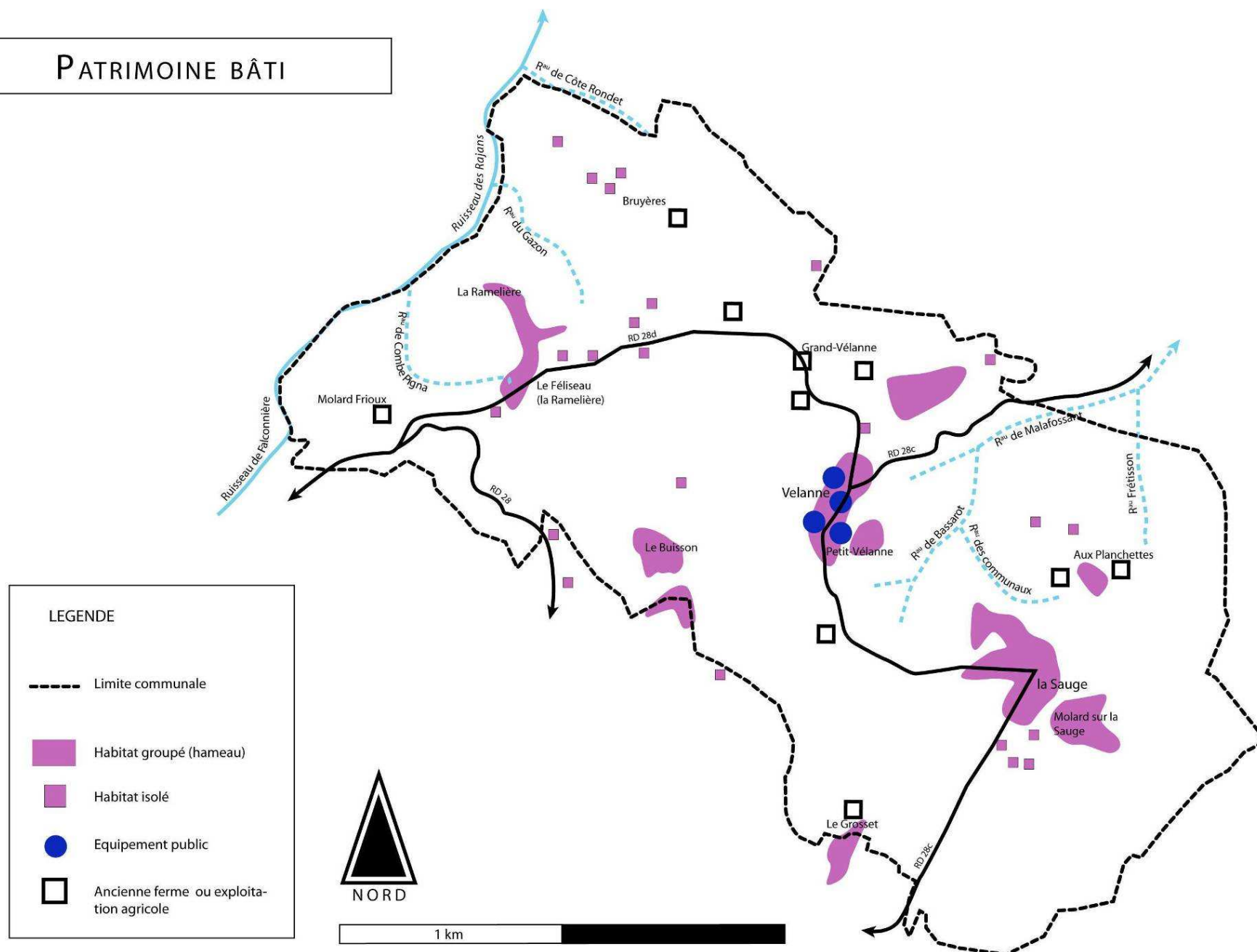
**Les Planchettes :** en bordure du plateau, au pied du Mont Saint Martin et du Mont Charvet, ce hameau est situé dans une légère dépression. Son paysage est marqué par la présence de deux vallons, boisés et encaissés, occupés par les ruisseaux temporaires du Frétisson et des Communaux. L'ensemble domine la vallée du Malafossant. L'environnement immédiat du hameau se compose de champs cultivés bordés par les boisements des coteaux inventoriés en ZNIEFF de type 1 pour leur richesse faunistique et floristique. Il existe une covisibilité avec la Sauge.

Le hameau se caractérise par un tissu peu dense d'habitations mais de nouvelles constructions ont été bâties en extension du hameau originel. Il ne dispose pas de structure urbaine claire, il s'agit plutôt de mitage.

**Mollard Frieu :** situé au nord-ouest de la commune, Mollard Frieu se situe dans une dépression entre deux points hauts. L'environnement du hameau est marqué par la proximité des ruisseaux de la Combe Pigna et des Rajans. Tous deux s'inscrivent dans des vallons boisés inventoriés en ZNIEFF de type 2 pour la qualité des espèces animales et végétales qu'ils abritent. Ces boisements prennent diverses formes à mesure qu'on se rapproche du hameau (culture, bosquets, vergers, haies bocagères...) et contribuent à son occultation depuis les axes de circulations qui le bordent.

En dehors des hameaux, il existe quelques « écarts agricoles » qui ont été préservés de l'urbanisation récente tel que le Pavillon.

## PATRIMOINE BÂTI



## 5.2. L'analyse de la consommation de l'espace

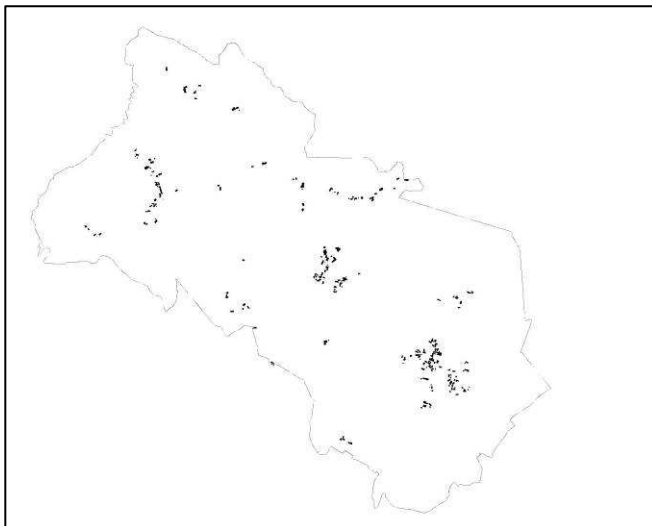
Une observation de l'évolution de l'urbanisation de la commune dans le temps permet de mieux comprendre sa composition actuelle.

### Situation en 1900 :

Partie d'une situation classique de commune agricole, la commune a la particularité d'avoir plusieurs pôles bien identifiés et un centre-bourg plus petit que le pôle principal : la Sauge.

L'essentiel de l'urbanisation de la commune est orienté autour de nombreuses fermes dans des écarts nombreux. Elles sont réparties de façon relativement homogène sur le territoire. Le secteur du Grand-Velanne représente une implantation liée au relief, la Sauge autour d'un carrefour, la Ramelière autour d'une rue. Chaque implantation sur chacun des hameaux répond à une logique originelle liée au contexte et à la fonction.

La tâche urbaine s'étend sur environ **19 ha**. La surface utilisée reste donc faible mais l'habitat est malgré tout très dispersé.



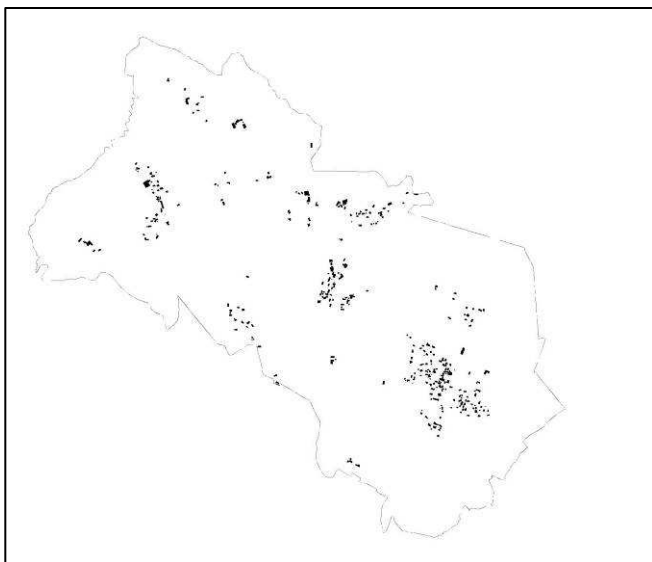
**Situation en 1900**

### Situation actuelle :

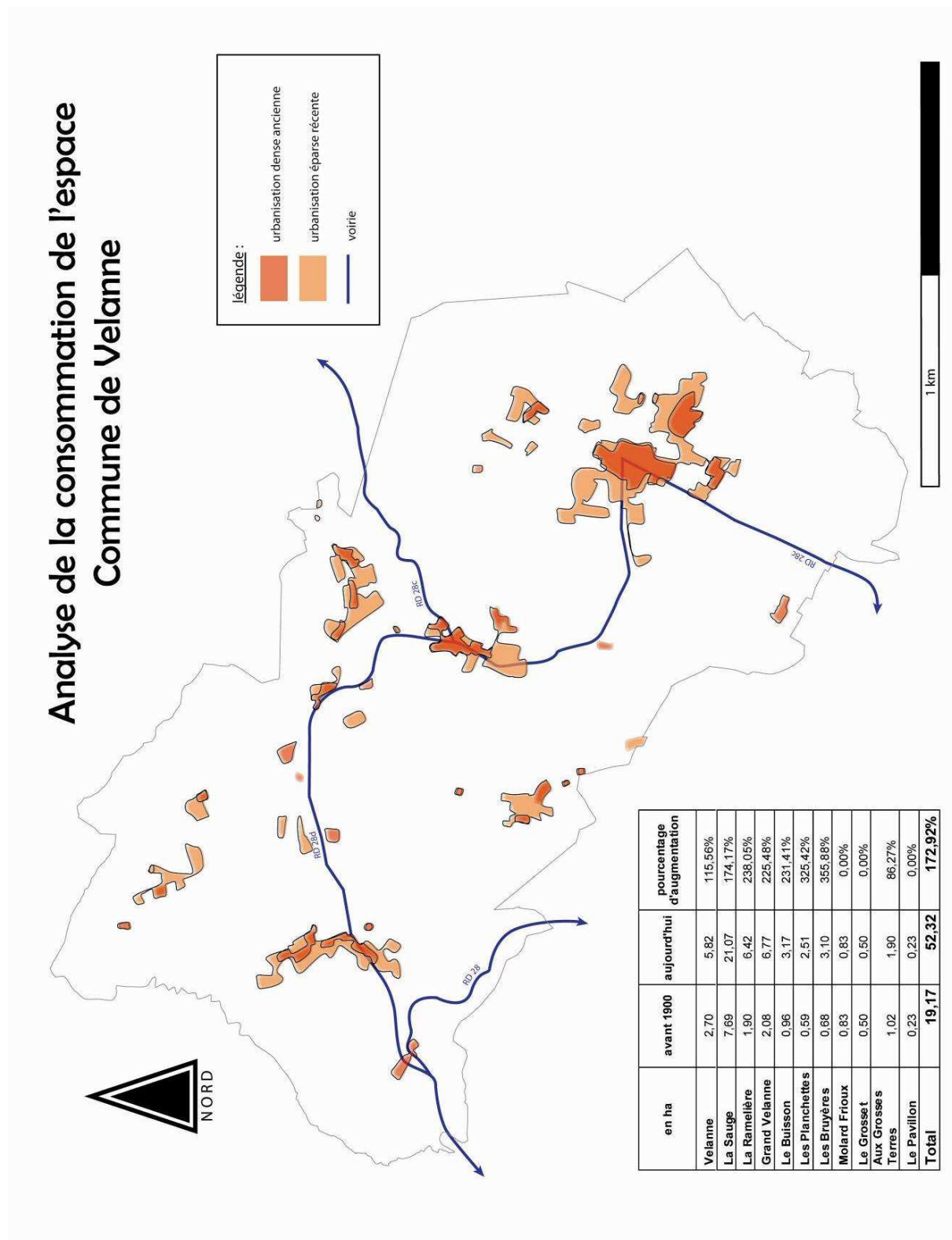
La dispersion commencée dans les années 70-80 a continué mais, même si les nouvelles constructions se sont implantées davantage dans les dents creuses, seul le secteur de la Sauge s'est étendu de manière importante.

On voit apparaître des secteurs mieux constitués comme la Ramelière, le Bourg. Pourtant celui-ci reste globalement dans son enveloppe sans prendre plus d'importance.

Les tâches urbaines, qui représentaient 19 ha au début du 20<sup>e</sup> siècle, s'étendent aujourd'hui sur **près de 52 ha**. La surface urbanisée de Velanne a donc augmenté de 173% en un siècle alors que sa population (qui a subi un exode important au début du siècle) va retrouver une valeur similaire à celle de 1906 en 2008, soit 477 habitants.



La carte et le tableau ci-dessous permettent d'évaluer l'extension urbaine des hameaux de Velanne.





### **5.3. Le rythme de construction de ces dernières années**

Au cours de la période 2000-2012, 24 constructions neuves ont été réalisées sur la commune. La surface habitable moyenne des constructions est estimée à 125 m<sup>2</sup> et la superficie des terrains à 1740 m<sup>2</sup>.

De 2000 à 2012, la surface de terre agricole consommée par les 29 permis de construire délivrés représente 5,1 ha.

La construction neuve individuelle, si elle reste majoritaire, s'accompagne de réhabilitations avec notamment des créations d'appartements dans des anciennes fermes ou granges (17 nouveaux logements dans 8 bâtiments de 2000 à 2012). Toutefois, les logements locatifs restent relativement peu nombreux sur la commune (22 en 2012). Cette situation présente une difficulté pour l'accueil ou le maintien des jeunes adultes qui souhaitent s'installer ou rester sur la commune.

### **5.4. Bilan de la carte communale**

La carte communale de Velanne, approuvée le 21 juin 2004, avait pour objectif de délimiter de manière cohérente les secteurs d'autorisation ou d'interdiction de construire. Elle distingue ainsi les zones constructibles (ou secteurs urbanisés U) des zones inconstructibles (ou secteurs naturels N) à préserver de toutes nouvelles constructions à l'exception de l'adaptation ou de l'extension des constructions existantes.

Sur les 804 ha de la commune, la carte communale délimite 26,3 ha de zone constructible (soit 3,27% du territoire), c'est-à-dire de zone bâtie disposant d'une réserve foncière, sous forme de « dents creuses » ou d'extension.

Le potentiel constructible, offert par la carte communale, est évalué à un peu moins de 9 ha sur les 26,3 ha de la zone U (soit 34%). À titre indicatif, avec une moyenne de 1 000 m<sup>2</sup> à 1 500 m<sup>2</sup> par terrain, la commune pourrait accueillir entre 60 et 90 nouvelles constructions.

Au cours des huit années d'application et de mise en œuvre de la carte communale, 11 constructions ont été réalisées, 3 sont en cours de réalisation et 3 autres ont obtenu leur permis de construire. Elles se concentrent principalement sur La Sauge, le Grand-Velanne et le Mont-de-Velanne.

1,8 ha de surfaces agricoles ont été consommées pour la réalisation de ces 11 constructions (individuelles en totalité), et les 6 autres constructions en cours représentent 0,8 ha supplémentaires, soit, en comptant ces 6 futures constructions, une moyenne de 1 560 m<sup>2</sup> de terrain par logement. On constate donc une diminution de la surface des terrains par rapport à la moyenne de 1 740 m<sup>2</sup> constatée sur la période 2000-2012.

En huit ans, c'est donc 29% du potentiel constructible qui a été effectivement urbanisé.

Le développement de la commune est donc relativement modéré (3 constructions par an en moyenne entre 2000 et 2012).

## 5.5. Les critères de constructibilité des normes et documents supra-communaux

### Les préconisations du SCOT de la Région Urbaine Grenobloise

Le SCOT de la Région urbaine de Grenoble limite la constructibilité sur l'ensemble des communes de son territoire pour lutter contre la consommation d'espaces agricoles et naturels. Pour la commune de Velanne, le calcul est le suivant :

- Le rythme de constructions nouvelles ayant été fixé par le SCOT sur une période de 12 ans à 5,5 logements par an pour 1000 habitants, le nombre autorisé de nouveaux logements au prorata de la population velannoise actuelle est de 35 sur 12 ans.
- 80% de ces 35 logements seront individuels à 700 m<sup>2</sup> de terrain par logement, et les 20% restants seront du semi collectif ou de l'individuel groupé à 350 m<sup>2</sup> de terrain par logement, soit une surface totale de 2,2 ha.
- En appliquant le coefficient de rétention foncière de 50%, on obtient **3,3 ha de surface nouvelle ouverte à l'urbanisation sur 12 ans.**
- Le calcul de la surface « SCOT » du zonage du PLU de Velanne tient compte de l'application de la règle des 3 000 m<sup>2</sup> du SCOT qui précise que : « Toute unité foncière bâtie et supérieure à 3 000 m<sup>2</sup> ne sera comptée dans le total autorisé pour la commune que pour l'excédent de ces 3 000 m<sup>2</sup>. »

Le tableau ci-dessous montre la volonté communale de réduire la consommation d'espace agricole entre la carte communale et le PLU.

PLU: calcul de la surface totale urbanisable en zones U et AU avec règle des 3 000 m<sup>2</sup>

Zonage UA, UB et AU en m <sup>2</sup>		Surface totale autorisée par le SCOT: 3,31 ha
Le bourg	13 125	
La sauge	8 550	
Grand velanne	8 460	
Ramelière	2 940	
Mont de velanne	250	
<b>TOTAL</b>	<b>33 325</b>	<b>soit 3,33 ha</b>

	(1) Carte	(2) PLU	Variation: (2)/(1)
Surface totale zone U et AU en ha	26,3	33,1	25%
Surface totale avec règle des 3 000 m <sup>2</sup> en ha	7,6	3,3	-56%
Surface agricole ouverte à la construction en ha	7,4	2,6	-65%
Surface agricole consommée en ha	2,6	2,6 maximum	0%
Surface agricole consommée de 2001 à déc 2012 (29 permis)	5,1 ha soit 1 740 m <sup>2</sup> en moyenne par maison		

### La Loi Montagne

La commune de Velanne est concernée par la loi relative au développement et à la protection de la montagne du 9 janvier 1985. Elle est intégrée au territoire du Massif des Alpes dont la zone de montagne est élargie vers des espaces périphériques avec lesquels il entretient de fortes relations.

La Loi Montagne pose des principes d'auto-développement, de compensation des handicaps et d'équilibre, pour les territoires de montagne qui présentent des enjeux spécifiques et contrastés de développement et de protection de la nature. Aussi, dans le domaine de l'urbanisme, elle instaure des modalités particulières d'aménagement et de protection des espaces, avec plusieurs principes fondateurs et procédures spécifiques précisés dans les articles L 145-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

En matière d'urbanisme, la Loi Montagne impose notamment :

- le principe d'extension de l'urbanisation en continuité : la préservation des espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard passe par la réalisation d'une urbanisation en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants. Le PLU peut délimiter ces zones d'habitations existantes en continuité desquelles il prévoit une extension de l'urbanisation.

A noter que la question de la continuité est à appréhender de manière assez restrictive, de l'ordre 60 à 80 m au maximum de l'habitation la plus proche.

- L'interdiction de toutes constructions, installations et routes nouvelles sur les parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels sur une distance de 300m à compter de la rive.

Ainsi, le PLU de Velanne est directement concerné par l'obligation de construire en continuité des secteurs déjà urbanisés. En revanche, la commune n'accueillant aucun plan d'eau, elle n'est pas soumise aux règles de recul de 300m.

## 6. Les réseaux de transport et les déplacements

### 6.1. Les axes de circulation et de desserte

Le réseau de voirie qui dessert la commune de Velanne est constitué de deux voies principales :

- **La route départementale 28c** : cette voie en provenance de Pont-de-Beauvoisin et de Saint-Jean-d'Avelanne remonte la combe du ruisseau de Malafossant, traverse le Bourg et la Sauge pour atteindre Saint-Geoire-en-Valdaine.
- **La route départementale 28d** : depuis le Bourg, elle dessert successivement le Grand Velanne, la Ramelière, Mollard-Frieu, puis rejoint la RD28 qui mène à La Bâtie-Divisin et la route départementale 1075.
- **La route départementale 28** : présente à l'extrémité ouest de la commune, elle dessert la RD28d à hauteur de Mollard-Frieu ainsi que la voie communale permettant d'accéder au Buisson. En provenance de la Bâtie-Divisin, au nord, elle permet de rejoindre Saint-Geoire-en-Valdaine au sud de la commune.

Ces voies constituent les axes de développement autour desquels s'est articulée l'urbanisation « mitée » de la commune. Compte tenu de l'absence de liaison stratégique, le trafic y est relativement faible. Néanmoins, la multiplication des débouchés de communales et d'entrées-sorties de constructions le long de ces départementales augmente les risques d'accident sur la commune. Le carrefour du chef-lieu entre la RD28c et la RD28d est relativement dangereux notamment en raison de la visibilité limitée et de la difficulté du virage.

- **Les voies communales** : ces voies sont étroites pour garder le caractère spécifique de ces voies et pour économiser le coût d'élargissement, ce dernier incitant à l'augmentation de la vitesse.

### 6.2. Accès et stationnement

L'accès à Velanne est facilité par la présence de grands axes de circulation, distants de quelques kilomètres : l'A43 depuis Chambéry et la RD1075 depuis Voiron et Grenoble. De plus, les routes départementales (RD916a, RD82 et RD28), qui constituent les axes principaux de liaison avec ces voies, sont larges et bien entretenues.

Concernant le stationnement, le Bourg et les équipements publics disposent de parkings suffisants (parking de la salle des fêtes, de l'école). En revanche, certains hameaux tels que le Donnier, la Sauge et la Ramelière ont très peu de places de stationnement, notamment en raison de l'étroitesse des voies et des nombreux fossés les bordant.

### 6.3. Accidentologie

Selon les données du Conseil Général, un seul accident a été recensé sur les routes départementales 28c et 28d entre 2005 et 2012. La faible fréquentation de ces axes et leur parfaite connaissance par les usagers expliquent sans doute ce résultat.

Néanmoins, il apparaît nécessaire d'éviter au maximum les accès directs sur la RD 28c et la RD 28d pour les projets d'extension de l'urbanisation.

En dehors de l'entretien courant des voiries, il est prévu de créer et de sécuriser davantage les itinéraires piétonniers dans la traversée du Bourg et jusqu'au Grand Velanne.

#### **6.4. Transports en commun**

La commune dispose de plusieurs réseaux de transport en commun :

- Une ligne du Conseil Général 38 *Transisère* assure les déplacements vers Pont-de-Beauvoisin et notamment le ramassage scolaire pour les collèges et le lycée.
- Une ligne régulière du Pays voironnais dessert la commune en direction de Voiron, via Tombouctou.
- Un service de transport à la demande de la Communauté d'Agglomération du Pays Voironnais est à la disposition des habitants qui souhaitent se rendre à St-Geoire-en-Valdaine, St-Sulpice-des-Rivoires, Chirens et Voiron.

Ces services permettent notamment aux personnes vivant sur le territoire de Velanne, ne disposant pas de véhicules ou étant dans l'incapacité de conduire, d'accéder aux commerces et services des communes plus importantes.

En effet, les zones de chalandise des commerces les plus proches se trouvent principalement à Pont-de-Beauvoisin, Les Abrets, St-Geoire-en-Valdaine et Voiron, qui proposent une grande variété de services et qui se situent à quelques kilomètres de Velanne.

#### **6.5. Les déplacements doux**

Au niveau du Bourg, les liaisons piétonnes actuelles se situent majoritairement entre les équipements publics. L'espace dédié au piéton est très réduit avec parfois des sections sans espaces piétons suffisants, notamment sur le trajet mairie-école.

Les difficultés rencontrées sont dues essentiellement aux contraintes de l'espace sur ce secteur (alignement de bâti, voie de desserte riveraine, rétrécissement de voie, point haut sans visibilité).

En 2008, des itinéraires des chemins de randonnée du Val d'Ainan ont été aménagés à l'initiative du service tourisme du Pays Voironnais. De Charancieu à Saint-Étienne-de-Crossey, en passant par Velanne, ce sont environ 150 km de sentiers qui ont été balisés. Ils s'inscrivent dans le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR).

#### **6.6. Grands axes de communication**

Par sa situation en retrait par rapport aux grandes voies de communication, la commune de Velanne bénéficie d'un cadre de vie paisible et agréable, où la tranquillité est un réel confort recherché par ses habitants.

Les axes routiers majeurs les plus proches sont les RD 1006 et 1075 qui se situent à 7 km environ de la commune. L'autoroute A43 est à 14 km de Velanne.

La gare de Pont-de-Beauvoisin est la plus proche (10 min). Elle permet de gagner la gare de Bourgoin-Jallieu en 25 min, de Chambéry en 45 min, ainsi que celle de Lyon en 50 min.



## 7. Risques et nuisances

### 7.1. Nuisances

Le caractère rural de Velanne est synonyme d'absence de nuisances atmosphériques. Ainsi, la commune bénéficie d'un air de qualité, très peu pollué et dénué de fumées et poussières issues d'activités industrielles intensives.

Les nuisances liées aux axes de circulation sur la commune sont peu importantes du fait de leur éloignement des hameaux et du faible trafic qu'ils subissent.

### 7.2. Risques technologiques

Il n'existe pas de risque technologique qu'ils soient liés à une activité industrielle ou à des lignes électriques HT sur le territoire de Velanne à l'heure actuelle.

### 7.3. Risques naturels

- **Séisme** (source : [www.cartorisque.prim.net](http://www.cartorisque.prim.net))

Localisée en secteur de montagne, la commune de Velanne est inscrite en zone de sismicité faible (1B).

La cartographie des phénomènes naturels de la Valdaine (Préfecture de l'Isère, Ministère de l'écologie et du Développement Durable et RTM, Restauration des Terrains de montagnes) de juillet 2004 fait état de l'ensemble des risques encourus sur la commune de Velanne au 1/10 000.

La commune s'est dotée d'une carte des aléas prenant en compte tous les risques naturels susceptibles d'affecter le zonage (voir carte des aléas).

- **Arrêté de catastrophe naturelle**

Quatre événements ont donné lieu à la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle sur Velanne :

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Tempête	06/11/1982	10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982
Inondations et coulées de boue	26/11/1982	27/11/1982	24/12/1982	26/12/1982
Inondations et coulées de boue	24/04/1983	31/05/1983	20/07/1983	26/07/1983
Inondations et coulées de boue	06/06/2002	06/06/2002	01/08/2002	23/08/2002

## **7.4. Pollutions**

La commune ne dispose pas de captages d'eau potable. Elle présente cependant un important réseau d'eaux superficielles, qui rejoint systématiquement le Guiers et la Bièvre, affluents du Rhône. Sur le territoire, elles sont relativement vulnérables du fait de l'activité agricole qui peut engendrer des dommages importants au milieu (voir chapitre Hydrologie).

# CHAPITRE II : DIAGNOSTIC SOCIO-ECONOMIQUE

## 1. La population

### 1.1. Une augmentation rapide de la population

#### Généralités

En 2009, la population municipale de la commune de Velanne comptait 491 habitants. La population connaît une hausse globale depuis les années 1970 avec une période de forte hausse entre 1982 et 1990, et un rythme plus régulier ces dernières années.

Entre 1975 et 2009, la population a augmenté de plus de 100%, avec un taux d'accroissement annuel moyen de 1,6 % ces dernières années.

Le canton de St-Geoire-en-Valdaine suit cette même dynamique avec un accroissement annuel moyen de +1,5% entre 99 et 2009.

#### Indicateurs démographiques

Le renouvellement démographique de Velanne est largement assuré, et cela en raison d'un apport migratoire conséquent depuis 1975, associé à un solde naturel également positif (respectivement + 1,1 % et + 0,5 % entre 1999 et 2009).

	Velanne	Canton de Saint-Geoire-en-Valdaine	Arrondissement de La Tour-du-Pin
<b>Population en 1990</b>	383	7 576	189 786
Solde naturel	0,0 %	+ 0,1 %	+ 0,6 %
Solde migratoire	+ 0,9 %	+ 0,9 %	+ 0,7 %
<b>Taux de variation annuel %</b>	<b>+ 0,9 %</b>	<b>+ 0,9 %</b>	<b>+ 1,3 %</b>
<b>Population en 1999</b>	414	8 248	212 960
Solde naturel	+ 0,5 %	+ 0,3 %	+ 0,7 %
Solde migratoire	+ 1,1 %	+ 1,2 %	+ 1,0 %
<b>Taux de variation annuel %</b>	<b>+ 1,7 %</b>	<b>+ 1,5 %</b>	<b>+ 1,7 %</b>
<b>Population en 2009</b>	491	9 321	244 603

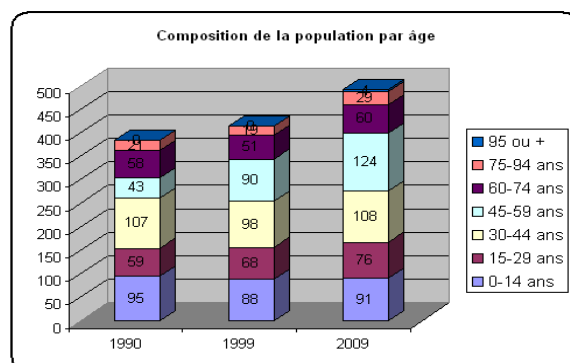
Source : INSEE (recensement 2009)

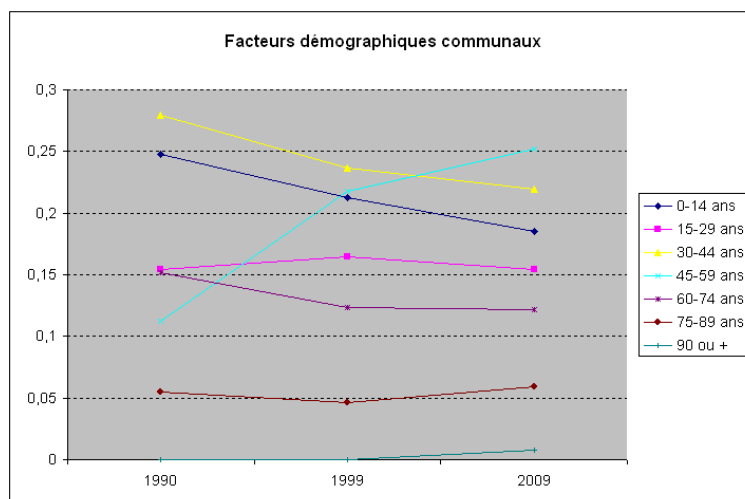
A noter que le département de l'Isère est passé de 1 016 228 habitants en 1990 à 1 093 786 habitants en 1999 pour augmenter encore en 2007 à 1 178 718 habitants, soit une augmentation de 162 490 habitants sur la période 1990-2007.

### 1.2. Un tissu social en mutation

Les classes d'âge de la population de Velanne ont amorcé une évolution entre 1990 et 1999 qui s'est poursuivie jusqu'à aujourd'hui : on observe sur cette période une amorce de vieillissement de ses habitants.

Source : INSEE (recensement 2009)





Le premier symptôme d'un vieillissement de la population est la forte représentation (25 %) des 45-59 ans dont le nombre passe de 43 à 124 individus entre 1990 et 2009, soit une classe d'âge qui a presque triplé en 20 ans.

Cette classe d'âge, qui arrive bientôt à la retraite, n'est pas suivie par une hausse des 30-44 ans. Au contraire, ceux-ci entament une baisse de leurs effectifs : leur part dans l'ensemble de la population passe de 28% en 1990 à 22 % environ en 2009.

Parallèlement la part des 60 ans et + enregistre une relative stagnation sur cette période.

Dans le même temps, les populations de jeunes sont en baisse ou stagnent. En effet, si la part des 15-29 ans stagne depuis 1990 (15%), les plus jeunes (0-14 ans) n'ont cessé de diminuer en proportion pour passer de 25% (soit un quart de la population en 1990) à 18,5 % en 2009. Ce phénomène est la conséquence de l'arrivée de ménages âgés et peut illustrer les difficultés pour les jeunes à s'installer sur la commune.

#### Cette distribution traduit plusieurs phénomènes :

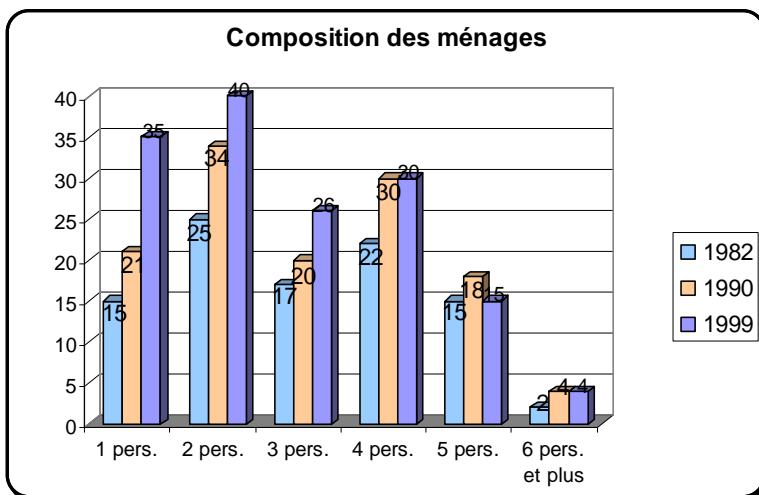
Les jeunes actifs (30-44 ans), arrivés massivement (avec leurs enfants) dans les années 1980, ont basculé dans une nouvelle classe d'âge entre 1990 et 2009 : ils alimentent désormais la classe des 40-59 ans.

Ce fléchissement des 30-44 ans peut s'expliquer par l'insuffisance d'une offre adaptée aux jeunes ménages ou par un coût du foncier trop élevé, l'offre immobilière convenant davantage à des actifs plus âgés disposant de ressources suffisantes.

Si la population est encore relativement jeune (56% ont moins de 44 ans), elle commence à vieillir (part des 40-59 ans qui augmente fortement au détriment des jeunes). Cette proportion importante d'actifs entre 40 et 59 ans pourra générer à moyen terme des besoins nouveaux en termes de services, d'équipements (services à la personne) et d'accès aux commerces.

### **1.3. Des ménages plus nombreux et diversifiés**

Les 491 habitants de la commune de Velanne sont répartis en **194 ménages** en 2009. L'impact de l'installation des ménages de petite taille se fait ressentir sur la composition des ménages.



Source : INSEE (recensement 1999)

Dans le cadre de sa politique de diffusion de l'information et de préservation de la vie privée, l'INSEE restreint la publication de certaines données du recensement 2009 au sein des communes de moins de 2000 habitants. Les chiffres exploités ci-contre ressortent du recensement de 1999.

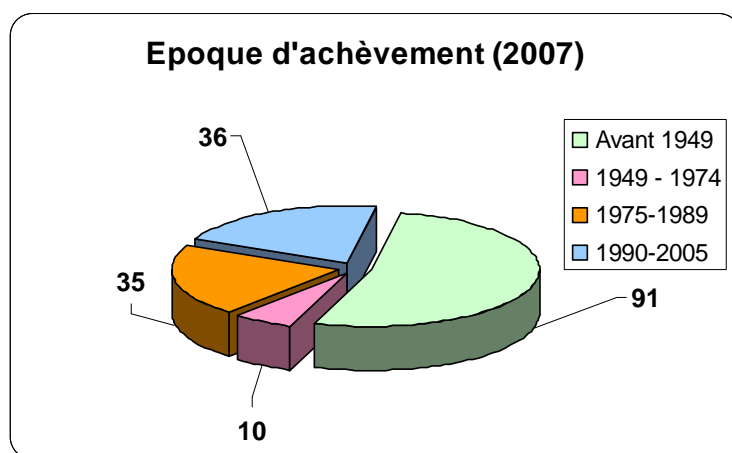
La part des ménages de 1 et 2 personnes évolue considérablement entre 1990 et 1999 puisqu'ils augmentent respectivement de 67 % et 18 % sur la période. Ils représentent 50% des ménages de la commune en 1999 et probablement davantage aujourd'hui. Ce constat illustre plusieurs tendances observées à l'échelle nationale : le vieillissement d'une partie de la population, mais aussi l'installation des jeunes et des personnes divorcées, séparées ou veufs (veuves) et plus globalement le phénomène de décohabitation.

Toutefois, les familles de 3, 4, 5 et 6 personnes représentent encore 50% des ménages de la commune en 1999. En outre, les ménages de 3 personnes enregistrent une augmentation de 30% entre 1990 et 1999. Bien qu'elle soit nulle, voire négative, sur la période, l'évolution des ménages de 4 et 5 personnes enregistrait dans la période antérieure 1982/1990 un accroissement de 36% et 20%. Elle témoigne depuis 1982 de l'arrivée de familles attirées par le cadre de la commune. De plus, bien que les chiffres manquent depuis 1999, il y a fort à croire que ces ménages aient enregistré une reprise de leur croissance ces dernières années.

## 2. Logement

### 2.1. Des logements de toutes époques et relativement diversifiés

Les logements anciens sont largement majoritaires (53%). Les périodes 1975-1989 et 1990-2005 suivent un rythme identique de constructions.



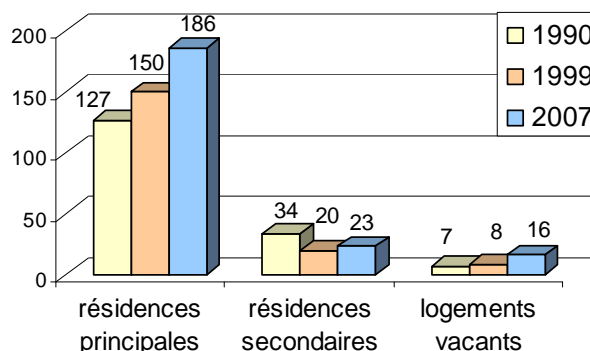


## 2.2. Une croissance continue du nombre de résidences principales

Le parc de logements est composé de **225 résidences**. Il enregistre une croissance continue depuis 1990 : + 46 %, soit 59 logements supplémentaires en 2007. Cette tendance témoigne de l'attractivité certaine de la commune.

La croissance du nombre de résidences est pour l'essentiel liée aux résidences principales (83% du parc) sous forme de constructions neuves et de réhabilitations.

### Répartition du parc communal



Source : INSEE (recensement 2007)

Entre 1990 et 2007, les logements secondaires ont diminué au profit des résidences principales.

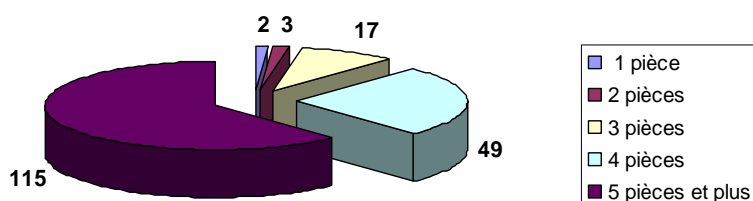
## 2.3. Une vacance immobilière courante

Si le nombre de logements vacants est en 2011 de 21, il ne représente qu'environ 8% du parc de logement de la commune. L'existence de ces logements vacants est davantage structurelle que conjoncturelle : certains biens ne sont pas à vendre, d'autres sont en cours de rénovation ou nécessitent la réalisation de travaux trop importants pour le propriétaire, et pour d'autres encore les procédures de succession n'aboutissent pas... En outre, la réhabilitation de logement coûte cher.

## 2.4. Des logements de grande taille en majorité

Velanne présente un parc relativement spécialisé : les logements de 5 pièces et plus sont largement majoritaires (62% du parc), suivis des 4 pièces (26%). Les logements de 4 pièces et plus représentent donc 88% du parc de logement. Ceux-ci correspondent aux pavillons individuels ainsi qu'aux fermes.

### Statut des résidences principales par nombre de pièces (2007)



Source : INSEE (recensement 2007)

Entre 1999 et 2007, les logements de 5 pièces et plus représentent 61% des logements créés sur la période. Les installations sur la commune sont donc orientées sur le modèle de la maison individuelle des communes rurales.

La période 1999/2011 est marquée par la création d'appartements locatifs sur la commune auparavant totalement absents du parc de logement. En effet, une dizaine d'appartements ont été réalisés sur la période, notamment au hameau de la Ramelière (6).

Les petits logements de 1 à 3 pièces ne représentent que 12 % du parc de logement de la commune. Il s'agit d'anciennes bâtisses agricoles ou de constructions réhabilitées et divisées en logements.

Entre 1999 et 2007, 6 logements de 1 à 3 pièces ont été réalisés, soit 17% des logements créés sur la période. Ce phénomène met en évidence un nouveau type de besoin en logement sur la commune. Le nombre de petits logements est assez faible et pourrait devenir un besoin conséquent ces prochaines années

Enfin, un projet d'au minimum 4 logements sociaux est en cours d'élaboration au niveau du Bourg.

Ces phénomènes illustrent plusieurs tendances :

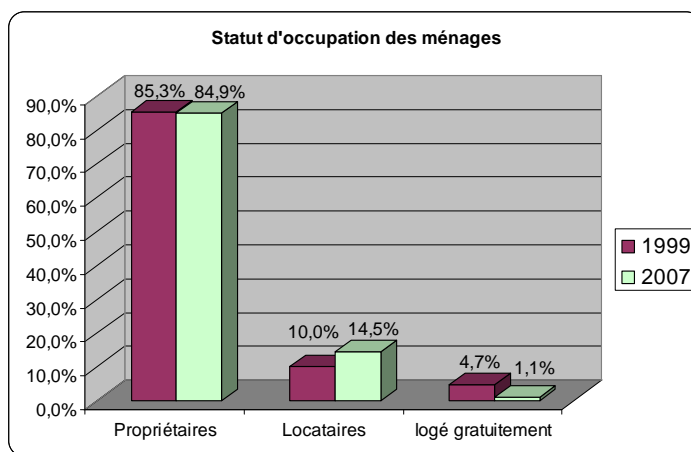
- la préférence pour la construction individuelle neuve, malgré une tendance à la diversification de l'offre ;
- l'évolution de résidences secondaires en résidences principales ;
- la réalisation de travaux d'extension dans les habitations de petite taille.

## 2.5. Analyse de l'offre et de la demande

Le statut d'occupation des logements révèle une part majoritaire de propriétaires (85%).

14% des occupants sont locataires, ce qui représente un chiffre relativement élevé pour une commune rurale de la taille de Velanne, et ce chiffre est en hausse.

Les nouvelles constructions sont donc essentiellement des résidences principales individuelles. Néanmoins, il existe une réelle demande de logements locatifs à laquelle le parc locatif actuel ne permet pas de répondre.



Source : INSEE (recensement 2007)

On compte sur la commune 27 logements locatifs. Ces logements sont en général des logements de plus petite taille qui permettent à certains ménages de commencer leur parcours résidentiel sur la commune avant d'accéder à la propriété.

### 3. L'économie et l'emploi

#### 3.1. Un taux d'activité stabilisée

Sur la période 1999-2007, le taux d'activité de Velanne est fort et se stabilise, passant de 76,8% en 1999 à 76,2% en 2007. Ce phénomène est lié à l'arrivée de nombreux actifs sur la commune.

Ce taux est légèrement supérieur à celui enregistré à l'échelle du canton de Saint-Geoire-en-Valdaine (74,8%) et de l'arrondissement de La Tour-du-Pin (74,3%).

(\*) Taux d'activité INSEE : actifs (20-59 ans) / pop. total (20-59 ans)

#### 3.2. Un taux de chômage en diminution

En parallèle, le taux de chômage a baissé fortement pour atteindre environ 8,5% en 2007 (10,2% en 1999), soit 21 personnes sans emploi.

Toutefois, le nombre de chômeurs reste identique à celui de 1999. La baisse du taux de chômage est donc le fruit de l'arrivée d'une population globalement active et ayant un emploi.

#### 3.3. Une répartition des actifs équilibrée

Source : INSEE (recensement 2007)

Commune	Population active totale	Actifs ayant un emploi	Actifs travaillant dans la commune	Actifs travaillant hors de la commune
Velanne	246	226	30	196

La population active n'a cessé d'augmenter, passant de 205 actifs en 1999 à 246 actifs en 2007.

Lors du dernier recensement censitaire, les 246 actifs de la commune étaient répartis en 138 hommes et 108 femmes. Hormis les 21 personnes au chômage, Velanne comptait alors 192 actifs salariés et 34 non salariés.

#### 3.4. Plusieurs pôles d'attraction

À Velanne, 226 actifs disposent d'un emploi en 2007, et seulement 13,1 % d'entre eux travaillent sur le territoire communal, les autres allant principalement vers les pôles d'activités de Pont-de-Beauvoisin, Voiron et Grenoble.

Les 196 actifs travaillant hors de la commune se déplacent majoritairement (pour 162 d'entre eux) dans le même département (Isère), seuls 30 actifs franchissent les limites du département, vers la Savoie notamment.

### 3.5. Une répartition des secteurs d'activité déséquilibrée

<b>Actifs ayant un emploi selon l'activité économique</b>	<b>1999</b>
<b>Agriculture</b>	14 %
<b>Industrie</b>	16 %
<b>Construction</b>	4 %
<b>Tertiaire</b>	67 %
<b>Total</b>	204 personnes

Source : INSEE (recensement 1999)

<b>Actifs ayant un emploi selon la catégorie socioprofessionnelle</b>	<b>1999</b>
<b>Agriculteurs</b>	10 %
<b>Artisans, commerçants</b>	8 %
<b>Cadres, professions intellectuelles</b>	6 %
<b>Professions Intermédiaires</b>	27 %
<b>Employés</b>	29 %
<b>Ouvriers</b>	20 %
<b>Total</b>	204 personnes

La répartition de la population active révèle une majorité d'emplois dans le secteur tertiaire. Les actifs se répartissent dans de nombreuses catégories socioprofessionnelles mais on peut constater une part relativement importante des employés, professions intermédiaires et ouvriers.

### 3.6. Activités agricoles

En 2000, 65% du territoire communal sont des terres agricoles dont une grande partie était exploitée par les 25 actifs de la commune. En 2008, 20 habitants de Velanne sont agriculteurs.

Bien que le nombre total d'exploitations ait légèrement diminué entre 1988 et 2000 (de 26 à 22 exploitations), le nombre d'exploitations professionnelles s'est maintenu à 14 sur la période. En outre, 3 exploitations de 50 ha et plus se sont développées sur la commune.

En 2010, le nombre d'exploitations a cependant diminué. Sur les 16 exploitations recensées (22 en 2000), 8 sont en activité à temps plein, 2 sont doubles actifs, 2 font de la location de terres et 3 sont retraités.

Dans l'ensemble, les exploitations agricoles sont tournées principalement vers l'élevage puis la polyculture. Les exploitants s'attendent à une évolution importante de l'activité dans l'avenir, et notamment du maraîchage qui peut constituer un potentiel de création d'emplois (forte demande de l'agglomération Grenobloise).

Les agriculteurs indiquent qu'ils rencontrent des difficultés pour trouver des parcelles exploitables en raison notamment des procédures de successions qui redécoupent sans cesse les parcelles.



Le tableau représenté ci-après visualise les chiffres clés de l'activité agricole locale :

(Source AGRESTE 2000, recensement 2011 en cours)

Utilisation des sols en 2000	
Superficie Agricole Utilisée communale (ha)	512
Superficie Agricole Utilisée des exploitations (ha)	502
Terres labourables (ha)	224
Superficie toujours en herbe (ha)	276
Rappel : nombre d'exploitations en 1988	26

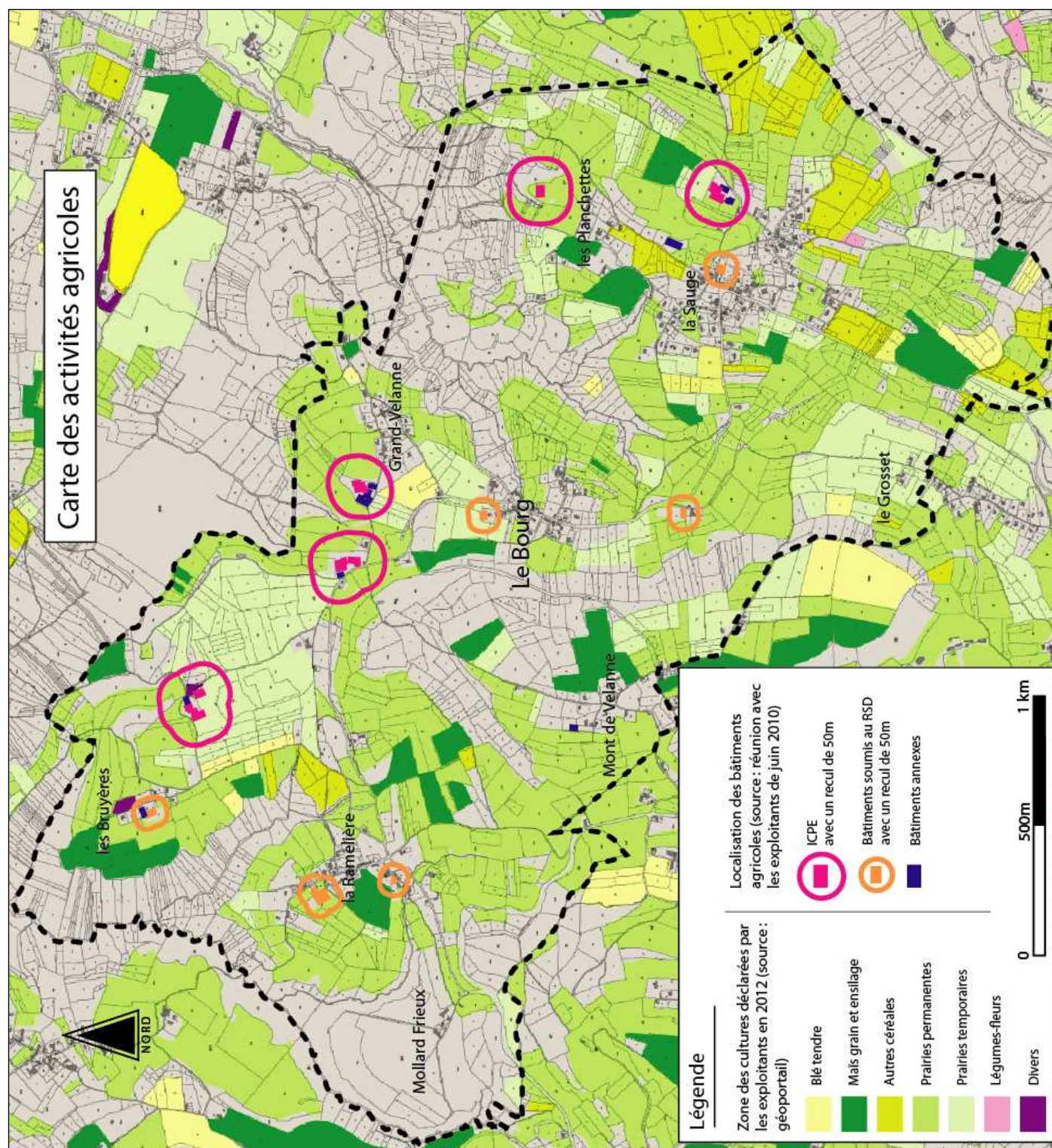
Exploitations en 2000	
Nombre d'exploitations	22
<i>Dont nombre d'exploitations professionnelles</i>	14
Nombre de chefs d'exploitation et de coexploitants	22
Nombre d'actifs familiaux sur les exploitations	35
Nombre total d'actifs sur les exploitations (en UTA, équivalent temps plein)	25

Cheptel	
Bovins	670
<i>dont Vaches</i>	355
Volailles	262
Equidés	15
Chèvres	99
Brebis mères	70
Ovins	77
Porcins	c

c : résultats confidentiels non publiés

Résultats de l'enquête auprès des agriculteurs de la commune en 2010

Agriculture		
Numéro	Type d'activités	Lieu-dit
1	<b>Polyculture+ prairie + élevage</b>	Mont de Velanne
2	<b>Polyculture + prairie + élevage</b>	La Ramelière
3	<b>Elevage bovin et porcin, BIO</b>	Mont Charvet
4	<b>Bêtes en pension</b>	La Sauge
5	<b>Polyculture + prairie + bêtes en pension</b>	Le Pavillon
6	<b>Location de matériel + prestation de services + élevage</b>	Les Bruyères
7	<b>Elevage bovins</b>	La Charrière
8	<b>Elevage bovins</b>	Grand Velanne
9	<b>Elevage bovins</b>	Les Bruyères
10	<b>Elevage bovins</b>	Bourg
11	<b>Elevage bovins</b>	La Sauge
12	<b>Elevage bovins</b>	La Ramelière
13	<b>Elevage ovins</b>	La Ramelière
14	<b>Terres en location</b>	Petit Velanne
15	<b>Terres en location</b>	La Sauge



### **3.7. Artisanat et commerces**

Selon les données INSEE, 11 entreprises étaient présentes sur Velanne au 1<sup>er</sup> janvier 2008. Elles se répartissent de la manière suivante : 2 entreprises dans le secteur de l'industrie, 2 dans la construction, 1 dans le commerce et 6 dans les services.

### **3.8. Tourisme, marchés**

Pour les achats courants, les habitants de Velanne se déplacent essentiellement aux Abrets, Pont-de-Beauvoisin et Voiron qui offrent à la fois des petits commerces de proximité mais aussi diverses grandes surfaces commerciales. Enfin, les habitants se rendent parfois jusqu'à Grenoble qui possède de vastes zones commerciales très complètes.

Deux gîtes ruraux présents sur la commune offrent une structure d'accueil touristique aux personnes désireuses de séjourner dans la Valdaine.



## 4. Les équipements

### 4.1. Espaces publics, équipements et services

Le Bourg accueille l'ensemble des équipements communaux.

L'école se situe dans l'ancienne mairie-école au cœur du Bourg, à proximité du carrefour de la RD28c avec la RD28d. Sur les hauteurs, domine l'église. L'école s'accompagne d'une halte-garderie et d'une cantine. Un centre de loisirs a ouvert en 2010.

Sur l'année 2012-2013, l'école de Velanne accueille 25 élèves au sein d'une classe unique. Ces élèves dépendent par la suite du collège et du lycée de Pont-de-Beauvoisin.

La mairie, la salle des fêtes et le terrain de sport sont implantés à l'extrémité sud du Bourg.

Malgré sa petite taille, la commune de Velanne recense de nombreuses associations.

### 4.2. Rejets et gestion des déchets

#### Assainissement

Actuellement, l'intégralité de la commune est en assainissement autonome.

La communauté d'Agglomération du Pays Voironnais a la compétence en matière d'assainissement collectif et non collectif.

Situation globale en 2013 :

	Nombre	Pourcentage
<b>Nombre de dossier</b>	239	
<b>Nombre d'installation ANC</b>	204	100%
<b>Nombre de contrôle diagnostic réalisés</b>	201	99%
<b>Dossier sans contrôle</b>	3	1%

Conclusion Diagnostic	Pourcentage	Nombre
Dispositif complet, en bon fonctionnement sans impact sur le milieu et sans risque sanitaire	12%	24
La réhabilitation n'est pas indispensable	35%	71
La réhabilitation n'est pas urgente	49%	98
La réhabilitation est urgente	4%	8
Total	100%	201

Source : Pays Voironnais

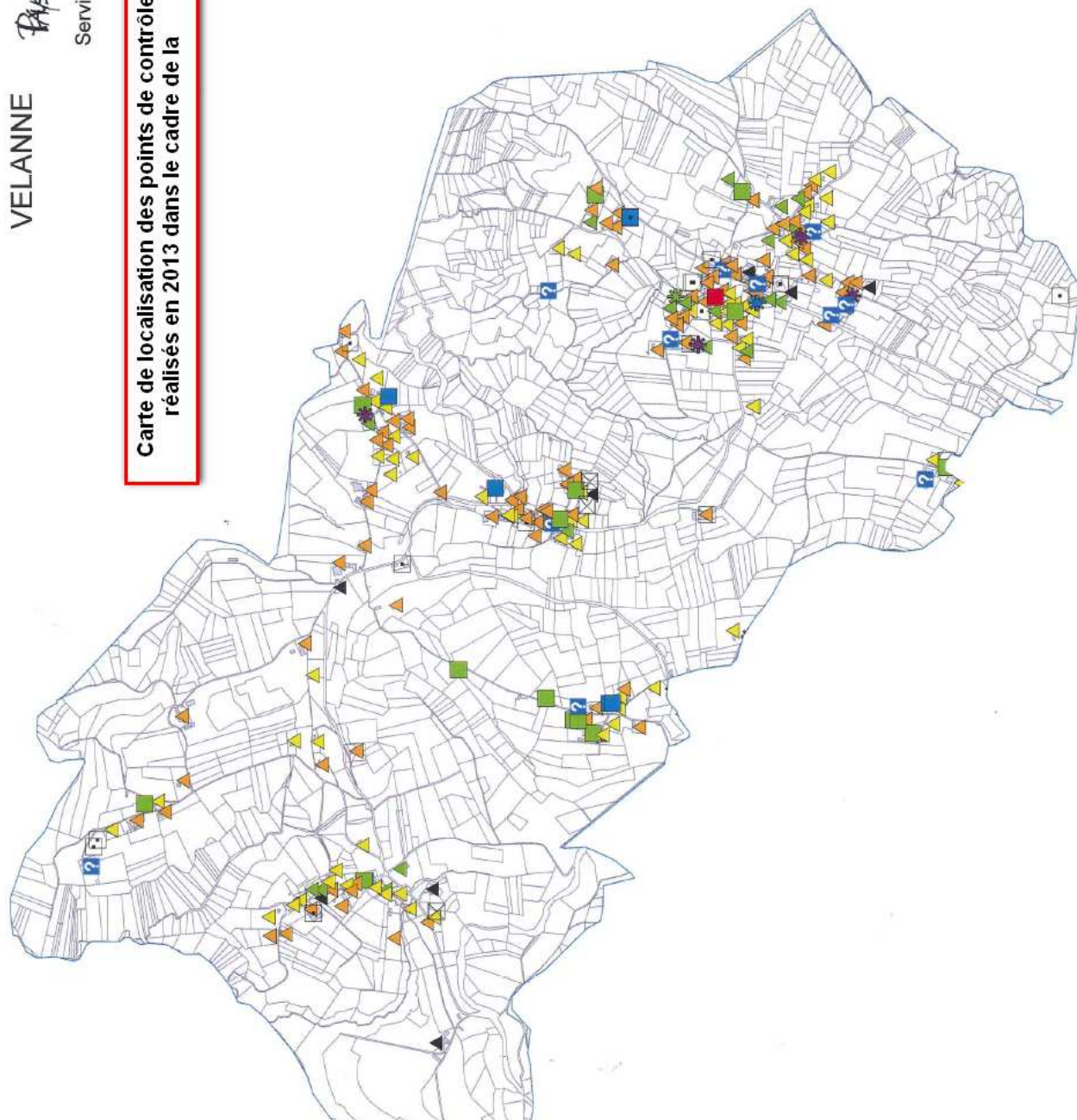


VELANNE



Service Assainissement

# Carte de localisation des points de contrôle réalisés en 2013 dans le cadre de la



LEGENDE	
<b>Tronçons</b>	
— Separatif	
— EU privé refolement	
— Separatif privé	
— Unilaic	
— Refolement	
— Surverse	
<b>ANC localisants</b>	
À définir	
Dispositif Complet	
Réhabilitation pas indispensable	
Réhabilitation pas urgente	
Réhabilitation urgente	
Réalisation conforme	
Réalisation conforme avec réserves	
Réalisation non conforme	
Conception	
Profil AC	
Diagnostic à réaliser	
Bon fonctionnement (dispositif complet)	
Bon fonctionnement (réhabilitation non indispensable)	
Bon fonctionnement (réhabilitation non urgente)	
Bon fonctionnement (réhabilitation urgente)	
Bon fonctionnement (dispositif complet)	
Conception sans suite	
Bâtiment agricole	
Bâtiment inhabité	

1:14 000

Date : novembre 2013  
ref : SIG Ass. FMR



Répartition du nombre de contrôles par année :

	Nombre de diagnostique	Nombre de conception	Nombre de réalisation	Travaux de réhabilitation	Contrôle de bon fonctionnement
2006	7	6	2	0	0
2007	63	12	2	0	0
2008	17	4	5	0	0
2009	5	8	1	1	0
2010	104	4	2	2	1
2011	3	2	2	1	5
2012	2	9	3	2	1
TOTAL	201	45	17	6	7

*Source : Pays Voironnais*

Un schéma directeur a été réalisé en 2004 mais une nouvelle étude a été faite en 2010 afin de préciser et mettre à jour les solutions techniques avancées dans le schéma directeur d'assainissement.

Les résultats de cette étude mettent en évidence, en cas d'assainissement collectif, un coût très élevé de travaux pour la collectivité ainsi que pour le particulier (frais de raccordement), ce qui a conduit la municipalité à abandonner tout projet d'assainissement collectif sur la commune. Celle-ci reste donc entièrement en assainissement autonome individuel.

### **Ordures ménagères**

La collecte et le traitement des déchets ménagers relèvent de la compétence de la Communauté d'Agglomération du Pays Voironnais. La collecte des déchets s'organise selon 5 types de déchets (les déchets alimentaires, résiduels, corps creux d'emballages, journaux et papiers, verre). Les déchets ménagers non recyclables sont incinérés à Grenoble et la déchèterie la plus proche de la commune se situe à Montferrat.

La commune dispose d'un point d'apports volontaires pour le verre et les vêtements, situé au Bourg.

### 4.3. Réseaux

#### Alimentation en eau potable

La commune ne compte aucun captage d'alimentation en eau potable sur son territoire.

L'approvisionnement en eau potable est assuré par le Syndicat Intercommunal des Eaux du Guiers et des affluents (SIEGA). L'exploitation et la distribution sont concédées à la SDEI.

Elle est desservie en eau potable par trois captages :

- Le captage de la Freydière à Saint-Sulpice-des-Rivoires alimente l'essentiel de la commune à partir d'un réservoir de 500 m<sup>3</sup>. Une conduite en fonte de diamètre 175 mm en provenance de Saint-Geoire-en-Valdaine traverse la commune en direction de Saint-Sulpice-des-Rivoires.
- Le captage de la commune de Pressins dessert le hameau des Bruyères grâce à une conduite de 150 mm.
- Le captage de Biliou et son réservoir de 900 m<sup>3</sup> peut alimenter les hameaux situés à l'ouest de la commune.

En 2001, 189 abonnés étaient raccordés au réseau d'eau potable.

L'alimentation en eau de la commune est suffisante pour couvrir ses besoins actuels.

En outre, l'eau distribuée est conforme aux normes.

Les consommations en eau potable sont résumées dans le tableau suivant :

Année	Volumes consommés	Nombre d'abonnés	Volumes journaliers moyens / habitant
2001	22 112 m <sup>3</sup>	189	0,140 m <sup>3</sup> / j / hab

La consommation moyenne par habitant et par jour (environ 140 litres) pour l'ensemble de la population raccordée est relativement élevée pour une commune rurale.

Néanmoins, la ressource en eau ne pose pas de problème sur la commune étant donné les différents captages et les réservoirs existants.

La défense incendie est assurée par 18 bornes sur le territoire communal.

Quatre d'entre elles ne sont pas conformes en terme de débit (< à 60 m<sup>3</sup>/h) car alimentées par une canalisation de diamètre 60 mm.

Elles se situent dans les hameaux du Grand Velanne, la Ramelière, Les Planchettes et le Buisson.

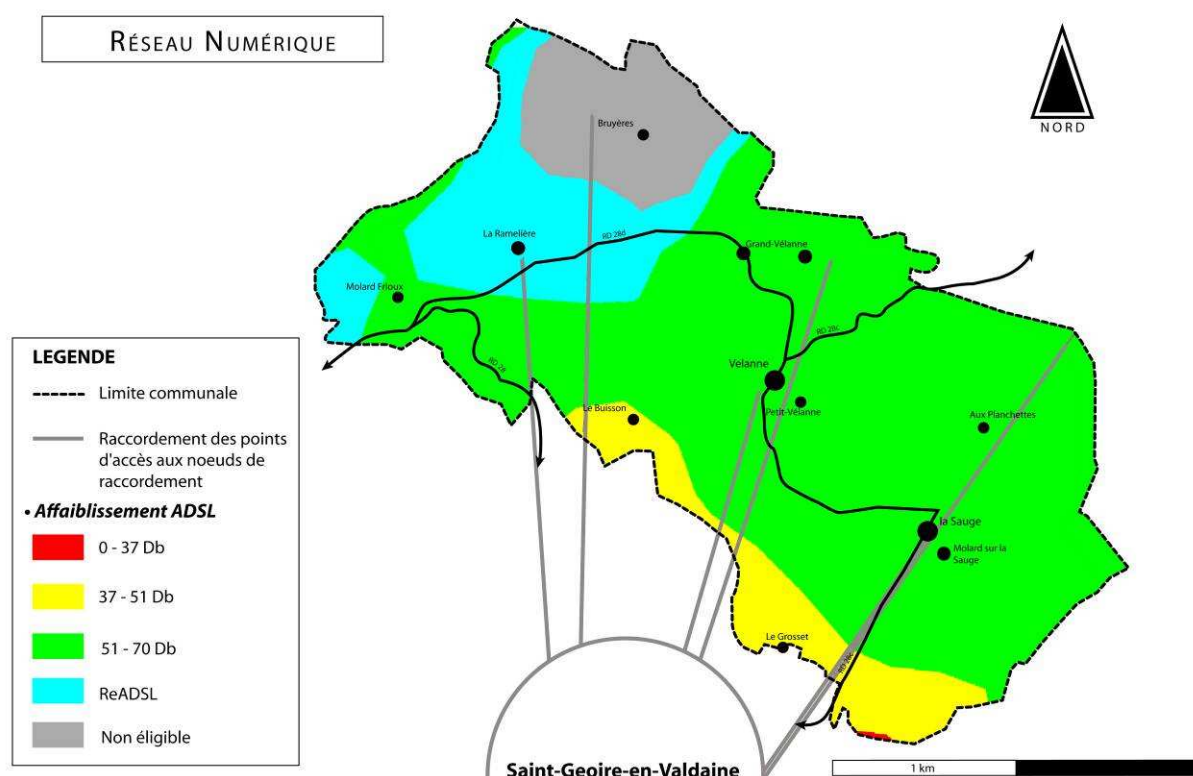
#### Electricité - Gaz

La commune est alimentée en électricité par le Syndicat des Énergies du Département de l'Isère (SEDI). L'ensemble du réseau électrique ne pose pas de souci sur la commune que ce soit en termes de desserte ou de capacité.

Velanne n'est pas desservie par le gaz de ville.

## Les réseaux numériques

Une partie importante de la commune est desservie en haut débit.



Source : <http://carmen.application.developpement-durable.gouv.fr>

### 4.4. Servitudes

Cinq servitudes d'utilité publique sont instaurées sur la commune :

**I4** - Canalisations électriques (ouvrages du réseau d'alimentation générale et des réseaux de distribution publique), ancrage, appui, passage, élagage et battage d'arbres.

**PT1** – Transmissions radioélectriques (protection des centres de réception contre les perturbations électromagnétiques)

**PT3** – Communications téléphoniques et télégraphiques (établissement, entretien et fonctionnement des installations)

Constats	Pistes de réflexions
<b>Environnement, paysage et patrimoine</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le territoire de Velanne : un « capital espace » remarquable à l'échelle de la Valdaine.</li> <li>• Une zone agricole étendue, légèrement grignotée par un mitage récent.</li> <li>• Des zones humides et de nombreux espaces boisés formant un élément identitaire du paysage et protégeant une faune et une flore diversifiées.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Préservation et mise en valeur des patrimoines paysager et architectural.</li> <li>• Maintien du caractère rural des paysages et maîtrise de l'urbanisation future.</li> <li>• Préservation de l'intégralité des zones humides et des éléments structurant du paysage.</li> </ul>
<b>Habitat et logement</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un bâti à la fois dense dans certains hameaux et diffus sur le reste du territoire.</li> <li>• Une difficulté d'accès au logement des jeunes ménages et des ménages modestes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer préférentiellement l'habitat nouveau dans l'enveloppe des hameaux existants.</li> <li>• Favoriser la création de logements adaptés aux demandes de ces publics.</li> </ul>
<b>Équipements, services et centralité</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des réseaux et équipements d'infrastructure à adapter.</li> <li>• Groupement des équipements publics au Bourg et faible densité de population au Bourg et au Grand-Velanne.</li> <li>• Des difficultés de circulations piétonnes et cyclables entre les espaces publics du Bourg, et entre le Bourg et le Grand-Velanne.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Adaptation et développement des réseaux aux besoins futurs.</li> <li>• Densification du Bourg et du Grand-Velanne pour rapprocher l'habitat des services.</li> <li>• Sécurisation des voies publiques et création de cheminements piétons.</li> </ul>
<b>Emploi et activités économiques</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une activité agricole pérenne et en évolution.</li> <li>• Une diversification économique par la présence d'entreprises artisanales.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Préservation de l'activité agricole, notamment par un zonage approprié.</li> <li>• Maintenir les activités existantes et en permettre de nouvelles.</li> </ul>





## **PARTIE II : JUSTIFICATION DU PARTI D'AMENAGEMENT**

# CHAPITRE I : DEFINITION DES BESOINS

## 1. Définition de l'objectif de développement démographique

La définition de l'objectif démographique de la commune de Velanne s'appuie sur les données statistiques du recensement de la population de 2009, le bilan de la construction de logements sur la dernière décennie et les objectifs définis par le SCOT de la région Grenobloise et le schéma de secteur du Pays Voironnais.

Un seul scénario de développement de la commune peut être envisagé. Celui-ci s'appuie sur les orientations du SCoT de la Région Urbaine de Grenoble tel qu'il a été approuvé le 21 décembre 2012.

Considérant la commune de Velanne en tant que pôle local, le SCoT prescrit une croissance démographique modérée s'appuyant sur une moyenne de l'ordre de 5,5 logements par an (au plus) par tranche de 1000 habitants (attention, la production doit être proportionnelle à la population communale) à l'horizon 2030.

La population étant de 491 habitants en 2009, on peut estimer à 2,7 le nombre moyen de logements à réaliser par an au sein de la commune de Velanne, ce qui correspond à la réalisation de 35 logements sur la période 2009-2022. Entre 2009 et 2012, 3 logements ont déjà été réalisés. Il reste donc 32 logements à réaliser sur la période 2012-2022.

Il convient ensuite de traduire les orientations du SCoT en matière de répartition des typologies de logement et de consommation d'espace.

En effet, des objectifs de diversification des formes d'habitat dans la production nouvelle à l'échelle de chaque secteur sont fixés par le schéma de secteur. Pour le Voironnais, il prescrit la répartition suivante :

- 80% en habitat individuel « isolé »,
- 20% vers les autres formes d'habitat.

Afin de réduire la consommation du foncier, le SCoT impose également une superficie moyenne maximale pour les différents types d'habitat fixés, à savoir :

- 700 m<sup>2</sup> /logement pour l'habitat individuel isolé,
- 350 m<sup>2</sup> /logement pour l'habitat groupé, intermédiaire et collectif.

Compte tenu de ces éléments, la surface brute nécessaire à la réalisation des objectifs du SCoT peut donc être évaluée à environ 2 ha pour le logement.

Enfin, le SCoT précise, page 276 du DOO, que « *Ne doit être classée en zones urbaines mixtes, en plus des parcelles déjà construites, qu'une quantité d'espace non bâti correspondant à ces besoins en logements, augmentée de 50 % pour répondre aux besoins des autres activités urbaines (services, commerces, équipements, activités économiques compatibles ...) et d'une certaine fluidité du marché.* »

Ainsi, en intégrant un coefficient multiplicateur de 1,5 au calcul des besoins globaux en logements, mais qui sont également des surfaces réservées aux services, commerces, équipements et activités économiques compatibles, les besoins effectifs maximums en foncier pour le PLU de Velanne sont évalués à **3 ha**.

*Enfin, il est à noter que les parties des unités foncières déjà bâties, au-delà d'une surface de 3000m<sup>2</sup> et réellement constructibles, sont exclues du calcul du gisement foncier.*

Le schéma ci-après synthétise l'ensemble du calcul :

## BESOINS EN LOGEMENT

### Objectifs du SCoT

**5,5 logements par an** par tranche de 1000 habitants  
soit  
**2,7 logements par an** pour 491 habitants  
(population communale en 2009)



**35 logts**

à réaliser sur la période 2009-2022

3 logts réalisés entre 2009 et 2012



**32 logts**

à réaliser sur la période 2012-2022

## BESOINS EN FONCIER

Besoins estimés pour **32 logements**



80% en habitat  
individuel : 26 logts

20% vers les autres  
formes d'habitat : 6 logts

700 m<sup>2</sup> maxi de terrain  
par logement

350 m<sup>2</sup> maxi de terrain  
par logement



26 x 700 m<sup>2</sup> =  
**1,82 ha**

6 x 350 m<sup>2</sup> =  
**0,21 ha**



**TOTAL besoins en surfaces brutes : 2 ha**

Coefficient multiplicateur de 1,5



**TOTAL besoins en surfaces nettes : 3 ha**

## 2. Les orientations du PLU au travers du Projet d'Aménagement et de Développement Durables

La commune de Velanne a axé son Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.) à partir du constat d'une croissance démographique soutenue, de son rôle de pôle local, de sa facilité d'accès aux voies de communication, et de sa volonté de préserver un environnement remarquable.

Ainsi, le PADD de Velanne repose sur l'affirmation d'une identité communale et la réalisation d'un objectif de développement maîtrisé et durable. Pour répondre à cet objectif, les orientations du PADD s'articulent autour de 2 grands thèmes :

1. **La volonté de préserver le territoire agricole et naturel de Velanne.**
2. **Permettre un développement urbanistique maîtrisé.**

### 2.1. Orientation n°1 : La volonté de préserver le territoire agricole et naturel de Velanne

Objectif n°1 : Préserver la biodiversité du territoire en confortant la trame verte et bleue de la commune ainsi que les secteurs naturels les plus remarquables

L'Etat Initial de l'Environnement a permis de faire le point sur les principaux aspects environnementaux et plus particulièrement sur l'état du site, le relief, la géologie et l'hydrologie, les milieux naturels et l'agriculture, les paysages et enfin, les contraintes et les nuisances.

Cette analyse met en évidence la diversité et la fragilité du milieu naturel. Avant d'envisager tout développement urbain, les élus souhaitent avant tout préserver certains espaces qui constituent des réserves écologiques intéressantes ou des éléments de paysage emblématiques de la commune. Ainsi, la commune souhaite protéger les éléments suivants :

- « Les vallons du ruisseau de Malafossant et de ses affluents (Bassarot, Communaux, Féliesson) sur la partie Est du territoire. Ces vallons comprennent à la fois le ruisseau, les coteaux et les zones humides situés près du Bourg et des Planchettes.
- Les vallons du ruisseau des Rajans et de ses affluents (Gazon, Combe Pigna, Falconnière, Côte Rondet) sur la partie Ouest du territoire. Ces vallons comprennent à la fois le ruisseau, les coteaux et les zones humides situés près du secteur de la Ramelière.
- Le secteur boisé du coteau du Mont de Velanne sur ses parties Nord, Est et Sud-est.
- La partie Est de la commune limitrophe avec le coteau de Corézin afin de conserver un espace de transition avec la vallée de l'Ainan.
- Les deux corridors de passage de la faune : le corridor Nord-sud (reliant le Mont de Velanne au secteur du Grand Velanne et Malafossant vers la vallée du Guiers) et le corridor Est-ouest (reliant le coteau de Corézin vers le sud de la Sauge au corridor précédent en longeant le coteau du Mont de Velanne). »

#### ⇒ Traduction réglementaire :

Tous ces secteurs, et notamment ceux identifiés dans le cadre des inventaires environnementaux, sont intégrés dans le périmètre des zones naturelles ou agricoles, donc inconstructibles pour toute construction à usage d'habitation hors logement de fonction des exploitants agricoles.

Les zones humides sont intégrées en zones Azh et Nzh interdisant toutes les constructions et installations nouvelles.

Les corridors écologiques sont intégrés en zones Aco et Nco interdisant toutes les constructions et installations nouvelles.

### Objectif n°2 : Conserver les qualités paysagères du territoire

Le diagnostic a permis de mettre en évidence les qualités paysagères de la commune de Velanne. La commune souhaite préserver les grandes caractéristiques de ce paysage en s'appuyant sur les éléments suivants :

- « Protéger les ouvertures paysagères visibles depuis les voies de circulation »

#### ⇒ Traduction réglementaire :

Les ouvertures paysagères sont protégées de tout comblement par l'inscription des secteurs concernés en zone inconstructible, soit en zone naturelle soit en zone agricole.

- « Prendre en compte la covisibilité entre hameaux, c'est-à-dire considérer qu'une nouvelle construction dans un hameau peut modifier grandement le paysage vu d'un autre hameau. »

#### ⇒ Traduction réglementaire :

Les secteurs d'urbanisation future ont été délimités en tenant compte des ouvertures paysagères et des perspectives visuelles entre les hameaux. Ainsi, le secteur délimité au niveau du centre-bourg, se situe entre le Bourg et le Donnier, deux secteurs déjà urbanisés, ce qui limite l'empreinte visuelle des nouvelles constructions. L'autre secteur prioritaire d'urbanisation, situé sur le hameau du Grand-Velanne, est quant à lui compris au sein de l'enveloppe urbaine. Par ailleurs, les Orientations d'Aménagement et de Programmation concernant ces secteurs mentionnent la nécessité d'une bonne intégration paysagère de ces nouveaux quartiers.

Concernant le reste de la commune, les nouvelles constructions seront intégrées au tissu urbain existant.

- « Favoriser une meilleure intégration de la nouvelle urbanisation pour ne pas engendrer de confrontation brutale avec le bâti existant »

#### ⇒ Traduction réglementaire :

Le règlement impose la cohérence des nouvelles constructions avec les anciennes.

Le règlement des zones AU reprend les règles des zones UA qui les entourent afin d'harmoniser les nouvelles constructions avec le tissu bâti environnant.

- « Permettre la valorisation du patrimoine remarquable »

### Objectif n°3 : Maintenir l'activité agricole

Le diagnostic a permis de mettre en évidence les difficultés et les enjeux liés à l'activité agricole, notamment par rapport à la conservation des paysages. La commune souhaite donc préserver les terres et les pratiques agricoles en s'appuyant sur les éléments suivants :

- « Préserver les terres agricoles de la commune »

#### ⇒ Traduction réglementaire :

Les terres cultivées sont classées en zone Agricole classique : n'y sont autorisés que les constructions et installations à vocation d'activité agricole ainsi que les



logements de fonction des exploitants. Les constructions isolées sont classées en zone Ah, permettant uniquement l'extension mesurée de l'existant, afin de limiter le mitage et le grignotage des terres agricoles. Par ailleurs, les projets de développement de la commune se concentrent prioritairement sur les espaces déjà construits.

- « Maintenir la règle de réciprocité entre les sièges d'exploitations agricoles et l'habitat existant ou les nouvelles constructions »

⇒ **Traduction réglementaire :**

Les périmètres de réciprocité sont inscrits au plan de zonage à titre indicatif. Aucune nouvelle construction ne sera réalisée à proximité des exploitations identifiées leur permettant ainsi de se développer.

- « rendre en compte les déplacements agricoles »

⇒ **Traduction réglementaire :**

Les contours des zones ont été réalisés de façon à n'enclaver aucune terre agricole et à bien laisser les accès aux terrains. Par ailleurs, l'Orientations d'Aménagement et de Programmation du Centre-Bourg précise la nécessité de préserver au mieux la circulation des engins agricoles et intègre les contraintes de circulation et de croisement de ces engins dans l'aménagement du secteur.

Objectif n°4 : Prendre en compte les risques naturels dans le développement communal

La commune est concernée par des risques d'inondations de pieds de versants, de crues torrentielles, de ruissellement, de glissement de terrain et de chute de blocs identifiés et explicités dans la carte des aléas.

⇒ **Traduction réglementaire :**

La traduction réglementaire des aléas est transcrite à la fois dans le zonage, via des trames rouges et bleues spécifiques qui identifient les secteurs inconstructibles des secteurs constructibles sous conditions, et également dans le règlement, qui impose des règles d'urbanisme spécifique aux secteurs constructibles sous conditions.

## **2.2. Orientation n°2 : Permettre un développement urbanistique maîtrisé**

Objectif n°1 : Organiser l'habitat dans un principe de développement maîtrisé de la commune.

La commune de Velanne souhaite se développer de façon modérée, afin d'encadrer au mieux l'arrivée des nouveaux habitants, dans des secteurs circonscrits, en réalisant les objectifs du SCoT.

- « Favoriser la réalisation d'environ 20 à 30 logements sur les dix prochaines années, dans le respect des objectifs du SCoT »

⇒ **Traduction réglementaire :**

Le PLU ouvre à l'urbanisation 3,2 ha (1,7 ha de zones AU +1,5 ha de dents creuses) qui permettront d'atteindre l'objectif que la commune s'est fixée en termes de logements et de population à horizon 2022.

Les secteurs prioritaires du Grand-Velanne et du Centre-Bourg font l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation permettant d'encadrer la réalisation des futurs aménagements.

- « Diversifier l'offre de logements »

⇒ **Traduction réglementaire :**

L'orientations d'aménagement et de programmation du Centre-Bourg précise la typologie des logements à réaliser sur le secteur. Il y est ainsi prévu 16 constructions nouvelles dont une construction comportant 4 ou 5 logements sociaux prévus par la commune, deux constructions de logements individuels groupés et treize constructions individuelles.

- « Informer sur la réhabilitation et la remise sur le marché des logements vacants »

⇒ **Traduction réglementaire :**

La réhabilitation des bâtiments existants est autorisée au regard des prescriptions retranscrites dans le règlement.

**Objectif n°2 : Renforcer le Centre-Bourg**

Les élus souhaitent renforcer le Centre-Bourg de la commune, identifié comme pôle local dans le cadre du SCoT.

⇒ **Traduction réglementaire :**

Une orientation d'aménagement et de programmation a été réalisée sur ce secteur afin de maîtriser l'urbanisation et précise le nombre de constructions à réaliser et leurs emplacements, la création d'une voie nouvelle destinée à desservir ces nouvelles habitations et à améliorer la circulation, les aménagements nécessaires à la sécurisation et à l'embellissement de la traversée du Bourg.

**Objectif n°3 : Densifier le Grand-Velanne**

Les élus souhaitent densifier le hameau du Grand-Velanne en encourageant la réalisation de nouvelles constructions au sein de l'enveloppe urbaine existante, sans consommation d'espace agricole.

⇒ **Traduction réglementaire :**

Une orientation d'aménagement et de programmation a été réalisée sur ce secteur permettant de définir les intentions de la municipalité et de prévoir les conditions de réalisation des futurs logements.

**Objectif n°4 : Urbaniser certains hameaux en confortant leurs limites actuelles**

Les hameaux de la Sauge, de la Ramelière et du Mont de Velanne offrent de nombreuses dents creuses qui sont autant de parcelles disponibles pour la réalisation de nouveaux logements. Les élus souhaitent conforter ces hameaux dans leurs limites actuelles.

⇒ **Traduction réglementaire :**

Ces hameaux ont été classés en zone urbaine, le règlement permettant ainsi la réalisation des nouvelles constructions.

**Objectif n°5 : Maintenir en l'état le reste des hameaux**

Les élus souhaitent que le développement des autres hameaux (Mollard Frioux, les Bruyères, les Planchettes, le Grosset) se limite aux seules évolutions du bâti existant.

⇒ **Traduction réglementaire :**

Les secteurs non prioritaires font l'objet d'un pastillage en zone Ah permettant uniquement l'extension limitée de l'existant.

Objectif n°6 : Compléter l'offre de services publics

Afin d'accompagner l'arrivée des nouveaux habitants, les élus souhaitent réaliser certains aménagements tels que la construction d'un bâtiment polyvalent en extension de l'école, la création d'une aire de jeux en partie Sud du bourg, le renforcement du réseau électrique et de la couverture numérique.

⇒ **Traduction réglementaire :**

Le secteur du bourg est classé en zone UA dont le règlement ne s'oppose pas à la réalisation d'un bâtiment polyvalent.

Un secteur naturel d'équipement, où sont autorisés les aménagements légers de loisirs et sportifs, est créé au Sud du bourg et intègre notamment le terrain de football.

Le règlement de la zone UA précise que les extensions, branchements et raccordement d'électricité, de télécommunication et de fibre optique doivent être réalisés en souterrain.

Objectif n°7 : Pérenniser et développer l'activité de la commune

Les élus souhaitent laisser la possibilité aux activités économiques insérées dans le tissu bâti de se développer dans le respect de la tranquillité du voisinage.

⇒ **Traduction réglementaire :**

Le règlement de la zone UA autorise les constructions à usage d'activités artisanales et de commerces à condition qu'elles n'entraînent aucune insalubrité ni sinistre pour le voisinage.

### 3. Les orientations du PLU au travers du zonage et du règlement

Chaque zone de PLU est soumise à un règlement qui définit :

- La nature de l'occupation et de l'utilisation du sol ;
- Les conditions de l'utilisation du sol ;
- Les possibilités quantitatives de l'occupation du sol.

Le règlement de chaque zone est fixé en fonction :

- De la situation actuelle (site, milieu bâti, zone à protéger,...) ;
- Des équipements existants ;
- Des volontés d'aménagement arrêtées par la collectivité.

Les possibilités quantitatives de construction sont précisées notamment par :

- La hauteur maximale des constructions ;
- Eventuellement, le Coefficient d'Occupation du Sol (uniquement dans la zone UB) qui détermine la densité de construction admise.

La combinaison des règles de hauteur et d'occupation du sol doit permettre de conserver le caractère du secteur concerné et de développer l'urbanisation dans la logique de la volonté communale.

Sur la base de l'article L. 123-1 et des articles R. 123-4 à R.123-8 du code de l'urbanisme, le présent règlement s'organise en 12 zones différentes :

- 2 Zones urbaines : UA et UB
- 1 Zone à urbaniser : AU
- 4 Zones agricoles : A, Ah, Aco et Azh
- 5 Zones naturelles et forestières : N, Neq, Nh, Nco et Nzh

#### 3.1. Les zones urbaines

##### La zone UA

La zone UA est une zone d'habitat traditionnel qui comprend le Bourg et le Petit Velanne.

La zone UA comprend le sous-secteur UAa qui intègre les hameaux de la Sauge, du Grand Velanne, de la Ramelière et du Buisson.

La zone UA est concernée localement par des risques identifiés dans la carte des aléas. Des risques moyens et forts entraînent une inconstructibilité de la zone et un maintien du bâti à l'existant. La dénomination de la zone est complétée par un indice selon le type de risque :

- Les secteurs indicés FT (repérés en zone rouge sur le document graphique) sont les zones situées dans le lit d'un cours d'eau ou d'un fossé et en bordure immédiate en raison d'aléa fort de crue torrentielle.
- Les secteurs indicés FV (repérés en zone rouge sur le document graphique) sont les zones concernées par les aléas forts ou moyen de ruissellement.
- Les secteurs indicés FG (repérés en zone rouge sur le document graphique) sont les zones concernées par des aléas moyens de glissement de terrain.

Des risques faibles entraînent des prescriptions spéciales pour les autorisations à construire. La dénomination de la zone est complétée par un indice selon le type de risque :

- Les secteurs indicés fV (repérés en zone bleue sur le document graphique) sont les zones concernées par des aléas faibles de ruissellement.

- Les secteurs indicés fGa (repérés en zone bleue sur le document graphique) sont les zones concernées par des aléas faibles de glissement de terrain situées en amont des zones d'aléa moyen ou fort de glissement de terrain
- Les secteurs indicés fGb (repérés en zone bleue sur le document graphique) sont les zones concernées par des aléas faibles de glissement de terrain
- Les secteurs indicés fV-fGb (repérés en zone bleue sur le document graphique du règlement) sont les zones concernées par des aléas faibles de ruissellement et par des aléas faibles de glissement de terrain situées en amont des zones d'aléa moyen ou fort de glissement de terrain.
- Les secteurs indicés fV-fGa (repérés en zone bleue sur le document graphique du règlement) sont les zones concernées par des aléas faibles de ruissellement et par des aléas faibles de glissement de terrain

### Le zonage

La délimitation de la zone UA (et de son sous-secteur UAa) est caractérisée par une recherche en priorité du renforcement de la centralité et de l'attractivité du Centre-Bourg et la volonté de maintenir et de respecter les caractéristiques d'implantation du bâti traditionnel.

Les limites de la zone vise à respecter et affirmer les limites du centre-ville et à favoriser la densification des espaces interstitiels au niveau des hameaux.

La limite de la zone UA reprend la limite du tissu bâti existant caractérisé par une certaine densité et la présence de certains bâtiments volumineux correspondant aux constructions anciennes. La différence entre la zone UA et son sous-secteur UAa se situe au niveau des hauteurs des bâtiments.

### Le règlement

La zone UA est caractérisée par la diversité des fonctions urbaines qui assure son attractivité et son dynamisme. Le règlement vise à maintenir cette diversité.

Les articles 1 et 2 permettent l'implantation de constructions ayant une vocation compatible avec l'habitat du centre-ville ou du centre de hameau/village. Ainsi, les constructions à usage d'habitat ou nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisées. Les commerces et les activités artisanales sont également admis à condition de ne pas engendrer de nuisances.

L'article 4 impose notamment la réalisation en souterrain des réseaux divers afin de permettre la conservation de l'unité du bâti.

L'article 5 stipule que les terrains doivent permettre la réalisation d'un assainissement individuel conforme à la réglementation en vigueur.

L'article 7 impose l'implantation des constructions soit à l'alignement des limites séparatives, sans pouvoir dépasser 3 m sur limite, soit à une distance correspondant à la moitié de la hauteur de la construction au faîtage, sans pouvoir être inférieure à 3m. Ces règles d'implantation doivent permettre de conserver la morphologie actuelle des secteurs.

L'article 10 impose une hauteur des constructions à 9m au faîtage. Cette hauteur permet de respecter le volume des constructions traditionnelles existantes.

L'article 11 vise la bonne intégration des nouvelles constructions dans l'environnement bâti que ce soit en termes de volumétrie, de matériaux, de formes. Les règles sont volontairement restreintes permettant une appréciation des projets au cas par cas.

L'article 14 n'est pas réglementé afin de faciliter la densification du tissu bâti.



## **La zone UB**

La zone UB délimite les secteurs à vocation principale d'habitat pavillonnaire du hameau de la Sauge.

La zone UB est concernée localement par des risques identifiés dans la carte des aléas. Des risques moyens et forts entraînent une inconstructibilité de la zone et un maintien du bâti à l'existant. La dénomination de la zone est complétée par un indice selon le type de risque :

- Les secteurs indicés FV (repérés en zone rouge sur le document graphique) sont les zones concernées par les aléas forts ou moyen de ruissellement.

Des risques faibles entraînent des prescriptions spéciales pour les autorisations à construire. La dénomination de la zone est complétée par un indice selon le type de risque :

- Les secteurs indicés fV (repérés en zone bleue sur le document graphique) sont les zones concernées par des aléas faibles de ruissellement.
- Les secteurs indicés fGb (repérés en zone bleue sur le document graphique) sont les zones concernées par des aléas faibles de glissement de terrain situées en amont des zones d'aléa moyen ou fort de glissement de terrain
- Les secteurs indicés fGa (repérés en zone bleue sur le document graphique) sont les zones concernées par des aléas faibles de glissement de terrain

## **Le zonage**

Les limites ont été définies afin d'affirmer les spécificités du bâti. La délimitation des zones UB est contiguë aux limites urbaines de la zone UAa du hameau de la Sauge, permettant ainsi de maintenir un tissu bâti moins dense dans les extensions linéaires récentes du hameau.

## **Le règlement**

Les articles 1 et 2 permettent l'implantation de constructions à usage d'habitat ou nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif. Les commerces et les activités artisanales sont également admis à condition de ne pas engendrer de nuisances, et ce afin de permettre une mixité des fonctions sur les secteurs urbains.

L'article 4 impose la réalisation en souterrain des réseaux divers afin de permettre la conservation de l'unité du bâti.

L'article 5 stipule que les terrains doivent permettre la réalisation d'un assainissement individuel conforme à la réglementation en vigueur.

Les articles 6 et 7 imposent un recul des constructions par rapport aux limites séparatives et aux voies et emprises publiques. Le règlement s'attache ainsi à conserver la morphologie urbaine de ces espaces.

L'article 10 impose une hauteur des constructions à 9m au faîtage. La définition de cette hauteur permet de respecter le volume des constructions voisines existantes.

L'article 11 vise la bonne intégration des nouvelles constructions dans l'environnement bâti que ce soit en termes de volumétrie, de matériaux, de formes. Les règles sont volontairement restreintes permettant une appréciation des projets au cas par cas.

L'article 14 impose un COS de 0,3 maximum afin de conserver la morphologie urbaine de la zone UB.

### 3.2. La zone à urbaniser AU

La zone AU est une zone insuffisamment équipée, réservée à l'urbanisation future. La zone AU correspond au secteur du centre-village lié à la réalisation d'opérations comprenant une mixité sociale et une typologie de bâti différencié. Sur ce secteur, l'aménagement de la zone devra respecter l'Orientation d'Aménagement et de Programmation correspondante.

La zone AU est concernée localement par un risque identifié dans la carte des aléas. Le secteur indicé fV (repéré en zone bleue sur le document graphique,) qui correspond à un aléa faible de ruissellement, entraîne des prescriptions spéciales pour les autorisations à construire.

#### Le zonage

Le dimensionnement de la zone à urbaniser s'appuie sur la volonté de répondre aux besoins en logements estimés à partir de l'objectif démographique fixé par la municipalité, et ce en complément des possibilités offertes dans les dents creuses.

Sa délimitation poursuit deux objectifs : celui du renforcement des espaces bâtis existants du Centre-Bourg et du Donnier et celui d'économie de la consommation d'espace. Ainsi, elle favorise une urbanisation cohérente permettant d'optimiser l'espace.

Ce secteur correspond à un grand tènement localisé entre le Centre-Bourg et le Donnier. La délimitation de cette zone s'appuie sur les limites des deux zones urbaines voisines. Il s'étend légèrement au nord du Donnier sur un tènement contigu au Centre-Bourg. Ce secteur n'est pas exploité.

Deux objectifs particuliers justifient sa délimitation en zone AU :

- la volonté de redonner au bourg une véritable dimension de centre de village tout en permettant d'optimiser l'espace,
- le souhait de sécuriser la traversée du bourg dans une démarche d'aménagement globale et cohérente.

L'urbanisation de la zone est soumise au respect des dispositions prévues dans le cadre d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation qui définit les conditions de sa constructibilité.

#### Le règlement

Les articles 1 et 2 permettent l'implantation des constructions à vocation d'habitat. Le règlement précise notamment que les constructions devront respecter l'Orientation d'Aménagement et de Programmation écrite.

L'article 5 stipule que les terrains doivent permettre la réalisation d'un assainissement individuel conforme à la réglementation en vigueur.

Les articles 6 et 7 reprennent les dispositions du règlement de la zone UB, et ce afin de conserver un tissu aéré au sein des nouveaux espaces d'urbanisation.

L'article 10 impose une hauteur des constructions à 9m au faîtage. La définition de cette hauteur repose sur la volonté de matérialiser une distinction avec les secteurs du Centre-Bourg et du Donnier.

L'article 11 vise la bonne intégration des nouvelles constructions dans l'environnement bâti que ce soit en termes de volumétrie, de matériaux, de formes. Les règles sont volontairement restreintes permettant une appréciation des projets au cas par cas. Cet article reprend les mêmes prescriptions que pour les zones UA voisines.

L'article 13 impose que les surfaces libres de construction doivent être végétalisées et non imperméabilisées sur au moins 30% de leur surface. L'objectif est à la fois de marquer une distinction avec les zones bâties voisines mais également de permettre une urbanisation du secteur tout en maintenant une part d'espace de pleine terre suffisante à l'infiltration des eaux de pluie.

L'article 14 n'est pas règlementé, la densité résultant de la combinaison des règles relatives à la hauteur et à l'implantation des constructions ainsi qu'aux espaces libres végétalisés.

### 3.3. La zone agricole

Il s'agit d'une zone agricole qu'il convient de protéger pour sa vocation économique, sociale et patrimoniale, mais également pour son rôle écologique et paysager dans l'équilibre des écosystèmes naturels.

La zone Agricole est divisée en quatre sous-secteurs :

- le secteur A qui est un secteur correspondant aux coteaux agricoles de Velanne ainsi qu'aux sièges des exploitations agricoles
- le secteur Ah correspondant aux hameaux et écarts situés en zone agricole, et où sont autorisées les constructions d'annexes, les extensions et les rénovations des constructions existantes uniquement dans un souci de lutte contre le mitage et de préservation du caractère agricole de la zone.
- le secteur Aco, secteur qui correspond aux continuités écologiques et aux liaisons permettant le déplacement des animaux, dans lesquelles l'activité agricole doit se concilier aux enjeux environnementaux.
- le secteur Azh, secteur agricole accueillant les zones humides.

***La zone N comprend des secteurs où en raison de la présence de risques naturels forts, moyen ou faibles, des prescriptions particulières sont imposées aux constructions autorisées dans la zone selon le type de risques. Ces secteurs sont repérés sur le document graphique par des hachures rouges (inconstructibles) ou des hachures bleues (constructibilité limitée). Dans ces secteurs, le pétitionnaire devra obligatoirement se référer aux prescriptions spéciales de la carte des aléas jointe en annexe du présent PLU, pour connaître la nature du risque et les prescriptions s'y référant.***

#### Le zonage

La zone agricole A correspond à l'ensemble des parties du territoire cultivées et recevant des constructions à usage agricole. Sa délimitation vise à préserver la vocation agricole des terrains concernés et à permettre le développement des exploitations existantes. Sa délimitation s'appuie sur l'inventaire des sièges d'exploitation et des distances de recul inhérentes aux bâtiments d'élevage.

Le secteur agricole habité (Ah) représente un ensemble de constructions de tiers isolées en secteur agricole. Il s'agit soit d'anciennes exploitations, soit de constructions plus récentes éparpillées dans la plaine agricole. Ces secteurs sont délimités de façon à permettre la réalisation d'extensions mesurée de la construction et la réalisation d'annexes uniquement. Les contours sont dessinés en fonction des limites parcellaires lorsqu'elles ont une taille « raisonnable », sinon elles sont redécoupées pour conserver au minimum une quinzaine de mètres autour des constructions.

Le secteur Agricole corridor écologique (Aco) correspond aux continuités écologiques entre milieux naturels et aux liaisons permettant le déplacement des animaux.

Le secteur Agricole des zones humides (Azh) correspond aux terres agricoles accueillant des zones humides.

### Le règlement

L'article 1 du règlement protège la zone de toutes les occupations ou utilisations du sol qui n'auraient pas un lien avec l'activité agricole et reprend ainsi les dispositions de l'article R.123-7 du Code de l'Urbanisme. Il interdit notamment toutes les constructions et installations en zones Aco et Azh.

L'article 2 autorise :

- en zone A : les constructions liées et nécessaires aux exploitations agricoles. Le logement de fonction est conditionné par l'existence ou non d'un logement vacant et l'implantation de la future construction par rapport à l'exploitation. Il autorise également l'extension des logements de fonction à hauteur de 30% de la surface de plancher existante dans la limite de 50m².
- en zone Ah : l'aménagement, l'extension, le changement de destination, la restauration des constructions existantes et les annexes détachées.

L'article 5 stipule que les terrains doivent permettre la réalisation d'un assainissement individuel conforme à la réglementation en vigueur.

Les articles 6 et 7 imposent une implantation des constructions soit à l'alignement des voies et des limites séparatives soit avec un retrait de 3m par rapport aux voies et de 5m par rapport aux limites séparatives. Les installations classées doivent respecter un éloignement minimum de 10 m des limites séparatives. Ces dispositions visent notamment à protéger les constructions des éventuelles nuisances liées aux exploitations agricoles.

L'article 10 impose une hauteur des constructions à 10m au faîtage. La définition de cette hauteur permet de respecter le volume des constructions existantes.

L'article 11 fait la distinction entre les bâtiments à usage agricole et les bâtiments à usage de logement qui répondent à la même logique que les constructions intégrées dans les zones UA, afin de conserver une cohérence du bâti à l'échelle de la commune.

L'article 13 impose en zone Ah qu'une surface minimum de 40% de la surface totale de la parcelle soit perméable, l'objectif étant de limiter de fait l'extension des constructions dans des secteurs à priorité agricole.

## **3.4. Les zones naturelles**

La zone N est un espace naturel, à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique.

La zone N comprend cinq secteurs :

- le secteur N qui est un secteur de protection de milieux naturels fragiles où seules les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisées.
- le secteur Nh qui est un secteur naturel de hameaux et écarts où sont autorisées les constructions d'annexes et les extensions rénovations des constructions existantes uniquement dans un souci de lutte contre le mitage et de préservation du caractère naturel de la zone.
- le secteur Neq qui est un secteur naturel où sont autorisés les aménagements légers de loisirs et sportifs. Le terrain de football de la commune est intégré dans cette zone proche de zones de marais protégés.

- le secteur Nco, correspondant aux continuités écologiques entre milieux naturels et aux liaisons permettant le déplacement des animaux.
- le secteur Nzh, secteur naturel accueillant les zones humides.

***La zone N comprend des secteurs où en raison de la présence de risques naturels forts, moyen ou faibles, des prescriptions particulières sont imposées aux constructions autorisées dans la zone selon le type de risques. Ces secteurs sont repérés sur le document graphique par des hachures rouges (inconstructibles) ou des hachures bleues (constructibilité limitée). Dans ces secteurs, le pétitionnaire devra obligatoirement se référer aux prescriptions spéciales de la carte des aléas jointe en annexe du présent PLU, pour connaître la nature du risque et les prescriptions s'y référant.***

### Le zonage

La zone N vise la protection des vallons du ruisseau de Malafossant et de ses affluents, des vallons du ruisseau des Rajans et de ses affluents ainsi que les secteurs boisés du coteau de Corézin. Ses limites ont été définies conjointement avec celles de la zone Agricole. En effet, la limite entre les deux types de zone est parfois ténue. Les découpages de la zone N sont également liés aux limites des surfaces urbanisées aujourd'hui.

Les secteurs Nh correspondent aux hameaux et écarts du territoire qui sont situés en déconnexion de l'urbanisation constituée. Il s'agit donc de constructions isolées sur l'ensemble du territoire dans des secteurs à vocation naturelle première. Le zonage consiste donc à détourner les constructions existantes tout en laissant une marge de manœuvre pour la réalisation d'annexes ainsi que pour la réalisation des systèmes d'assainissement autonome. Les limites s'appuient donc sur les limites parcellaires lorsqu'elles ont une taille « raisonnable », sinon elles sont redécoupées pour conserver au minimum une quinzaine de mètres autour des constructions.

La zone Neq intègre le terrain de football de la commune situé à proximité de zones de marais protégés. Sa délimitation s'appuie sur les équipements existants et tient compte du projet de création d'une aire de jeux.

Le secteur Naturel corridor écologique (Nco) correspond aux continuités écologiques entre milieux naturels et aux liaisons permettant le déplacement des animaux.

Le secteur Naturel des zones humides (Nzh) correspond aux espaces naturels accueillant des zones humides ainsi que « L'Etang Neuf ».

### Le règlement

L'article 1 du règlement protège la zone N en interdisant toutes nouvelles constructions et installations hormis celles autorisées à l'article 2, afin d'affirmer le caractère strictement naturel du secteur. Il interdit notamment toutes les constructions et installations en zones Nco et Nzh.

L'article 2 autorise uniquement :

- en zone Nh : l'aménagement, l'extension, la restauration, le changement de destination des constructions existantes et les annexes détachées.
- En zone Neq : les constructions liées aux sports et loisirs.

Ces restrictions visent à affirmer et préserver le caractère naturel de ces secteurs.

L'article 5 stipule que les terrains doivent permettre la réalisation d'un assainissement individuel conforme à la réglementation en vigueur.

Les articles 6 et 7 imposent une implantation des constructions soit à l'alignement des voies et des limites séparatives soit avec un retrait de 3m. Ces dispositions sont suffisamment souples, permettant ainsi de respecter la morphologie hétéroclite des écarts.



L'article 10 impose le respect du caractère de la zone. Aussi les hauteurs sont limitées à 5m en zone N et Neq et à 9m en zone Nh et ce afin de ne pas porter atteinte aux lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

L'article 11 vise la bonne intégration des nouvelles constructions dans l'environnement bâti que ce soit en termes de volumétrie, de matériaux, de formes. Les règles sont volontairement restreintes permettant une appréciation des projets au cas par cas.

L'article 13 impose une surface perméable d'au moins 40% en zone NH et 70% en zone Neq par rapport à la surface totale de la parcelle, l'objectif étant de limiter de fait l'extension des constructions dans des secteurs à vocation naturelle.

### 3.5. La carte d'aléas et sa traduction réglementaire

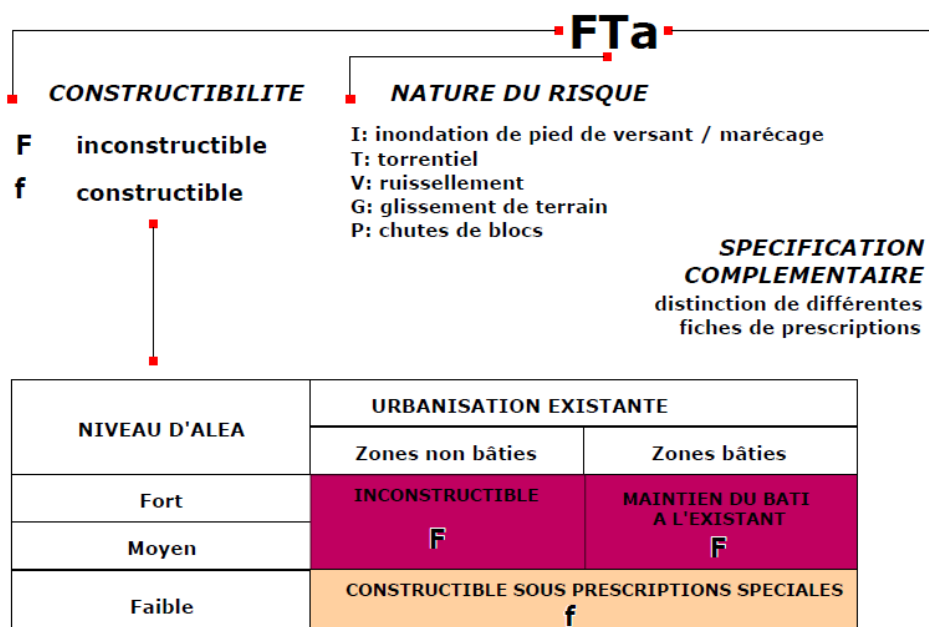
Comme rappelé page 48, la commune de Velanne est soumise à de nombreux aléas qui ont fait l'objet d'une carte d'aléas validé en novembre 2012. Cette carte en tant que tel n'a pas de valeur réglementaire tant qu'elle n'est pas traduite dans le règlement et le zonage du PLU. Ainsi, pour faciliter cette traduction réglementaire, le bureau d'étude Alpes-Géo-Conseil a traduit l'ensemble des aléas faibles, moyens et forts en secteurs inconstructibles et constructibles sous conditions. Cette synthèse respecte les orientations générales définies par le Guide de prise en compte des risques naturels dans les documents d'urbanisme (version février 2009), conçu par la DDT/SPR.

Ainsi, sur la carte des aléas, on remarque que 3 niveaux d'aléas sont définis, en fonction de la combinaison de leur occurrence et leur intensité :

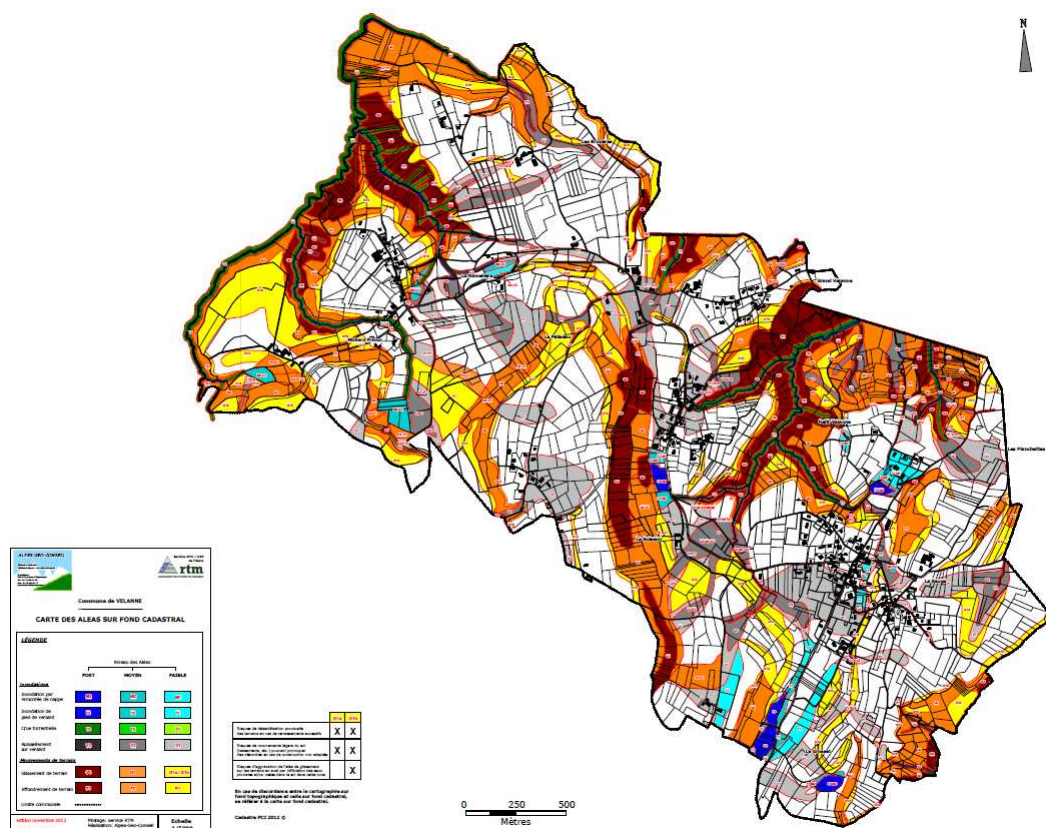
- les zones d'aléas forts, notées 3 ;
- les zones d'aléas moyens, notées 2 ;
- les zones d'aléas faibles, notées 1.

Chacun des aléas est détaillé dans la notice explicative d'Alpes-Géo-Conseil, jointe en annexe du présent PLU.

Afin de mesurer le degré de vulnérabilité des secteurs urbanisés concernés, Alpes-Géo-Conseil a croisé les niveaux d'aléas avec les enjeux du territoire communal ; les enjeux principaux correspondent aux espaces urbanisés ainsi qu'aux infrastructures et équipements de service (voies de communications, ponts, locaux techniques). Ce croisement de niveaux d'aléas et d'enjeux a permis de déterminer les secteurs qui doivent être inconstructibles et ceux qui peuvent être constructibles, mais sous conditions spécifiques. C'est ce qui a permis de réaliser la carte page suivante (ligne inférieure du tableau), dont la légende est reprise ci-après :

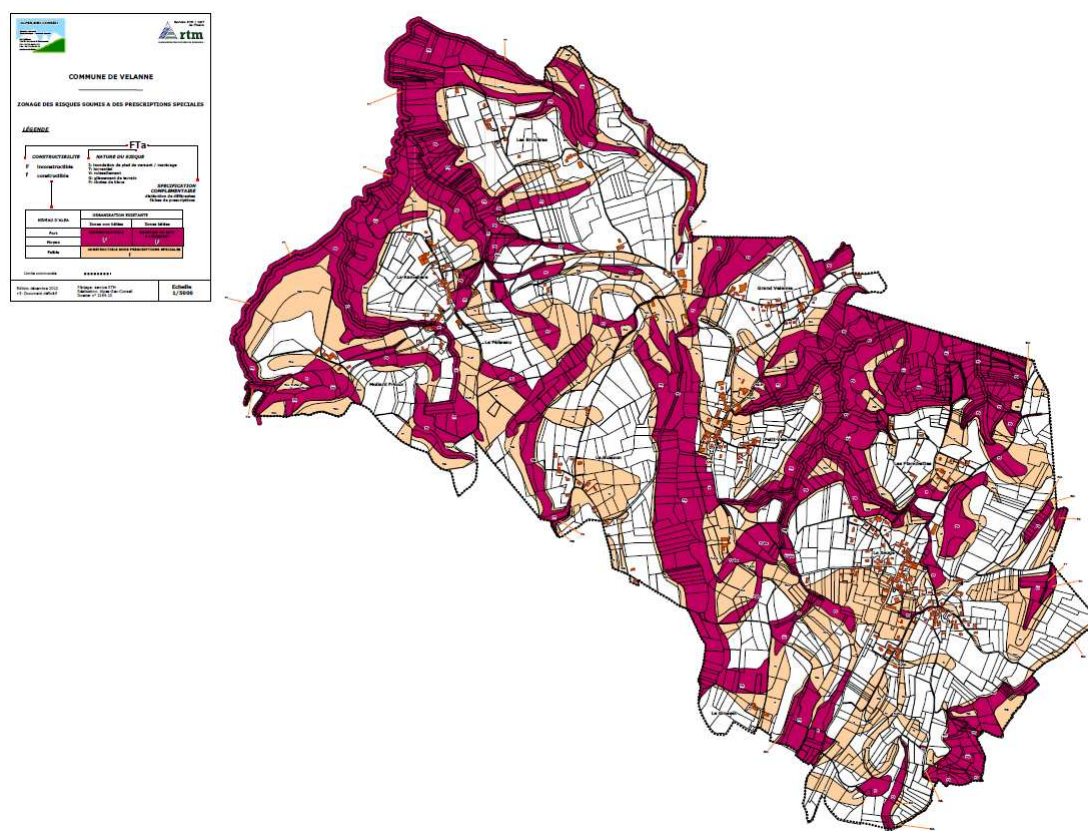


## Carte des aléas



Source : Alpes-Géo-Conseil

## Carte des risques qui croise les aléas et les enjeux pour déterminer les secteurs inconstructibles et les secteurs constructibles sous conditions



Source : Alpes-Géo-Conseil

### **Aléas forts :**

L'aléa fort est systématiquement classé en inconstructible :

- soit parce qu'il présente un péril pour la vie des personnes (glissement de type coulée de boue, crue torrentielle avec charriage violent de matériaux sur une hauteur importante, etc.),
- soit parce qu'il peut aboutir à la destruction du bâti (glissement progressif fissurant sérieusement les structures, affouillement des façades par des écoulements torrentiels pouvant menacer leur stabilité, etc.)
- soit parce qu'il s'avère nécessaire d'assurer un libre écoulement des eaux sur une cette largeur du terrain (fossé, thalweg naturel ou artificiel, lit mineur d'un cours d'eau, etc.).

### **Aléas moyens :**

En général, l'aléa moyen est considéré comme inconstructible quant les dispositifs de protection individuels (étude géotechnique d'adaptation du projet sur la parcelle à bâtir, surélévation des ouvertures, etc.) sont insuffisants pour ramener l'aléa à un niveau acceptable pour le projet (faible ou nul).

Pour envisager un projet d'aménagement particulier, l'aléa moyen exigerait que le risque soit précisé par une étude spécifique traitant la dynamique d'ensemble d'un bassin versant et qu'elle définisse les conditions d'adaptation du projet (étude de stabilité de versant dans le cas de mouvements de terrain par exemple). Les investigations devraient donc dépasser le périmètre de la parcelle à bâtir, ce qui imposerait de s'assurer l'accord des propriétaires fonciers. Du fait des techniques engagées (différents types de sondages géotechniques et géophysiques pour les mouvements de terrain, modélisation hydraulique, relevés topographiques précis, etc.), le montant élevé de l'étude et des travaux de protection à réaliser nécessiterait un maître d'ouvrage de type collectif.

Enfin, cette étude pourrait conclure à l'inconstructibilité de toute ou partie de la zone d'enjeu, s'il s'avérait difficile de concevoir un dispositif qui assure une protection suffisante à un coût raisonnable pour la collectivité, ou si le risque résiduel en cas de défaillance de l'ouvrage s'avérait trop important.

### **Aléas faibles :**

La notion d'aléa faible suppose qu'il n'y a pas de risques pour la vie des personnes, ni pour la pérennité des biens. La protection de ces derniers peut être techniquement assurée par des mesures spécifiques, dont la mise en œuvre relève de la responsabilité du maître d'ouvrage.

Certaines de ces prescriptions, telles que l'interdiction du rejet des eaux pluviales et usées dans le sol, peuvent cependant se traduire dans les faits par l'inconstructibilité des terrains, s'il n'y a pas de possibilités alternatives (raccordement au réseau ou rejet dans un émissaire capable de les recevoir sans aggravation des risques et dans le respect des normes sanitaires).

Ainsi, des zones urbaines peuvent être classées constructibles sous prescriptions spéciales.

Pour ce qui est des zones A et N, un paragraphe dans le chapeau introductif de chaque zone rappelle que « *des secteurs sont repérés sur le document graphique par des hachures rouges (inconstructibles) ou des hachures bleues (constructibilité limitée). Dans ces secteurs, le pétitionnaire devra obligatoirement se référer aux prescriptions spéciales de la carte des aléas jointe en annexe du présent PLU, pour connaître la nature du risque et les prescriptions s'y référant* ».

### **Justification des mesures prises pour interdire les constructions**

En faisant correspondre la carte des risques avec le découpage des zones du document graphique du PLU, il s'avère que toutes les zones U et AU sont concernées localement par des risques forts ou moyens identifiés dans la carte des aléas.

Ces risques moyens et forts entraînent une inconstructibilité de la zone et un maintien du bâti à l'existant. L'ensemble de ces secteurs est repéré en zone rouge sur le document graphique. La dénomination de chacune des zones est complétée par un indice selon le type de risques. Le tableau ci-après reprend chacun de ces indices avec le type d'aléas et les règles des articles 1 et 2 du règlement associé.



	<b>FT</b>	<b>FI</b>	<b>FV</b>	<b>FG</b>
Nature de l'aléa	Aléa fort et moyen de crues torrentielles Aléa fort de ruissellement	Aléa fort et moyen d'inondation de pied de versant	Aléa moyen de ruissellement	Aléa fort et moyen de glissement de terrain – Effondrement de terrain
Article 1 du règlement des zones concernées	Est interdit tout projet nouveau, hormis les exceptions ci-dessous			
Article 2 du règlement des zones concernées Sont autorisé	les travaux courants d'entretien et de gestion des constructions et installations existantes, notamment les aménagements internes, les traitements de façades, la réfection des toitures.			
	les constructions, les installations nécessaires au fonctionnement des services d'intérêt collectif ou général déjà implantés dans la zone, les infrastructures (notamment les infrastructures de transports, de fluides, les ouvrages de dépollution), les équipements et ouvrages techniques qui s'y rattachent, sous réserve que le maître d'ouvrage prenne des dispositions appropriées aux risques, y compris ceux créés par les travaux ;			
	tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques, notamment ceux autorisés au titre de la Loi sur l'Eau (ou valant Loi sur l'Eau), et ceux réalisés dans le cadre d'un projet global d'aménagement et de protection contre les inondations.			
	la réparation de bâtiments sinistrés dans le cas où les dommages n'ont pas de lien avec le risque à l'origine du classement en zone interdite	la reconstruction ou la réparation de bâtiments sinistrés dans le cas où les dommages n'ont pas de lien avec le risque à l'origine du classement en zone interdite		
		sous réserve complémentaire qu'ils ne fassent pas l'objet d'une occupation humaine permanente, les abris légers même s'ils sont fermés, les extensions et annexes de moins de 20m <sup>2</sup> sur les façades non exposées, les hangars non fermés ou non clos, les bassins et piscines privés	sous réserve complémentaire qu'ils ne fassent pas l'objet d'une occupation humaine permanente, les abris légers même s'ils sont fermés, les extensions et annexes de moins de 20m <sup>2</sup> , les hangars non fermés ou non clos ;	

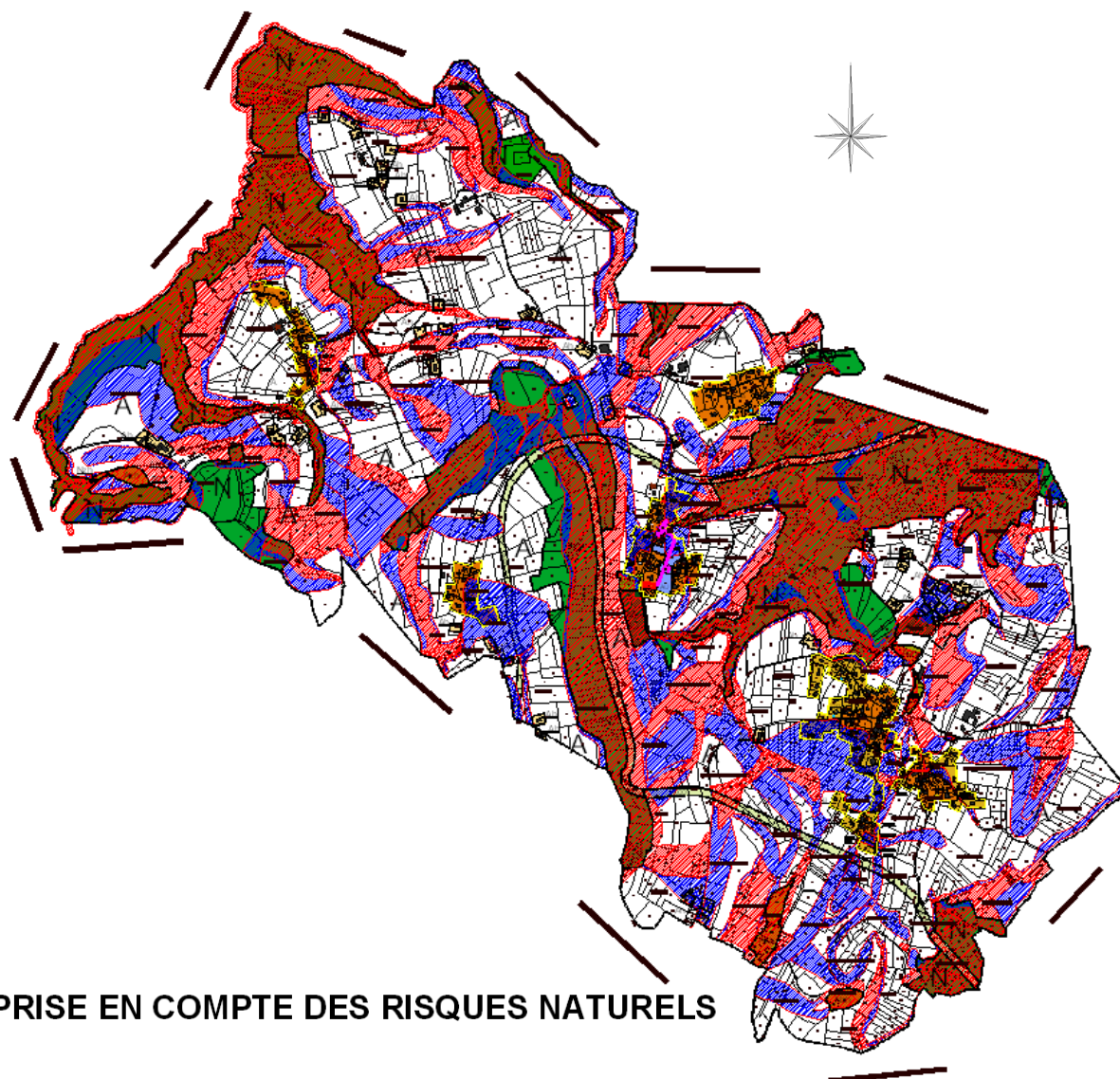
### Justification des mesures prises pour limiter la constructibilité

De la même manière que précédemment, en faisant correspondre la carte des risques avec le découpage des zones du document graphique du PLU, il s'avère que toutes les zones U et AU sont concernées localement par des risques faibles identifiés dans la carte des aléas.

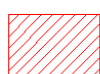
Ces risques faibles entraînent des prescriptions spéciales pour les autorisations à construire. L'ensemble de ces secteurs est repéré en zone bleue sur le document graphique. La dénomination de chacune des zones est complétée par un indice selon le type de risques. Le tableau ci-après reprend chacun de ces indices avec le type d'aléas et les règles des articles 1 et 2 du règlement associé.

	<b>fl et fl'n</b>	<b>fV</b>	<b>fGa</b>	<b>fGb</b>	<b>fF</b>
Nature de l'aléa	Aléa faible d'inondation de pied de versant	Aléa faible de ruissellement – crues torrentielles	Aléa faible de glissement de terrain	Aléa faible de glissement de terrain	Aléa faible d'effondrement de terrain
<p>Article 2 du règlement des zones concernées</p> <p>Sont autorisés pour les nouvelles constructions</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Application d'un RESI de 0.5</li> <li>- Surélévation du niveau 0 (plancher habitable et plancher fonctionnel) de 0.5m de hauteur au-dessus du terrain naturel.</li> </ul>	<p>Aménagement des accès prioritairement par l'aval, ou réalisés de manière à éviter toute concentration des eaux en direction des ouvertures du projet.</p> <p>Surélévation des ouvertures <u>des façades exposées</u> de 0.5m de hauteur au-dessus du terrain naturel ou protection des ouvertures par des ouvrages déflecteurs (muret, butte, terrasse, etc.) de plus de 0.5m de hauteur sans aggraver le risque sur les terrains environnants.</p>	<p>Maîtrise des rejets des eaux usées, pluviales de drainage : rejets obligatoirement dans les réseaux existants ou dans un exutoire superficiel capable de recevoir un débit supplémentaire sans aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux.</p> <p>Adaptation de la construction et des travaux à la nature du terrain.</p>	<p>Maîtrise des rejets des eaux usées, pluviales de drainage : rejets obligatoirement dans les réseaux existants ou dans un exutoire superficiel capable de recevoir un débit supplémentaire sans aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux.</p> <p>Adaptation de la construction et des travaux à la nature du terrain.</p> <p><b>Infiltration dans le sol des eaux usées, pluviales de drainage, donc strictement interdite.</b></p>	
				Interdiction de construction de piscine.	

## Plan de zonage final du PLU avec l'ensemble des contours des zones



### PRISE EN COMPTE DES RISQUES NATURELS



#### **Secteurs inconstructibles**

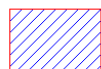
(au titre de l'article R.123-11 b) du Code de l'Urbanisme)

**FT** Crue torrentielle (aléa fort)

**FI** Inondations pied de versant - Marécages (aléas moyens et forts)

**FV** Ruissellement sur versant (aléa moyen)

**FG** Glissement de terrain (aléa moyen)



#### **Secteurs à constructibilité limitée**

(au titre de l'article R.123-11 b) du Code de l'Urbanisme)

**fl, fl'n** Inondations pied de versant (aléa faible)

**fv** Ruissellement sur versant - crue torrentielle (aléa faible)

**fGa, fGb** Glissement de terrain (aléa faible)

**fF** Effondrement de terrain (aléa faible)

### **Carte des aléas et mesures de protection** (source : rapport de présentation de la carte des aléas naturels)

Du fait des enjeux économiques modestes, les ouvrages et travaux de protection existants sont réduits et se limitent à la remise en état des talus, souvent avec enrochements secs (route du Mont Velanne en particulier), le creusement et l'entretien des fossés de la voirie communale et départementale. Il n'y a pas de protection contre les risques naturels plus spécifiques.

Néanmoins, l'incidence de ces aménagements sera faible sur la réduction des risques d'inondation à Velanne. Aussi, il est recommandé la réalisation de certains aménagements :

- Aménagement de bassins tampons collectifs :

La création de bassins tampon collectifs pourrait permettre de réguler les débits se jetant dans les ravins, donc atténuer à la fois les crues torrentielles sur les communes en aval, et la progression du ravinement en bordure des ravins.

Au carrefour de la route du Mont Velanne et de la RD28d, les terrains pourraient être ainsi légèrement reprofilés avec la création d'un petit cavalier de manière à accentuer l'effet de stockage des eaux pluviales provenant de la RD 28d et réguler les débits de sortie (en prévoyant peut-être une plus juste répartition entre les 2 bassins versants, ce qui implique la création de fossés en aval, notamment dans le bourg).

- Travaux de stabilisation des berges

Parallèlement, certaines berges des ruisseaux seraient à stabiliser, en priorité :

- o à Grand Velanne (amorce de la Combe de Pierre Cherd) ;
- o et à Petit Velanne (affluent du Ruisseau du Malafossant) où il s'avère fondamental de bien dégager le chenal entre la sortie de buse en aval de la route du Bourg et le ravin pour éviter tout risque d'affouillement de la façade du bâtiment en pisé, rive gauche.

D'une manière générale, les espaces protecteurs (haies, ripisylve, zones humides, boisements, ...) doivent être préservés. Par ailleurs, tout usage ou couverture du sol assurant une meilleure capacité d'infiltration des eaux pluviales réduit les risques de ruissellement et de ravinement.

## **3.6. Les composantes particulières des documents graphiques et du règlement**

### **Emplacement réservé pour voies, ouvrages publics, installations d'intérêt général et espaces verts**

Présentation de la servitude



En application des articles L.123-1-5-8° et R.123-1 1 d) du Code de l'Urbanisme, des emplacements réservés pour voies, ouvrages publics, installations d'intérêt général et espaces verts sont inscrits dans le P.L.U. Les 2 emplacements réservés sont délimités sur les documents graphiques du P.L.U. par une trame à croisillons rouges avec un numéro et sont décrits dans la liste suivante :

	Secteur – n° de parcelle	Surface approximative	Destination	Bénéficiaire
ER 1	Carrefour cimetière RD 28c Parcelle n°AC n°99	1 530 m <sup>2</sup>	Création d'une voirie de desserte pour une future opération + aire de	Commune

	Secteur – n° de parcelle	Surface approximative	Destination	Bénéficiaire
			stationnement	
ER 2	Carrefour cimetière RD 28c et RD 28d Parcelle n°AC n°24	450 m²	Aménagement paysager pour marquer l'entrée du bourg et pour améliorer la visibilité	Commune

### Effets de la servitude

Toute construction ou aménagement dont la destination est différente de celle prévue par l'emplacement réservé est interdite.

Un droit de délaissement est ouvert au propriétaire d'un terrain couvert par un emplacement réservé, conformément aux dispositions de l'article L.123-17. Il a ainsi la possibilité de mettre la collectivité ou l'organisme public, bénéficiaire de la réserve, en demeure d'acquérir son terrain.

Dans le cas d'un terrain partiellement couvert par un emplacement réservé, les calculs de surfaces définis aux articles 9 (emprise au sol) et 13 (espaces libres et plantations) du règlement tiennent compte de l'éventuelle présence d'un emplacement réservé sur le terrain.

Pour l'emprise au sol, le calcul prend en compte l'intégralité de la surface du terrain, même si le terrain est grevé par un emplacement réservé. Les pourcentages d'espaces verts se calculent sur la base de la surface de terrain restant, déduction faite des surfaces des emplacements réservés.

Les limites de l'emplacement réservé peuvent servir de base aux implantations des constructions telles que définies à l'article 6 (implantation par rapport aux voies) du règlement.

### Servitude de projets d'équipements publics



#### Présentation de la servitude

L'article L.123-2-c du Code de l'urbanisme offre la possibilité aux communes d'instituer une servitude consistant à indiquer dans les zones urbaines ou à urbaniser du PLU, la localisation approximative et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements.

La servitude est délimitée sur les documents graphiques du P.L.U. par une trame triangulaire bleue avec un numéro et est décrite dans la liste suivante :

	Secteur – n° de parcelle	Surface approximative	Destination	Bénéficiaire
SPEP 1	Secteur Donnier-Bourg Parcelles AC n°59, 100, 101, 103, 108, 114, 148, 149, 150, 190	3 380 m²	Création d'une voirie de desserte pour une future opération	Commune

### Effets de la servitude

Toute construction ou aménagement dont la destination est différente de celle prévue par l'emplacement réservé est interdite.

### **Secteurs dont la constructibilité est limitée en raison de risques liés à l'hygiène**

#### **Présentation de la servitude**



En application des dispositions de l'article R.123-11-b du Code de l'Urbanisme, un contour pointillé orange spécifique indiquant les secteurs dont la constructibilité est limitée est porté sur les documents graphiques du P.L.U. en superposition du zonage.

#### **Effets de la servitude**

Sur les secteurs identifiés au plan de zonage, pour toute nouvelle construction, l'assainissement individuel est obligatoire si les conditions techniques le permettent.

### **3.7. Comparaison entre les objectifs affichés et le zonage du PLU : gestion économe de l'espace pour le logement**

Les objectifs de la commune consistent en la réalisation d'environ 32 logements sur une surface de **3 ha** en prenant en compte un coefficient multiplicateur de 1,5 et une superficie par logement de 700 m<sup>2</sup> pour de l'habitat individuel et 350 m<sup>2</sup> pour les autres formes d'habitat.

**Le total du gisement foncier identifié au sein du PLU est de 3,3 ha, répartis de la manière suivante :**

- le PLU prévoit la mise en place d'un seul site de développement en extension afin de permettre la réalisation de l'objectif de logements. Cette zone AU de 1,7 ha fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation qui prévoit la réalisation d'environ 16 nouvelles constructions.
- Les dents creuses restantes en zone U concernent environ 1,6 ha, ce qui permettrait la création de 16 logements. Une Orientation d'Aménagement et de Programmation a notamment été réalisée sur le secteur du Grand-Velanne. Celle-ci prévoit la réalisation de 13 logements.

La surface nette offerte par le PLU s'élève donc à 3,3 ha. Cette surface comprend notamment un coefficient multiplicateur de 1,5 par rapport à la surface brute effectivement nécessaire pour la construction de logements. Cette surface brute s'élève donc à 2,2 ha. Compte tenu de la typologie fixée par le SCoT, cela signifierait la création d'environ 33 logements.

**Tableau comparatif entre la consommation d'espaces réalisées  
entre 2001 et 2012 et la consommation d'espace projetée entre 2012 et 2022**

		<b>Nb de logements</b>	<b>Surfaces consommées</b>	<b>Taille moyenne des parcelles</b>
Période 2001 - 2012		29	5,1 ha	1 760 m <sup>2</sup>
Période « PLU » : 2012-2022	Objectifs PADD	32	2 ha (on retire les surfaces correspondantes au coeff. de 1,5)	625 m <sup>2</sup>
	Plan de zonage	33	2,2 ha (on retire les surfaces)	635 m <sup>2</sup>



			correspondantes au coeff. de 1,5)	
--	--	--	--------------------------------------	--

Le zonage répond donc aux objectifs du PADD (3,3 ha contre un besoin de 3 ha) avec une marge de manœuvre légèrement supérieure, tout en affichant une nette diminution de la consommation d'espaces par rapport à la période 2001-2012. Pour mémoire, la consommation d'espaces effective entre 2001 et 2012 était de 5,1 ha. La consommation d'espaces projetée d'ici à 2022 est donc réduite de 37% par rapport à la période précédente.

Cette modération de la consommation d'espaces est notamment rendue possible par le déclassement de certains secteurs constructibles au sein de la carte communale et leur intégration en zone naturelle ou agricole dans le PLU.

En outre, les surfaces consommées au sein de la zone AU intègrent de nombreux espaces publics tels que les voiries, continuités piétonnes et espaces verts ou paysagers. Les surfaces dédiées à ce type d'espaces sont autant d'hectares à déduire de la surface réellement consommée par les logements réalisés dans le cadre de ces opérations (de l'ordre de 15 à 20%). S'appuyant sur le centre-ville, les secteurs d'habitations constitueront des formes urbaines relativement denses et économes en espace.

Au final, le zonage donne la possibilité de réaliser environ 33 logements sur une surface totale de 2,1 ha (on retire les surfaces correspondantes au coefficient de 1,5), ce qui permet de donner une moyenne par logement nouveau de 635 m<sup>2</sup> environ (sans compter les réhabilitations).

Par ailleurs, il appartiendra aux élus, 3 ans après l'approbation du PLU, de faire un bilan de la construction de logements afin de vérifier la cohérence entre les objectifs cités ci-dessus et leur réalisation effective. Pour ce faire, le tableau suivant pourra servir d'indicateur de suivi de la réalisation de la construction de logements :

		Secteur « Centre-Bourg »	Dents creuses restantes dans les zones U
Surface restante du secteur à l'approbation du PLU		1,7 ha	1,5 ha
Nbr de logements prévu à l'approbation du PLU		16 logts	16 logts
Surface effectivement consommée au 1 <sup>er</sup> janvier 2017			
Nb total de logements construits au 1 <sup>er</sup> janvier 2017	Nb de logements individuels		
	Nb de logements collectifs		
	Nb de logements intermédiaires		

### **3.8. Vérification de la compatibilité du PLU avec les normes et documents supra-communaux**

#### **Loi Montagne**

Comme rappelé page 47, le PLU de Velanne est concerné par la Loi Montagne dont les dispositions en matière d'urbanisme imposent notamment le principe d'extension de l'urbanisation en continuité de l'existant.

La question de la continuité a été appréhendée de la manière la plus restrictive possible :

- La limite des zones urbaines (UA et UB) reprend la limite du tissu bâti existant, sans dépasser une distance de 80m par rapport aux bâtiments existants, conformément aux dispositions de la Loi Montagne.
- Les zones d'urbanisation future sont délimitées au sein des enveloppes urbaines existantes du Bourg et du hameau du Grand-Velanne, permettant un renforcement des secteurs déjà urbanisés et donc une préservation des espaces naturels et agricole de la commune.
- les constructions nouvelles sont interdites dans les secteurs de pastillages, principalement en zones Ah et Nh, y compris pour les annexes détachées : se référer aux articles 1 des zones Ah et Nh aux pages 30 et 36 du règlement.

Par ailleurs, le territoire n'accueillant aucun étang, le PLU n'est pas soumis aux règles de recul par rapport aux plans d'eau.

Compte tenu de ces éléments, le principe de compatibilité entre le PLU et les dispositions de la Loi Montagne est respecté.

#### **SCoT de la Région Urbaine de Grenoble et PLU**

**Comme rappelé page 66, le PLU de Velanne doit être en mesure de réserver 3 ha de surface pour envisager la construction de 32 logements entre 2012 et 2022, et ce afin de respecter la logique de répartition des objectifs du SCOT.**

Comme vu page précédente, le zonage du PLU affiche 3,2 ha de potentiels effectivement constructibles, soit 6% de plus que ce qui est demandé par le SCOT concernant le logement. L'écart est donc acceptable pour maintenir la compatibilité entre les deux documents d'urbanisme.

#### **PLH du Pays Voironnais et PLU**

Pour être compatible avec le PLH du Pays Voironnais, le PLU de Velanne doit pouvoir répondre aux cinq objectifs suivants :

- Maitriser l'organisation du développement résidentiel et promouvoir de nouvelles façons d'habiter le territoire

Le PLU, via le PADD, le zonage et le règlement, priorise le développement communal sur le secteur du Centre-Bourg afin de renforcer son rôle de pôle local. Il identifie également le hameau du Grand-Velanne comme secteur privilégié de développement. Les autres hameaux seront uniquement confortés dans leurs limites actuelles et les bâtiments isolés ne pourront réalisés que des extensions limitées de l'existant. Cette organisation du développement résidentielle permet de conforter la hiérarchie des pôles composant le territoire.

- Renforcer l'offre en logements abordables et favoriser les trajectoires résidentielles

Le PLU, via l'Orientation d'Aménagement et de Programmation du Centre-Bourg, prévoit la réalisation d'une construction comportant au moins 4 logements sociaux sur un terrain communal. Ainsi, le PLU matérialise concrètement l'obligation de réalisation de logements locatifs sociaux sur la commune.

- Rénover les quartiers, réhabiliter, améliorer et adapter les logements existants

Le PLU, via le zonage, le règlement et les Orientations d'Aménagement et de Programmation ne s'oppose pas aux travaux de rénovation et de réhabilitation des bâtiments existants.

- Répondre aux besoins spécifiques de logement et d'accueil

Le PLH demande à la commune de Velanne de mettre en œuvre une capacité de production de 15 à 20 logements sur la période 2012-2017, dont 4 logements sociaux.

Le PLU respecte les objectifs du PLH. En effet, considérant le rythme de construction de 3,2 logements par an (progression linéaire nécessaire pour atteindre 32 logements nouveaux en 2022), 16 nouveaux logements devraient être construits d'ici à 2017.

Grâce au tableau proposé page 95, les élus pourront vérifier si les 16 logements (soit la moitié des 32 logements pour 2022) ont été construits, dont 4 logements sociaux.

- Consolider la gouvernance, renforcer l'animation et le pilotage du PLH

Le tableau page précédente pourra servir à nourrir le futur observatoire du PLH par rapport à la construction en logements et la consommation d'espaces.

## **PARTIE III : INCIDENCES ET PRISE EN COMPTE DE L'IMPACT DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT**

# CHAPITRE I : LES IMPACTS DU PLAN LOCAL D'URBANISME SUR L'ENVIRONNEMENT

Le Plan Local d'Urbanisme a pour objectif l'urbanisation d'environ 3,2 hectares à plus ou moins long terme, répartis sur le territoire, pour répondre aux besoins en logements, équipements et activités.

## 1. Une augmentation des surfaces imperméables

L'extension des surfaces urbanisables va engendrer une amplification du ruissellement des eaux pluviales et un lessivage des sols. Le Plan Local d'Urbanisme instaure des mesures compensatoires. Ainsi, le règlement stipule :

- A l'exception des zones UB et AU, pour toute construction, des solutions d'aménagements de surfaces drainantes (végétalisation notamment) s'imposent, sauf en cas d'impossibilité technique, afin de permettre l'absorption de l'eau par le terrain naturel : bassin de retenue, aire de stationnement inondable, terrasse et toiture végétalisée, chaussée drainante...
- Dans tous les cas, l'excès de ruissellement ne peut être rejeté au réseau public qu'après la mise en œuvre sur la parcelle privée de toutes solutions susceptibles de limiter les apports pluviaux dans le réseau.
- Toute construction doit être raccordée au réseau d'évacuation d'eaux pluviales, s'il existe.
- Tout raccordement d'une voie privée sur une voie publique devra faire l'objet d'un aménagement permettant la collecte des eaux de ruissellement.
- Les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge exclusive du propriétaire, qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.
- L'évacuation des eaux de ruissellement doit, si nécessaire, être assortie d'un pré-traitement.
- En zone A et N, les eaux pluviales doivent être en totalité absorbées sur la parcelle, en cas d'impossibilité technique, les eaux doivent être stockées sur la parcelle via un dispositif permettant un débit de fuite régulé.

Le PADD affirment notamment la protection des micro-zones humides, et leurs espaces associés, qui permettent une régulation importante des eaux pluviales. Le projet communal vise également l'intégration des contraintes liées aux risques de ruissellement au niveau des secteurs d'urbanisation future, notamment concernant le Centre-Bourg.

Enfin, les écoulements superficiels qui permettent de recueillir les eaux pluviales, c'est-à-dire les différents cours d'eau qui sillonnent la commune ainsi que les abords du ruisseau de Rajans sont conservés en zone naturelle.

## 2. Une augmentation des émissions de gaz à effet de serre

L'accueil de nouvelles populations au sein de la commune va engendrer une augmentation du nombre de véhicules en circulation et donc une aggravation de la pollution de l'air.

Dans le cadre du Grenelle de l'environnement et conformément à la loi ENE du 12 juillet 2010, la commune a souhaité réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Cette réduction

passer par plusieurs points dans le cadre de ce PLU. Les points travaillés dans le cadre de ce PLU sont les suivants :

1 – Réduction des sources : le projet communal repose sur une concentration du développement sur certains secteurs privilégiés associée à un maillage efficace des circulations et à un renforcement des cheminements doux. La réalisation d'une certaine concentration de l'habitat et des déplacements au centre-ville permettra de limiter les recours à l'automobile en réalisant des déplacements piétons acceptables pour les habitants, c'est-à-dire concurrentiels face à la voiture. Des mesures pour faciliter les modes de déplacement doux sont prévues dans le cadre de l'orientation d'aménagement et de programmation du secteur du Centre-Bourg afin de redonner aux piétons une place centrale. Les aménagements prévus (prolongation et création de trottoirs, installation de plateaux ralentisseurs, reconfiguration de la voirie et de certains carrefours, modification de la signalisation) permettent d'assurer le ralentissement des circulations automobiles et donc de sécuriser les déplacements piétonniers, notamment aux traversées de route et aux croisements.

La création des nouveaux logements, conforme à la réglementation thermique de 2012 à minima, permettra également de limiter les besoins en chauffage.

2 – Mise en place de pièges à CO2 : le projet communal prévoit la protection des espaces boisés de la commune et la plantation de haies et de boisements imposés dans le cadre des Orientations d'Aménagement et de Programmation.

### **3. Une réduction de la superficie des espaces naturels**

La construction des nouveaux logements se fera dans les espaces de réception du tissu urbain existant ou en extension immédiate, entraînant de fait une réduction des espaces naturels ou voués à l'agriculture. Dans cette perspective, le P.L.U. s'est attaché à protéger les espaces les plus sensibles.

Le P.A.D.D. affirme la volonté de préserver la biodiversité du territoire en confortant la trame verte et bleue de la commune ainsi que les secteurs naturels les plus remarquables (vallons du ruisseau de Malafossant et ses affluents, vallons du ruisseau des Rajans et ses affluents, boisement du coteau du Mont de Velanne, secteur limitrophe du coteau de Corézin, corridors écologiques, zones humides). Leur protection est assurée par leur intégration dans une trame non constructible (zones naturelles ou agricoles du PLU).

De plus, les potentiels constructibles (ou gisements fonciers) à destination du logement sont inscrits au sein de la tâche urbaine ou en extension immédiate (secteur du Centre-Bourg et secteur du Grand-Velanne). Ces nouveaux secteurs d'urbanisation constituent des réductions à minima de l'espace agricole ou naturel, qui plus est inscrites au sein ou en continuité de l'enveloppe urbaine existante.

#### **3.1. La protection des milieux écologiques majeurs**

Une partie du territoire communal de Velanne est répertoriée dans l'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologiques Faunistique et Floristiques (ZNIEFF). La commune compte également quelques zones humides.

Le P.A.D.D. affirme la volonté de préserver la biodiversité du territoire en confortant la trame verte et bleue de la commune ainsi que les secteurs naturels les plus remarquables.



## Les zones humides

<b>Diagnostic</b>	Le plateau de Velanne est ponctué de nombreuses zones humides (phragmitaie, roselières) implantées au sein de dépressions du relief et souvent à proximité des hameaux. Elles sont riches d'essences faunistiques et floristiques à préserver.
-------------------	--

La protection de ces secteurs est assurée dans le cadre du PLU par le classement des parcelles en zones agricoles (Azh) ou naturelles (Nzh) inconstructibles.

## Les secteurs des ZNIEFF

<b>Diagnostic</b>	<p><u>« Zones humides de la vallée de la Bièvre » ZNIEFF de type 2 n°3809</u></p> <p>Ce grand ensemble (1 106 ha) correspond à un large réseau de zones humides relictuelles en interaction. Il réunit divers milieux naturels tels que l'aulnaie-frênaie des fleuves medio-européens, les bas-marais alcalins, les bas-marais à <i>schoenus nigricans</i> ainsi qu'une végétation à <i>Cladium mariscus</i>.</p> <p>Cet ensemble constitue une zone d'alimentation ou de reproduction, ainsi qu'un corridor écologique connecté au Rhône, pour de nombreuses espèces d'intérêt floristique (Rossolis à longues feuilles, Orchis à fleurs lâches, Prêle d'hiver, Ophioglosse commune...), mais aussi faunistique : poissons (Lamproie de Planer, Chabot ...), batraciens (crapaud Sonneur à ventre jaune), oiseaux rapaces (busards notamment) ou chiroptères.</p> <p>En outre, le réseau constitué de ces zones humides exerce tout à la fois des fonctions de régulation hydraulique (champs naturels d'expansion des crues) et de protection de la ressource en eau à préserver.</p> <p><u>« Boisements humides du Malafossant » ZNIEFF de type 1 n°38000121</u></p> <p>Cette zone de 64,11ha correspond à la ripisylve du ruisseau de Malafossant. Celle-ci abrite en effet des espèces floristiques d'intérêt à la recherche de la fraîcheur et de l'ombrage des sous-bois. Trois petites plantes de la famille des saxifrages y sont recensées: la Dorine à feuilles alternes et celle à feuilles opposées, ainsi que la Saxifrage variable. Les plantes saxifrages, issues du latin <i>saxum</i>, le rocher et <i>frangere</i>, briser se caractérisent par leur capacité à s'installer dans des fissures de rochers, d'où leur surnom de « Casse-pierre » ou « Perce-pierre ». On y recense également deux fougères, le Polystic à aiguillons et le Polystic à soies, ainsi que la Germandrée d'eau, le Phégoptéris vulgaire et le Millepertuis androsème.</p> <p><u>« Forêts riveraines des ruisseaux des Rajans, du Caron et de la Combe Pigna » ZNIEFF de type 1 n°38090001</u></p> <p>D'une superficie de 74,27ha, cette zone correspond aux abords des ruisseaux des Rajans, du Caron et de la Combe Pigna. Boisés, frais et humides, ils présentent les conditions favorables aux plantes de la famille des saxifrages (la Dorine à feuilles alternes et celle à feuilles opposées), aux Prêles (les plus anciens végétaux vasculaires fondamentalement liés aux milieux humides) dont la Prêle d'hiver, à deux fougères (le Polystic à aiguillons et le Polystic à soies) ainsi qu'à la Scrofulaire auriculée.</p>
-------------------	---

La protection de ces secteurs est assurée dans le cadre du PLU par le classement des parcelles en zones agricoles ou naturelles inconstructibles. Ainsi, les ruisseaux de la commune et les abords du ruisseau de Rajans sont inscrits en zone naturelle N, secteur de protection des milieux naturels fragiles, où seules les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisées.

Au-delà, les parcelles sont intégrées en zone agricole, interdisant toutes constructions autres que celles liées à l'activité agricole.

### Les corridors écologiques

Un corridor écologique désigne un couloir d'échange entre deux écosystèmes ou deux secteurs d'habitats favorables à une espèce. Ils permettent la dispersion et la migration de la faune et de la flore (pour la reproduction, le nourrissage, le repos, la migration, etc.). Deux corridors écologiques de passage de faune ont été repérés sur la commune :

- un corridor nord-sud reliant le Mont de Velanne au secteur du Grand Velanne et Malafossant vers la vallée du Guiers ;
- un corridor est-ouest reliant le coteau de Corézin vers le sud de la Sauge au corridor précédent en longeant le coteau du Mont de Velanne.

Ces deux corridors sont protégés en étant inclus en zones Aco ou Nco sur le plan de zonage. Ce sont des zones inconstructibles interdisant toutes créations d'obstacles nouveaux.

## **3.2. La protection des espaces boisés**

La commune de Saint-Vérand compte peu d'espace boisé. Le PLU protège ces espaces en les intégrant au sein de la trame inconstructible de la commune. Par ailleurs, le règlement des espaces boisés classés en zone N stipule qu'ils doivent être entretenus, notamment pour éviter la propagation des incendies.

## **3.3. La distinction nette entre ville et campagne**

La répartition géographique de la nouvelle urbanisation aura pour effet de limiter les extensions urbaines et de densifier l'enveloppe urbaine existante du Centre-Bourg, en premier lieu, et des hameaux, et ce afin d'obtenir un développement de l'urbanisation moins consommateur d'espace et de réseaux.

Cette répartition pose le principe d'une urbanisation renforcée dans les secteurs déjà construits afin de stopper le mitage des espaces naturels et agricoles sur le reste du territoire communal. Cela aura pour conséquence d'affirmer une coupure plus franche entre ville et campagne.

Par ailleurs, le projet communal affirme la volonté de favoriser une meilleure intégration de la nouvelle urbanisation pour ne pas engendrer de confrontation brutale avec le bâti existant, ceci dans l'optique de conforter l'urbanisation typique et le caractère rural de la commune.

## **3.4. La protection des zones agricoles et de leur paysage identitaire**

Le projet communal affirme la volonté de préserver les terres agricoles de la commune, mais également les pratiques et le paysage induit par ces espaces cultivés, d'où la concentration du développement communal au sein des secteurs déjà urbanisés. La protection des espaces agricoles, mais aussi des habitations riveraines, passe par la prise en compte des périmètres de réciprocité, qui tiennent compte d'éventuelles évolutions de l'activité agricole. Le P.A.D.D. assure également la prise en compte des déplacements agricoles dans les

futurs aménagements routiers de façon à permettre aux exploitants de parcourir le territoire communal dans de bonnes conditions.

L'orientation d'aménagement du secteur du Bourg et du Donnier réaffirme la préservation de la circulation des engins agricoles. Aussi, les réaménagements de voirie prévus tiennent compte du gabarit des engins et des besoins en termes de cheminements agricoles.

La protection des secteurs agricoles est assurée par leur intégration en zone agricole inconstructible. Ce classement permet une protection forte de manière à affirmer le caractère agricole de la zone et à conserver le paysage identitaire de Velanne.

Les secteurs de hameaux et les écarts localisés au sein du plateau agricole sont intégrés en zone Ah qui autorise uniquement l'extension mesurée des constructions existantes. Aussi, sont autorisées uniquement les constructions d'annexes, les extensions et les rénovations des constructions existantes uniquement dans un souci de lutte contre le mitage et de préservation du caractère agricole de la zone.

## **4. Une transformation des paysages**

L'urbanisation de certaines parties du territoire à des fins résidentielles va modifier le paysage immédiat de secteurs aujourd'hui à dominante naturelle ou agricole. Le P.A.D.D. assure le principe d'intégration de la nouvelle urbanisation pour ne pas engendrer de confrontation brutale avec le bâti existant et donc garantir la cohérence paysagère du territoire. De plus, des mesures compensatoires sont mises en œuvre dans le document d'urbanisme :

- Les orientations d'aménagement et de programmation s'accompagnent de mesures devant permettre la bonne intégration des nouvelles opérations dans l'environnement proche. Ainsi, la nouvelle zone constructible entre le Bourg et Donnier, prévoit un traitement paysager de l'espace public et notamment des emplacements de stationnement réalisés dans la pente. De plus, les nouvelles constructions doivent respecter les prescriptions en termes de hauteur et de volume des bâtiments existants, de façon à garantir leur intégration et à permettre une meilleure transition entre secteurs bâtis et secteurs agricoles.
- Outre l'attention portée aux nouvelles opérations d'aménagement, le projet municipal affirme la nécessité de conserver les qualités paysagères du territoire, en stoppant le mitage du territoire, en protégeant les ouvertures paysagères depuis les voies de circulation et en prenant en compte les perspectives visuelles entre les hameaux. La préservation de ces perspectives est notamment assurée par le classement des secteurs naturels et agricoles en zone inconstructible.
- Le développement des secteurs à forte visibilité doit répondre aux objectifs de préservation inscrits dans le P.A.D.D. et être conforme aux règles édictées par le PLU. Le règlement de chaque zone rappelle notamment que les nouvelles constructions doivent respecter le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants.

# **CHAPITRE II : LES IMPACTS DU PLAN LOCAL D'URBANISME SUR LA ZONE NATURA 2000**

## **1. Rappel du contexte juridique**

L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme résulte de la transposition française (ordonnance n° 2004-489 du 3 juin 2004) de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Cette directive pose le principe que tous les plans et programmes susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, et qui fixent le cadre de décisions ultérieures d'autorisation d'aménagements et d'ouvrages, doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale préalable à leur adoption.

L'ordonnance du 3 juin 2004 a modifié, d'une part, le code de l'environnement (création des articles L. 122-4 à L. 122-11 et modification de l'article L. 414-4 relatif à Natura 2000) et, d'autre part, le code de l'urbanisme et le code général des collectivités territoriales.

Deux décrets de mai 2005 ont été pris en application de cette ordonnance, complétant les dispositions applicables pour les plans et programmes d'une part (décret n° 2005-613 du 27 mai 2005) et pour les documents d'urbanisme d'autre part (décret n° 2005-608 du 27 mai 2005).

Le décret n° 2005-608 du 27 mai 2005 relatif à l'évaluation des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement en précise les conditions de réalisation par le maître d'ouvrage et de validation par le Préfet de département. Ce texte, qui a fait l'objet d'une circulaire du ministère de l'Équipement du 6 mars 2006, prévoit que l'avis du Préfet est préparé sous son autorité par la Direction régionale de l'environnement, en liaison avec les services de l'État concernés. L'avis porte à la fois sur l'évaluation environnementale contenue dans le rapport de présentation, et sur l'intégration de l'environnement dans le projet d'urbanisme.

La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite "loi Grenelle II") a modifié plusieurs codes. La partie réglementaire a notamment été modifiée par le décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme. En modifiant les articles R.121-14 et suivants du code de l'urbanisme, ce décret élargit le champ d'application de l'évaluation environnementale et introduit une nouvelle procédure dite d'"examen au cas par cas". Ce décret entre en vigueur au 1er février 2013. Toutefois, les documents d'urbanisme dont la procédure d'élaboration ou de révision est particulièrement avancée à cette date ne sont pas soumis aux nouvelles règles de l'évaluation environnementale.

## **2. Les impacts du PLU de Velanne sur les Zones Natura 2000**

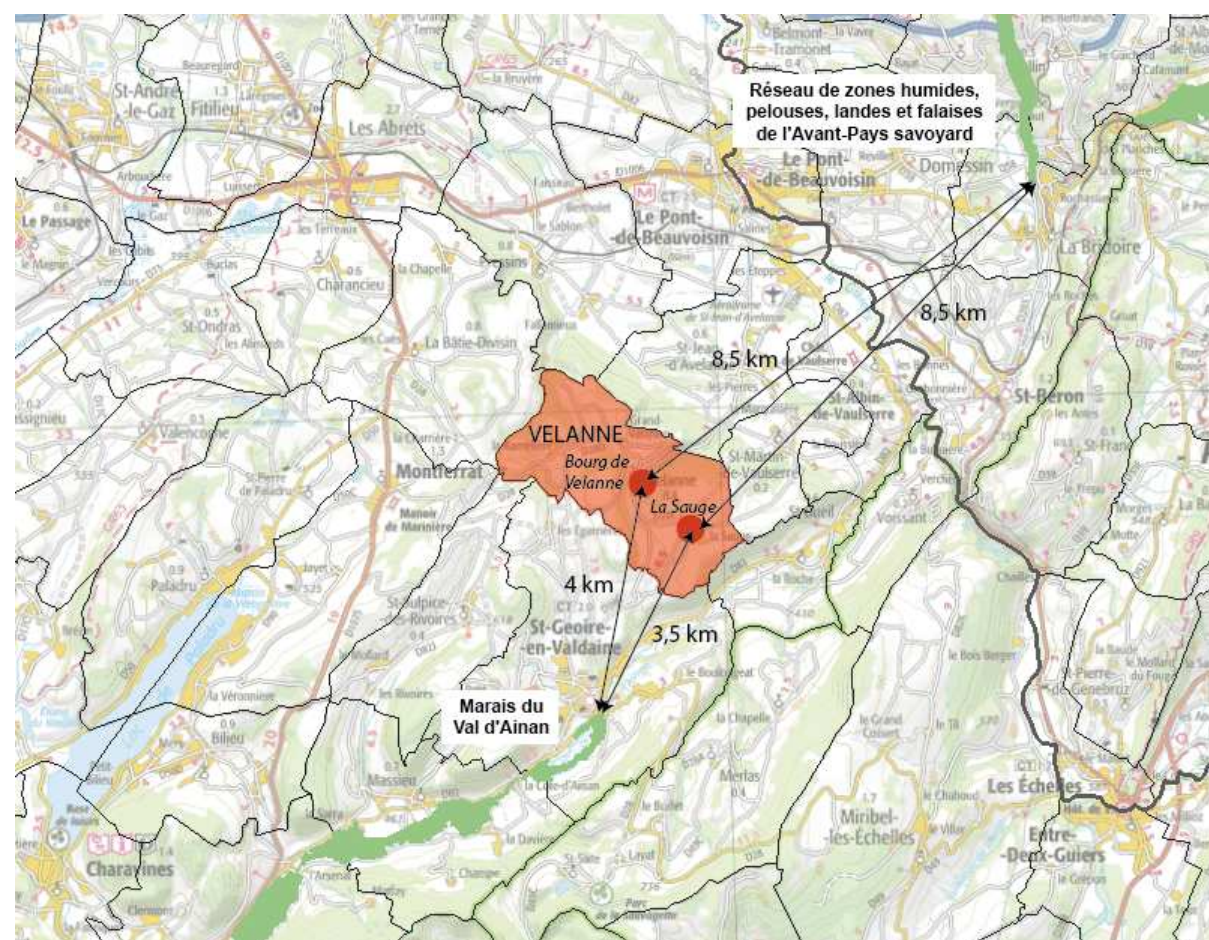
Le nouveau décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme est entré en vigueur au 1er février 2013. Toutefois, les documents d'urbanisme dont la procédure d'élaboration ou de révision est particulièrement avancée à cette date ne sont pas soumis aux nouvelles règles de l'évaluation environnementale. Aussi, le débat portant sur le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) ayant eu lieu avant cette date, le PLU de Velanne n'est pas soumis aux nouvelles règles sur l'évaluation environnementale mais aux règles précédemment en vigueur.

Selon ces règles, les élaborations de PLU qui nécessitent une « évaluation environnementale » sont :

- Les élaborations de PLU susceptibles d'avoir des incidences sur un site Natura 2000. Il s'agit des PLU autorisant des travaux, ouvrages ou aménagements dont la réalisation est susceptible d'affecter un site Natura 2000 situé sur le territoire communal ou à proximité. S'il ne peut être assuré sur la base d'éléments objectifs que le PLU n'aura pas d'incidences sur le site Natura 2000 lors du lancement de l'élaboration, de la modification ou de la révision, il est nécessaire de soumettre le PLU à la procédure d'évaluation environnementale stratégique.
- Les élaborations de PLU non couverts par un SCOT satisfaisant les critères de superficie et de population.
- Les élaborations de PLU ouvrant à l'urbanisation une superficie importante de zones naturelles ou agricoles. Il s'agit des PLU relatifs à un territoire, non couvert par un SCOT ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale, prévoyant la création de zones U ou AU d'une superficie totale supérieure à 200 hectares dans des secteurs agricoles ou naturels (voir précisions dans la circulaire ministérielle du 6 mars 2006)

Le territoire de la commune de Velanne n'est pas directement concerné par un site Natura 2000. En revanche, il est situé à proximité des sites suivants :

#### Localisation des Sites Natura 2000 à proximité de Velanne



Source : DREAL Rhône-Alpes - Carmen

La commune de Velanne est proche de deux sites Natura 2000, dont un situé à moins de 5 km du Centre-Bourg et du hameau de la Sauge. Il est donc proposé d'analyser l'incidence éventuelle du projet de PLU sur la conservation de la zone Natura 2000 la plus proche, autrement dit celle du « Marais du Val d'Ainan ».

## 2.1. Caractéristique du site « Marais du Val d'Ainan »

La commune de Velanne est située à moins de 5 km du site Natura 2000 « Marais du Val d'Ainan », Site d'Intérêt Communautaire au titre de la Directive « Habitats, faune, flore », zone spéciale de conservation n°FR8201729.

### Description du site

Situé sur les communes de Chirens, Massieu et Saint-Geoire-en-Valdaine, le site des marais du Val d'Ainan s'étend sur 246 ha et constitue l'un des complexes marécageux les plus riches du département de l'Isère, par la juxtaposition de milieux humides liés à la dynamique de la rivière Ainan, la variété des sols tourbeux et argileux et la diversité des types d'exploitations traditionnels. Les gisements de tourbe sont caractérisés par la sédimentation depuis des milliers d'années de matières organiques ayant emprisonné des grains de pollen. Cette zone constitue par conséquent un intérêt paléo-écologique important. De plus, il y existerait une strate correspondant à l'éruption de l'Eifel (volcan allemand) datant de 12000 ans.

Dans les années 90, cette zone a été inscrite dans l'inventaire des ZNIEFF, dans le but de la revaloriser. Complexe marécageux le plus riche du département de l'Isère, Le site est caractérisé par la présence d'une très grande diversité d'espèces floristiques et faunistiques à forte valeur patrimoniale.

En termes d'occupation du sol, la forêt et l'agriculture dominant. Les espaces boisés se situent essentiellement sur les pentes et dans les marécages du fond de vallée. Les espaces ouverts se répartissent entre espaces cultivés en zones planes, facilement mécanisables, et secteurs de pâture sur les coteaux. Six habitats d'intérêt communautaire sont répertoriés sur le site :

Intitulé de l'habitat Natura 2000	Code Eur15	Surface en ha	En % du site
Prairies humides à Molinie	6410	10	4
Prairies maigres de fauche de basse altitude	6510	29	12
Tourbières basses alcalines	7230	17	7
Marais calcaires à <i>Cladium mariscus</i> et <i>Carex davalliana</i>	7210	1,5	0,61
Forêts alluviales résiduelles (Aulnaies glutineuses)	91E0	40	16
Tourbières boisées	91D0	4,3	1,7
<b>Total</b>		<b>123,8 ha</b>	

Source : DOCOB « Marais du Val d'Ainan »

Parmi les espèces végétales répertoriées, les marais accueillent le Liparis de Loesel et la Spiranthe, deux espèces d'orchidées.

Le site recense également de nombreuses espèces animales :

Insectes	Poisson	Mammifères	Reptiles et amphibiens
- Agrion de mercure - Cuivré des marais - Azuré de la Sanguisorbe et des Paluds - Laineuse du prunellier	- Lamproie de planer - Chabot	- Grand et petit murin - Pipistrelle - Vespertillon - Oreillard commun - Putois - Lynx	- Crapaud sonneur à ventre jaune - Crapaud alyte - Triton crêté - Grenouille agile et verte - Lézard vert



		- Coronelle lisse
--	--	-------------------

### Hiérarchisation des enjeux

Les marais du Val d'Ainan se caractérisent par une surface de tourbière alcaline très importante. 80% des tourbières du Nord Isère ont déjà disparu, c'est pourquoi il est nécessaire d'évaluer le patrimoine de ces marais dans le but de mettre en place un programme d'actions.

Les marais du Val d'Ainan constituent une zone humide. Ils sont concernés par la Convention Internationale de Ramsar (1971), dans laquelle la France s'est engagée à « enrayer les empiètements progressifs sur les zones humides ». Les marais se caractérisent par deux grands ensembles :

- Les milieux humides sur tourbe, remarquables par leur dimension, et représentant un patrimoine de premier plan à la dimension régionale voire nationale
- Le système aquatique de l'Ainan, qui constitue avec son réseau de fossés, un patrimoine naturel halieutique et de ressource en eau remarquable.

Compte tenu de l'intérêt de ces milieux, un ordre de priorité des enjeux a été établi :

Priorité	Habitats	Espèces	Remarques
1 : Préservation des habitats tourbeux	Tourbière basse à Laïche Végétation à marisque (Cladium mariscus) habitat prioritaire (très ponctuel)	Liparis de Loesel Amphibiens	La qualité des habitats a permis le maintien d'espèces remarquables qu'il convient de préserver. Nécessité de restaurer les niveaux de fluctuation de la nappe pour préserver le caractère tourbeux de ces milieux Bonne représentation de ces habitats dans l'ENS de Chirens
2 : Conservation des boisements sur tourbe et des aulnaies-frênaies	Boulaies sur tourbe (91D0) Bois alluviaux à Aulne glutineux et Frêne élevé des rivières à eaux lentes (habitats prioritaires)	Espèces inféodées	La qualité patrimoniale naturelle privilégie la non intervention au niveau des boisements Entretien des boisements de ripisylve
3 : Préservation et extension des prairies humides	Prairies à molinies sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux Prairies maigres de fauche	Cuivré des marais Azurés de la sanguisorbe et des paluds (potentiel à confirmer)	L'importance de la présence des espèces inféodées à ce milieu, justifie leur préservation voire leur extension dans les zones où cela est possible (rive gauche)
4. Restauration des milieux aquatiques mares et gouilles  rivière de l'Ainan et ruisseaux affluents	  Ripisylves	sonneur à ventre jaune et triton crêté  écrevisse à pieds blancs, chabot, lamproie de planer	Pas de recolonisation pour l'instant par les amphibiens cités dans l'ENS de Chirens  Méandrage rivière, gestion de la ripisylve Reconnexions hydrauliques avec chevelu des versants à faire

Source : DOCOB « Marais du Val d'Ainan »

De plus, concernant les espèces animales, les priorités porteront sur, par ordre décroissant :

- le liparis de Loesel :
- les amphibiens : sonneur à ventre jaune et triton crêté
- les papillons : le Cuivré des marais (avéré) et les Azurés des paluds et de la sanguisorbe (présence à confirmer)

Le DOCOB liste également les facteurs pouvant influencer l'évolution du site à savoir l'agriculture, les aménagements divers pouvant perturber le système hydrogéologique et à terme remettre en cause le milieu, la gestion des eaux superficielles, les prélèvements sur la faune et la flore (cueillette incontrôlée, chasse, pêche) et les contraintes réglementaires.

### Formulation des objectifs et propositions de mesures

<b>Objectif A : Conserver et conforter la zone humide de l'Ainan</b>	
Objectifs	Mesures
Restaurer le bon fonctionnement de la zone humide	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Analyser les apports d'eau du versant occidental et rétablir les arrivées d'eau</li> <li>- Capturer de nouvelles sources pour alimenter les zones asséchées du marais</li> <li>- Restaurer les connexions hydrauliques avec les affluents</li> <li>- Entretien des bords boisés des cours d'eau : gestion des embâcles et de la ripisylve (recépage irrégulier)</li> <li>- Réhabilitation de méandres en partie comblés (Massieu)</li> </ul>
Mettre en place une gestion hydraulique intégrée	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer la naturalité de l'Ainan (actions menées par Avenir et le SIAGA)</li> <li>- Restaurer les ouvrages de dérivation dans le respect du débit réservé (canal du moulin à St-Geoire)</li> <li>- Réduire les pressions sur le cours d'eau</li> </ul>
Limitier les pénétrations de bétail dans le cours d'eau	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Déplacer les clôtures et mettre en place des pompes à museau</li> </ul>

<b>Objectif B : Améliorer la qualité des eaux</b>	
Objectifs	Mesures
Poursuivre la maîtrise des pollutions d'origine agricole	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gestion des apports de lisiers sur bassins-versants</li> <li>- Réduction des intrants</li> <li>- Incitation au compostage</li> </ul>
Poursuivre la maîtrise des pollutions d'origine domestique et urbaine	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Régler dysfonctionnement de la station de refoulement</li> <li>- Contrôle du SPANC aux abords du marais</li> <li>- Incitation à limiter l'usage d'herbicides</li> </ul>
Maîtriser et traiter les eaux arrivant au marais (pluvial, routier)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prise en compte des arrivées d'eaux et étude de traitement</li> </ul>
Réaliser les travaux de mise en conformité du périmètre de captage	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Evaluer les incidences des divers travaux et pérenniser les apports d'eau au marais</li> </ul>

<b>Objectif C : Préserver les habitats naturels</b>	
Objectifs	Mesures
Gérer les tourbières	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Restaurer le bas-marais</li> <li>- Mise en place de pâturage</li> <li>- Broyage entretien/restauration</li> </ul>
Conserver et étendre les prairies et boisements tourbeux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Actions menées par Avenir dans l'ENS : mise en place de plans de fauche tardive, lutte contre la spirée blanche</li> </ul>
Conserver et améliorer les surfaces de fond de vallée hydromorphes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place des pratiques agricoles raisonnées : projet MAET comprenant de la gestion extensive de prairies, de la reconversion de cultures en prairies permanentes, des fauches tardives, de l'entretien de haies et bosquets</li> <li>- Conserver haies, bosquets et arbres isolés (charte, MAET)</li> </ul>
Maintenir / gérer / restaurer la ripisylve	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lutte contre la renouée</li> <li>- Hors ENS : plan de gestion pluriannuel ripisylve – contrat de rivière</li> </ul>
Favoriser la reconquête naturelle des habitats aquatiques/restaurer les habitats dégradés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cf objectifs A et D</li> <li>- diversification des écoulements, création d'habitats...</li> </ul>

<b>Objectif D : Préserver les espèces d'intérêt communautaire</b>	
Objectifs	Mesures
Préserver le Liparis de Loesel	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Proposer un contrat de gestion sur les parcelles de Bavonne et Massieu</li> <li>- Faire un suivi floristique</li> </ul>
Préserver les amphibiens	<ul style="list-style-type: none"> <li>- conserver et créer des mares : inventaire des mares et populations</li> </ul>
Préserver l'Agrion de mercure et les espèces aquatiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- ENS : entretien de végétation des fossés</li> <li>- Hors ENS : action de restauration de milieux aquatiques, diversification des écoulements, création d'habitats...</li> </ul>

	- Restauration des connections hydrauliques
<b>Objectif D : Préserver les espèces d'intérêt communautaire (suite)</b>	
<b>Objectifs</b>	<b>Mesures</b>
Préserver les papillons	- Mettre en place des pratiques agricoles raisonnées et compatibles avec leur maintien : bandes refuges ou fauche tardive
Préserver les chauves-souris	- Aménagement de gîtes sous les ponts et pose de nichoirs
Préserver la petite faune	- Aménager si intérêt confirmé un passage petite faune à Bavonne sous la Grillatière
Améliorer les connaissances de la faune	- Réaliser des inventaires sur écrevisse à pieds blancs, chauve-souris, sonneur à ventre jaune

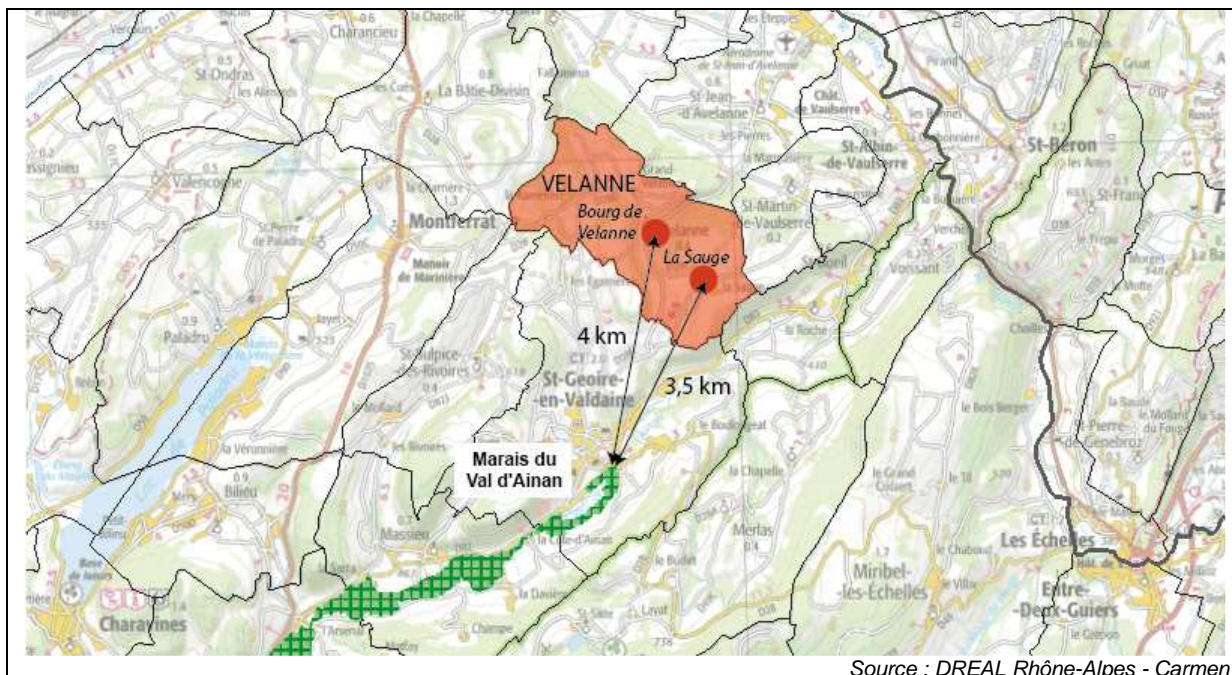
<b>Objectif E : Coordonner et mettre en œuvre le DOCOB</b>	
<b>Objectifs</b>	<b>Mesures</b>
Coordonner les actions des divers gestionnaires	- Animer le comité de pilotage
Favoriser et assister la mise en place de contrats Natura 2000	- Actions menées par AVENIR dans l'ENS : contractualiser les actions de gestion éligibles, expliquer et proposer des contrats hors zones agricoles, porter le projet MAET - Suivre/animer la mise en place de MAET
Favoriser la mise en place de gestion par maîtrise d'usage dans les secteurs hors ENS	- Mettre en place des pratiques agricoles adaptées : projet MAET - Gestion extensive de prairies - Reconversion cultures en prairies permanentes - Fauche tardive, bandes-refuge - Conserver haies, bosquets et arbres isolés (charte)

## 2.2. Incidences du PLU de Velanne sur le Site Natura 2000

### Localisation du site Natura 2000

Le PLU de Velanne n'est pas directement concerné par le site Natura 2000, dont le périmètre le plus proche se localise, à environ 4 km du Centre-Bourg et 3,5 km du hameau de la Sauge. Il se situe sur la commune voisine de Saint-Geoire-en-Valdaine, le long de la rivière de l'Ainan.

<b>Localisation du périmètre Natura 2000 la plus proche de la commune de Velanne</b>



### Constat :

D'un point de vue topographique, la commune de Velanne se localise à l'Est de la région du Bas-Dauphiné, sur les contreforts du massif de la Chartreuse. Le territoire communal repose sur un vaste plateau vallonné dominé par le Mont de Velanne. Il est bordé au sud-est, au nord-est et au nord-ouest de coteaux à fortes pentes dans lesquels se sont inscrites de légères combes boisées où s'écoulent des ruisseaux.

La commune se situe en surplomb de la zone Natura 2000 qui concerne le fond de vallée du cours d'eau d' l'Ainan. Les deux secteurs sont donc séparés par un relief accidenté qui constitue une barrière et limite les échanges entre les deux secteurs.

D'un point de vue hydrologique, le territoire communal est divisé en trois sous-bassins versants : le sous-bassin versant des Rajans, le sous-bassin versant de Malafossant et le sous-bassin versant de l'Ainan. L'ensemble de ces sous-bassins alimente le cours d'eau du Guiers qui s'écoule à environ 3,2 km à l'Est du territoire communal.

La zone Natura 2000 est située quant à elle, sur la commune de Saint-Geoire-en-Valdaine, dans le fond de la vallée de l'Ainan.

Bien qu'une partie de la commune de Velanne appartienne au même bassin versant que le site Natura 2000, les deux secteurs ne sont cependant pas connectés. En effet, selon le sens de l'écoulement des eaux, le site Natura 2000 est situé en amont de la commune de Velanne. De fait, les impacts du projet communal sur le cours d'eau n'influence donc pas l'état du site Natura 2000. Le réseau hydrographique de Velanne n'a donc pas d'incidence sur le site Natura 2000.

D'un point de vue urbanistique, il est projeté un développement communal maîtrisé reposant sur le renforcement du Centre-Bourg, la densification du Grand Velanne et le confortement des autres hameaux dans leurs limites actuelles. La croissance de population projetée entraînera inévitablement une augmentation de la circulation et de la fréquentation de la commune.

L'augmentation des circulations sera néanmoins répartie entre les différentes voies permettant d'accéder à la commune. La voie de desserte bordant le site Natura 2000 ne sera donc pas la seule à supporter l'augmentation du trafic induite par l'évolution de la population de Velanne. Cette augmentation reste par ailleurs négligeable par rapport au trafic supporté par la voie. De plus, le PLU prend en compte la question de l'augmentation du nombre de véhicule et propose, dans la limite de son champ d'actions, des mesures pour limiter le recours à la voiture individuelle sur son territoire.

### Les incidences du projet de PLU sur le site

Au sein de la carte communale, les espaces les plus proches du site Natura 2000 bénéficiaient d'un classement en zone N, non constructible, permettant ainsi la protection des milieux naturels et de la qualité des sites et des paysages. Les zones déjà urbanisées étaient classées en zone U.

Au sein du PLU, le zonage des espaces les plus proches du site Natura 2000 est le suivant :

- les ruisseaux et espaces boisés sont inclus en zone N, offrant une protection spécifique aux espaces naturels en y interdisant toute nouvelle construction.
- Le plateau agricole est intégré en zone A, permettant la préservation des terrains cultivés et entraînant l'interdiction de toute nouvelle construction autre que pour l'usage agricole.
- Les secteurs d'habitat isolés sont intégrés en zone Ah permettant uniquement l'extension limitée de l'existant.
- Le hameau du Mont de Velanne est intégré en zone U mais ne fait pas l'objet de projet de développement de l'urbanisation. Seules quelques possibilités de constructions par division de parcelles déjà bâties sont recensées.

De fait des éléments relatifs aux contextes topographique, hydrologique et urbanistique, de l'éloignement du site Natura 2000 et des mesures de protection mises en place sur les espaces naturels les plus proches du site, l'incidence du PLU de Velanne sur l'affirmation du caractère de la zone est neutre.

Par ailleurs, les éléments juridiques disponibles dans le cadre du PLU ont été mis en place : zone naturelle stricte sur les cours d'eau, zones agricoles sur le plateau agricole, zones Ah sur les secteurs d'habitat isolé, mise en place d'outils de régulation des eaux de ruissellement dans les secteurs de développement...

**En conclusion, on peut donc dire le projet de PLU de Velanne n'est pas susceptible de déstabiliser la conservation du site Natura 2000 et la mise en œuvre de ces objectifs de protection. Il n'y a donc pas lieu de prévoir des mesures compensatoires.**

# CHAPITRE III : LA PRESERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT

## 1. La gestion de l'eau

### 1.1. Assainissement

La Loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992 introduit des exigences en matière de gestion de la ressource et de rejets. Ces exigences se traduisent en termes de reconnaissance de la valeur patrimoniale de l'eau :

- respect de l'équilibre des écosystèmes aquatiques, des zones humides et de leur richesse spécifique,
- adéquation de toute opération ou projet dans le domaine de l'eau avec l'ensemble des éléments de la ressource, mais aussi l'accumulation des effets des activités humaines.
- implication des collectivités dans la gestion de l'eau.

Il en découle ainsi des obligations pour les communes :

- prise en charge des dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif (stations d'épuration des eaux usées et élimination des boues produites),
- prise en charge des dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif,
- éventuellement, (décision du Conseil Municipal), prise en charge des dépenses d'entretien des systèmes d'assainissement non collectif.

Un schéma directeur d'assainissement a été réalisé en 2004 mais une nouvelle étude a été faite en 2010 afin de préciser et mettre à jour les solutions techniques avancées dans le schéma directeur de 2004.

Les résultats de cette étude mettent en évidence, en cas d'assainissement collectif, un coût très élevé de travaux pour la collectivité ainsi que pour le particulier (frais de raccordement), ce qui a conduit la municipalité à abandonner tout projet d'assainissement collectif sur la commune. Celle-ci reste donc entièrement en assainissement autonome individuel, comme cela est précisé dans le plan de zonage d'assainissement situé en annexe du PLU (pièce n°6.4). Cette contrainte a été prise en compte dans la définition des zones urbaines et à urbaniser du Plan Local d'Urbanisme.

Il convient en outre de préciser que ce zonage d'assainissement, tel qu'il est annexé, n'impose pas un rejet systématique en milieu superficiel et qu'il n'existe pas que ce type de filière. Au contraire, il existe aujourd'hui plus d'une centaine de dispositifs ayant reçu l'agrément des ministères de l'écologie et de la santé qui peuvent être mises en œuvre pour les maisons neuves ou les maisons existantes. Ces nouveaux dispositifs offrent de nouvelles possibilités, en particulier pour les logements existants qui disposent d'une très faible surface pour réaliser une réhabilitation d'un dispositif existant. De même, il n'est pas forcément nécessaire d'évacuer les eaux traitées vers un milieu hydraulique superficiel, solution qui reste toutefois possible dans le cadre d'une réhabilitation, y compris pour les cours d'eau intermittents.

Quoi qu'il en soit, concernant les nouvelles constructions qui sont envisagées dans le cadre de la mise en œuvre du PLU à l'échéance 2022, et notamment sur le secteur de l'OAP prévue au Bourg, ce sera le Pays Voironnais qui devra valider le dispositif d'assainissement individuel qui sera choisi au moment des études pré-opérationnelles liées à la mise en œuvre de l'OAP.



## **1.2. SDAGE Rhône Méditerranée**

La zone d'étude se situe dans le bassin Rhône Méditerranée qui a fait l'objet d'un SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) dont les travaux d'élaboration ont été engagés en 2004. Ce document a été adopté par le comité de bassin et approuvé par le préfet coordonnateur de bassin en novembre 2009. Le PLU de la commune doit être compatible avec le SDAGE.

Le SDAGE élaboré en application de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, a pour ambition, à travers la gestion équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques, de contribuer à promouvoir un développement social et économique durable. Ses orientations sont déclinées de la façon suivante :

- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques
- Intégrer les dimensions sociales et économiques dans la mise en œuvre des objectifs environnementaux
- Organiser la synergie des acteurs pour la mise en œuvre de véritables projets territoriaux de développement durable
- Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé
- Préserver et redévelopper les fonctionnalités naturelles des bassins et des milieux aquatiques
- Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
- Gérer les risques d'inondation en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau

Il représente le cadre de référence pour la politique de l'eau dans le bassin pour les 6 années à venir soit un horizon 2015.

Ainsi, les dispositions prises par la collectivité et transcrites dans le Plan Local d'Urbanisme prennent en compte les orientations particulières du S.D.A.G.E., concernant Velanne :

- prise en compte du risque inondation et gestion des eaux pluviales,
- affectation des sols suivant les zones humides,
- préservation des espaces de liberté des cours d'eau,
- préservation de la ressource en eau.

## **2. La Loi relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement**

La loi du 13 Juillet 1992 relative à l'élimination des déchets et aux installations classées pour la protection de l'environnement, modifie la loi du 15 Juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.

Les principales dispositions de la loi ont pour objet :

- d'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume,

- de valoriser les déchets par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets des matériaux réutilisables ou de l'énergie.

Elle stipule en outre qu'au-delà d'un délai maximal de 10 ans après sa promulgation, seuls les déchets ultimes pourront être stockés dans des centres d'enfouissement techniques agréés, ce qui suppose l'abandon des décharges actuelles non conformes.

Elle prévoit par ailleurs que chaque département doit être couvert par un plan départemental ou interdépartemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés, et que des plans régionaux ou interrégionaux seront établis pour les autres catégories de déchets (industriels, hospitaliers ...).

La collecte et le traitement des déchets ménagers relèvent de la compétence de la Communauté d'Agglomération du Pays Voironnais. La collecte des déchets s'organise selon 5 types de déchets (les déchets alimentaires, résiduels, corps creux d'emballages, journaux et papiers, verre). Les déchets ménagers non recyclables sont incinérés à Grenoble et la déchèterie la plus proche de la commune se situe à Montferrat.

La commune dispose d'un point d'apports volontaires pour le verre et les vêtements, situé au Bourg.

Le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés et son rapport environnemental ont été approuvés par délibération du Conseil Général de l'Isère n°2008-7884 du 13 juin 2008.

Le plan de gestion départemental des déchets du BTP a été approuvé le 26 mai 2004. La commune est incluse dans le secteur de Voiron.

### **3. La protection des paysages, milieux et écosystèmes**

#### **3.1. La protection des paysages**

Le Plan Local d'Urbanisme s'attache à prendre en compte la loi n°93-24 du 8 Janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages.

L'objectif de cette loi est notamment d'inviter les collectivités locales à identifier les différentes composantes du paysage (naturel, rural, urbain), à les hiérarchiser et à en protéger efficacement les éléments majeurs. Les Plans Locaux d'Urbanisme doivent prendre en compte la préservation de la qualité des paysages et la maîtrise de leur évolution.

Le Plan Local d'Urbanisme a pris en compte ces principes de protection et de sauvegarde des paysages et sites, notamment :

- en classant en secteur N les principaux éléments naturels remarquables de la commune, et notamment :
  - o les boisements du coteau du Mont de Velanne et du plateau agricole,
  - o les vallons du ruisseau de Malafossant et ses affluents, vallons du ruisseau des Rajans et ses affluents.
- en protégeant les zones agricoles du plateau et les exploitations agricoles, garantes du paysage identitaire de la commune.
- en réglementant les caractéristiques des nouvelles constructions notamment dans les zones AU intégrées dans l'enveloppe urbaine existante.

- en inscrivant au sein des orientations d'aménagement des mesures devant permettre la bonne intégration des nouvelles opérations dans leur environnement proche (traitement qualitatif des voiries nouvelles).

### **3.2. La protection des milieux et écosystèmes**

Afin de protéger les écosystèmes et favoriser la biodiversité, le Plan Local d'Urbanisme, au travers de son P.A.D.D., de son zonage et de son règlement, s'attache à :

- conserver les boisements existants sur le territoire.
- protéger les corridors verts et les corridors bleus de la commune en les intégrant dans des trames inconstructibles.
- réglementer les rejets des eaux pluviales et des eaux usées pour une meilleure qualité de rejet dans l'environnement.

## ANNEXE : Surface par zones

<b>ZONES du PLU</b>	<b>SURFACES (en ha)</b>
<b>UA</b>	<b>24,54</b>
<b>UB</b>	<b>9,75</b>
<b>TOTAL U</b>	<b>34,29</b>
<b>AU</b>	<b>1,75</b>
<b>TOTAL AU</b>	<b>1,75</b>
<b>A</b>	<b>362,43</b>
<b>Ah</b>	<b>9,81</b>
<b>Aco</b>	<b>7,99</b>
<b>Azh</b>	<b>4,28</b>
<b>TOTAL A</b>	<b>384,51</b>
<b>N</b>	<b>376,99</b>
<b>Nh</b>	<b>0,86</b>
<b>Neq</b>	<b>0,54</b>
<b>Nco</b>	<b>8,72</b>
<b>Nzh</b>	<b>3,55</b>
<b>TOTAL N</b>	<b>390,66</b>
<b>TOTAL</b>	<b>811,21</b>

### BILAN :

Globalement, les zones constructibles ont été travaillées de manière à correspondre à la réalité bâtie du territoire. Les zones à urbaniser sont délimitées à l'intérieur de l'enveloppe urbaine du Centre-Bourg.

Les secteurs non bâtis se répartissent de manière équilibrée entre espace agricole et espace naturel, témoignant de la volonté de la commune de conserver les secteurs sensibles et stratégiques d'un point de vue naturel et paysager.

Au final, on peut dire que le PLU respecte les caractéristiques de la commune et notamment ses paysages agricoles et naturels qu'il protège via le classement des secteurs identifiés en zones inconstructibles. Il s'agit donc d'un document durable dans ses orientations, conforme à la loi et son esprit.